



GUIDE DE L'INVESTISSEUR DE LA DIASPORA

MINISTÉRIO DAS
COMUNIDADES

GOVERNO DE
**CABO
VERDE**
A TRABALHAR PARA TODOS.

PRÓEMPRESA
INSTITUTO DE APOIO E PROMOÇÃO EMPRESARIAL

CABO VERDE
TRADEINVEST

 **OIM**
ONU MIGRATION

FONDS DE
L'OIM POUR LE
DEVELOPPEMENT

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations utilisées et la présentation de documents tout au long du rapport n'impliquent pas l'expression d'un quelconque avis de l'OIM sur le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de ses autorités, ni sur ses frontières ou limites.

L'OIM est attachée au principe selon lequel la migration humaine et ordonnée profite aux migrants et à la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale pour : aider à relever les défis opérationnels de la migration; faire progresser la compréhension des questions migratoires; encourager le développement social et économique à travers la migration; et de défendre la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Cette publication est une initiative du Ministère des Communautés et a été développée par l'OIM avec un financement du Fonds de développement de l'OIM dans le cadre du projet "Soutien à la mise en œuvre d'un programme d'entrepreneuriat pour la diaspora au Cabo Verde". Les opinions, résultats et conclusions énoncées ici sont de la responsabilité du (des) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles du Fonds de Développement de l'OIM.

Publié par: OIM Cabo Verde
Casa das Nações Unidas
Avenue OUA, Achada de Santo António
PO Box address: 104-A, Cidade da Praia
Republic of Cabo Verde
Tel.: +238 260 96 93
Fax: +238 262 10 96
E-mail: iomcapeverde@iom.int
Website: www.iom.int

Propriété: Gouvernement du Cabo Verde - Ministère des Communautés
Rédaction: INOVE-Consultores Empresariais
Révision technique: INOVE-Consultores Empresariais
Design et mise en page: INOVE-Consultores Empresariais

Photo de couverture: Pontão de Santa Maria, Sal Island. © OIM 2023/David GOMES

Photo de la page 10-11: Frescomar production line. © OIM 2019/César COSTA

Photo de la page 12: Ships carrying cargo. © OIM 2019/Tom FISK

Photo de la page 33: Somada de Mancebo, São Nicolau Island. © OIM 2023/Elzo RODRIGUES

Photo de la page 34-35: Tarrafal Beach, Santiago Island. © OIM 2019/sam74100

Photo de la page 45: Aerial view of aquaculture tanks. © OIM 2022/Tolga ASLANTÜRK

Photo de la page 54-55: Santiago Wind Park. © OIM 2021/David GOMES

Photo de la page 39: Gustinh production line, Santiago Island. © OIM 2023/Carbon

Photo de la page 64-65: Ponta do Sol, Santo Antão Island. © OIM 2023/FAO

Photo de la page 81: Cova, Santo Antão Island. © OIM 2022/Elzo RODRIGUES

Photo de la page 101: Cova, Santo Antão Island. © OIM 2022/Elzo RODRIGUES

Photo de la page 120: Mindelo's Marina, São Vicente Island. © OIM 2012/Alex LANG

Photo de la page 127: Milot Hydroponics lettuce production, Sal Island. © OIM 2021/Emílio LOBO

Photo de la page 132-133: Corda, Santo Antão Island. © OIM 2021/Adelino FORTES

Photo de la page 154-155: Principal, Santiago Island. © OIM 2022/Marco SILVA

Photo de la page 159: Natural Park, Fogo Island. © OIM 2022/Jaime RODRIGUES

Référence: International Organization for Migration (IOM), 2024. Guide de l'Investisseur de la Diaspora. IOM, Cabo Verde

© 2024 Organisation Internationale Pour Les Migrations (IOM)



Certains droits sont réservés. Ce guide est mise à disposition sous licence Attribution-NonCommercial-NoDerivs 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0 LEGAL CODE).

Cette publication ne doit pas être utilisée, publiée ou redistribuée à des fins principalement destinées ou dirigées vers un avantage commercial ou une compensation monétaire, à l'exception des fins éducatives, par exemple pour être incluse dans les manuels scolaires.

REMERCIEMENTS

Ce guide a été élaboré conjointement par le gouvernement du Cabo Verde, par l'intermédiaire du ministère des Communautés, Pró Empresa et Cabo Verde TradeInvest, en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Il a été conçu avec des informations pertinentes provenant d'institutions publiques qui nous ont ouvert leurs portes et que nous tenons à remercier:

- Chambre de commerce de Sotavento;
- Municipalité de Praia (Plateforme d'investissement);
- Association nationale des communes cap-verdiennes;
- Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie;
- Banque du Cabo Verde;
- Direction générale de l'agriculture, de la sylviculture et de l'élevage;
- Ministère des Finances;
- Cabo Verde Digital;
- Parc technologique de l'archipel numérique du Cabo Verde;
- Association des Business Angels du Cabo Verde;
- Ministère des Affaires étrangères;
- Business Incubation Center;
- Association des jeunes entrepreneurs du Cabo Verde;
- Banque mondiale;
- École d'hôtellerie et de tourisme du Cabo Verde ; et le
- Institut de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Enfin, le Ministère des Communautés et l'OIM au Cabo Verde tiennent à remercier INOVE-Consultores Empresariais et le réseau de contacts et de partenaires qui ont rendu possible l'élaboration du Guide.

PRÉFACE

Pendant des générations, la diaspora a porté l'esprit du Cabo Verde dans son cœur, en construisant des vies et des communautés à l'étranger. Cependant, les liens qui l'unissent à ses racines restent forts, nourris par un profond amour pour son patrimoine et par le désir de contribuer au développement et au progrès du pays.

Aujourd'hui, les diasporas ne sont pas seulement des maillons vitaux entre leur pays d'origine et le reste du monde, elles ont aussi le potentiel d'être de puissants moteurs de croissance économique et de transformation sociale. Le VII^e gouvernement constitutionnel de la République, dans le droit fil de son intention d'accorder une place centrale à la diaspora capverdienne, a investi dans la création d'un environnement institutionnel et politique favorable pour apporter de nouvelles réponses aux demandes de nos communautés, en vue de relever les défis de développement du pays et d'inaugurer un nouveau modèle de dialogue avec sa vaste diaspora.

Il convient de noter que la relation économique de nos communautés, de manière directe, avec leurs familles résidant au Cabo Verde et, indirectement, avec la société capverdienne et avec le pays dans son ensemble, montrent que la capacité économique générée par notre diaspora est nettement plus importante, en soulignant que le pays est lié à sa diaspora bien en deçà de son potentiel et qu'il présente en soi un énorme potentiel de croissance.

En compilant la législation dispersée et en approfondissant les bénéfices et les avantages uniques de la diaspora capverdienne, ce guide sert de guide, fournissant des informations sur la façon de naviguer dans le panorama de l'investissement et de promouvoir des entreprises réussies. Grâce à de vraies histoires de réussite et à des conseils d'experts, nous visons à inspirer et à permettre à la diaspora de saisir les opportunités d'investissement.

Alors, embarquez pour ce voyage avec nous, explorez les possibilités qui s'offrent à vous et découvrez comment votre investissement peut être le catalyseur d'un changement positif au Cabo Verde.

Jorge Pedro Maurício dos Santos

— **Ministre des Communautés**

ABRÉVIATIONS

AF - Avantage(s) fiscal(aux)

CAF - Code des avantages fiscaux

CIA - Centre International d'Affaires

CTVA - Code de la taxe sur la valeur ajoutée

CVTI - Cabo Verde TradeInvest

IS - Impôt des sociétés

IRPP - Impôt sur le revenu des personnes physiques

DT - Droit de timbre

ITCV - Institut du tourisme du Cabo Verde

TF - Taxe Foncière

TVA - Taxe sur la valeur ajoutée

MPME - Micro, petites et moyennes entreprises

NIF - Numéro d'Identification Fiscal

OIM - Organisation Internationale pour les Migrations

PIB - Produit intérieur brut

RSMPE - Régime spécial des micros et petites entreprises

SAFT-CV - Fichier d'audit standard à des fins fiscales - version cap-verdienne

ISU - Impôt spécial unifié

ZEST- Zone économique spéciale pour les technologies

INDEX

p. 10	1.	PROMOUVOIR LES INVESTISSEMENTS DE LA DIASPORA AU CABO VERDE
p. 16	2.	CABO VERDE ET LE SECTEUR PRIVÉ
p. 22	3.	COMMENT TOUT COMMENCE
p. 28	4.	OPPORTUNITÉS D’AFFAIRES
p. 44	5.	J’AI QUELQUES IDÉES. ET MAINTENANT?
p. 48	6.	J’AI DÉCIDÉ QUOI FAIRE. ALLONS-Y!
p. 78	7.	PRINCIPES DIRECTEURS DE L’ENTREPRISE
p. 84	8.	FACTEURS-CLÉS DE SUCCÈS
p. 90	A.	ANNEXES



INTRODUCTION

Le "Guide de l'investisseur de la diaspora" vise à encourager à investir et à contribuer à ce que le Cabo Verde atteigne ses objectifs et ses buts en matière de sauts quantitatifs et qualitatifs dans sa capacité à générer et à consolider des emplois de qualité et bien-être par la participation de la diaspora à la croissance verte, à la compétitivité et à la durabilité. Dans ce cadre, il donne de la visibilité à la sensibilisation à l'utilisation durable des ressources naturelles et culturelles et à la réduction des pressions sur l'environnement sans pénaliser le développement économique.

Le processus de transformation du pays nécessite la participation de tous à travers des investissements spécifiques centrés sur l'être humain, inclusifs et durables, sans négliger l'autonomisation économique des femmes et des jeunes, qui permettent aux citoyens et aux entreprises de faire la différence aux niveaux local et national. Ainsi, le but de ce Guide est de promouvoir l'investissement et de guider les futurs ou actuels entrepreneurs qui souhaitent investir dans le pays. Les lignes directrices décrites dans ce Guide s'adressent aussi bien aux investisseurs potentiels vivant dans le pays qu'aux investisseurs établis à l'étranger. Il est également destiné à ceux qui souhaitent investir pour la première fois et à ceux qui ont déjà des investissements consolidés et qui, dans le contexte de leur activité, ont le besoin ou l'ambition d'étendre leurs activités à d'autres segments de marché.

Ce guide est structuré en sept chapitres. Dans le premier, nous présentons le thème central de la promotion des investissements de la diaspora afin de stimuler la croissance économique, en l'inscrivant dans le contexte plus large des nouvelles initiatives législatives mises en œuvre et des incitations spécifiques existantes. Dans ce chapitre, nous décrivons des éléments utiles pour les Capverdiens résidant à l'étranger, en particulier le statut de l'investisseur émigrant.

Dans le deuxième chapitre, nous faisons la caractérisation du secteur privé capverdien. Il vise à s'assurer qu'une personne que souhaite créer son propre entreprise qu'il ait une connaissance préalable du marché. On termine avec la présentation du tourisme, secteur clé pour l'économie nationale.

Le troisième chapitre pose les bases importantes à prendre en compte lors de la création d'une entreprise et de développer ses capacités et ses compétences pour l'entrepreneuriat. L'objectif est qu'aucun investisseur ne soit sous-préparé aux grands défis de la préparation, de la planification et de la gestion de son entreprise.

Dans le quatrième chapitre, nous explorons les opportunités d'affaires à la disposition des investisseurs et abordons l'émergence de nouvelles niches de marché, caractérisées par l'offre et la demande de produits différenciés.

Le cinquième chapitre aborde les principaux facteurs internes limitant le potentiel de lancement de l'entreprise et donnant une vision claire et globale de l'enjeu, notamment les goulets d'étranglement et autres problèmes concrets qui empêchent le développement plus rapide des entreprises au Cabo Verde.

Le sixième chapitre aborde le processus de planification des affaires et d'établissement des objectifs, les principaux aspects bureaucratiques et les procédures opérationnelles impliquées dans la création d'entreprises et les politiques publiques de stimulation de la croissance, de la compétitivité et de l'emploi.

Le septième chapitre présente les outils cruciaux pour que les entreprises améliorent leurs facteurs critiques de succès et présente des témoignages personnels de personnes de la diaspora dont la vie a été changée en permanence par l'initiative d'investissement qu'elles ont faite dans le pays.

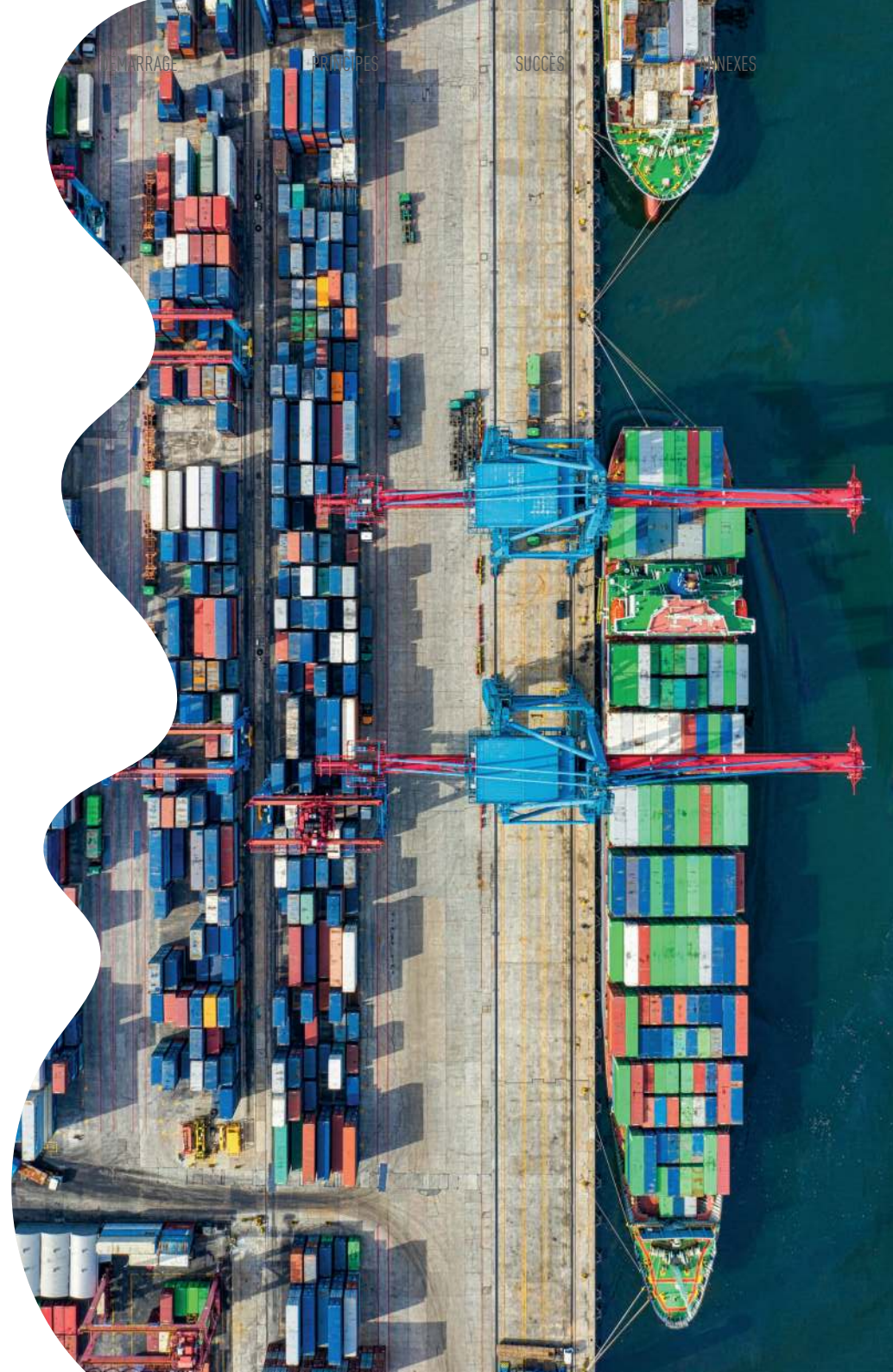
Enfin, dans les annexes, nous présentons Pró Empresa, l'un des principaux

organismes cap-verdiens qui promeuvent l'investissement de micro, petites et moyennes entreprises, la formation à l'entrepreneuriat, le soutien au développement des projets d'innovation, système d'incitations et divers instruments d'assistance technique. En outre, les principaux organismes d'intérêt pour les investisseurs dans l'écosystème de l'entrepreneuriat au Cabo Verde sont présentés, ainsi qu'où ils peuvent assurer une formation continue solide dans les domaines spécifiques de l'entreprise. Ils contiennent également une brève description, compte tenu de l'étendue de la législation applicable existante, des lois qui présentent un intérêt pour l'investisseur, en mettant l'accent sur les avantages fiscaux. Certains termes techniques sont expliqués dans le glossaire.

La méthodologie de ce Guide est fondée sur les meilleures pratiques internationales en matière de promotion de l'entrepreneuriat et des investissements, en particulier dans la diaspora, dès la phase d'information et de sensibilisation à l'investissement et à la création d'entreprises; jusqu'à la Maturation et la finalisation d'un projet de création d'entreprises - Plan d'affaires/ Business Plan, basé sur les opportunités existantes au Cabo Verde dans les secteurs les plus divers, dans les incitations et les mécanismes de promotion de l'investissement, ainsi que la structure juridique en vigueur depuis l'enregistrement jusqu'à l'octroi de licences aux entreprises auprès des institutions compétentes.

Enfin, dans l'attente que ce Guide sera d'une grande utilité pour la promotion de l'investissement auprès de la Diaspora à laquelle nous nous adressons, l'information constante, en veillant à ce qu'elle soit la plus à jour possible, ne dispense pas de prendre contact avec les entités et autorités locales énumérées dans les annexes afin de confirmer et de compléter les informations soumises. Nous vous souhaitons bonne chance dans tous vos projets, tant ceux que vous entreprenez actuellement que ceux que vous planifiez pour l'avenir. Que chaque projet soit couronné de succès et que chaque étape vous rapproche de vos objectifs. Avec de la chance et un travail acharné, nous croyons que vous obtiendrez tout ce que vous voulez et plus encore.

Bonne chance!



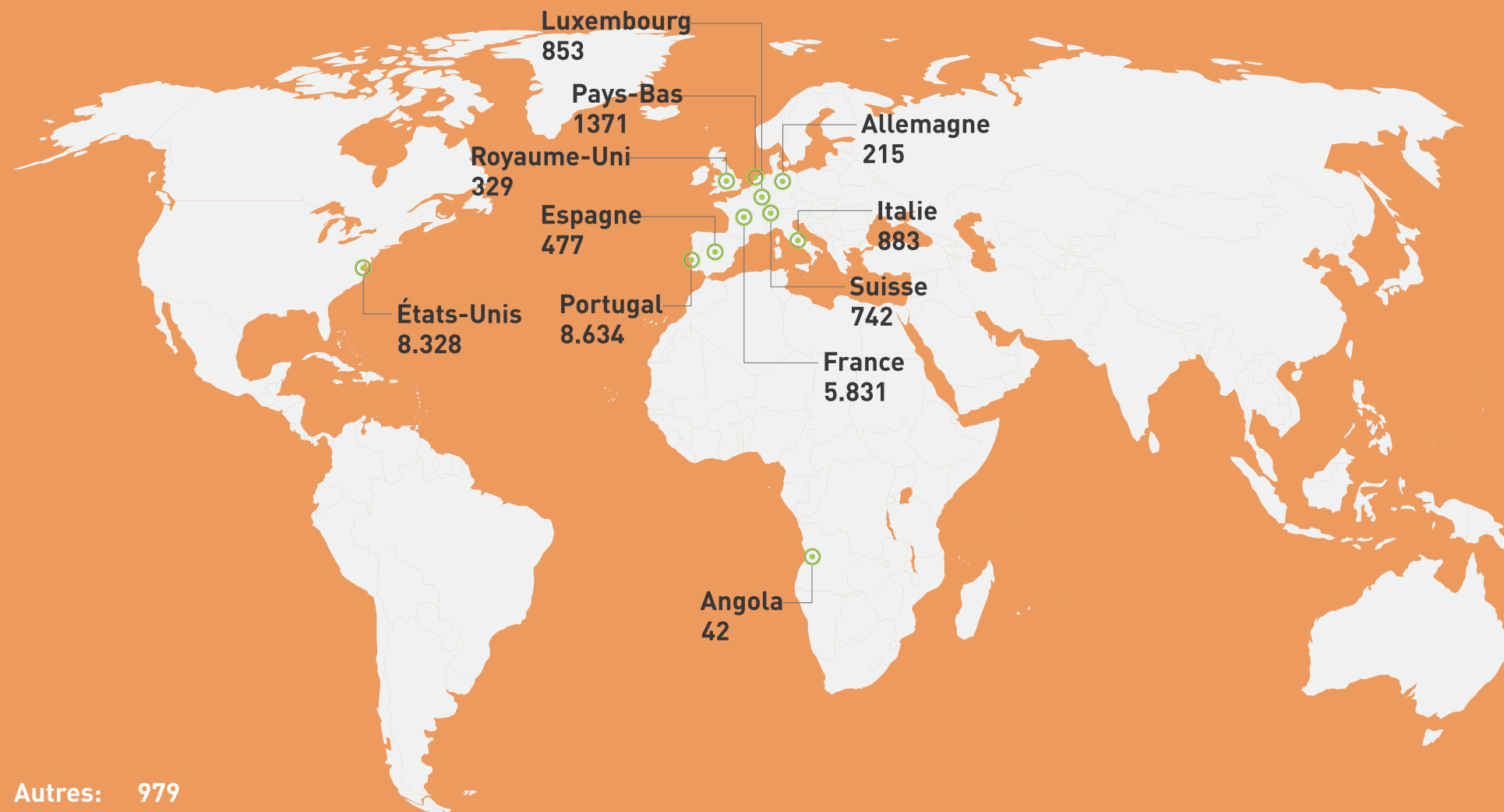
PROMOUVOIR LES INVESTISSEMENTS DE LA DIASPORA AU CABO VERDE

1



Envois de Fonds des Émigrés en Devises, 2023

En millions d'ECV



Autres: 979

Total: 28.685

Les envois de fonds des émigrants capverdiens, le commerce et les investissements de la diaspora apportent une contribution significative à la croissance de l'économie du pays. Cette contribution a un impact encore plus important dans les situations de choc sur l'économie par divers facteurs, tels que la dernière de la pandémie de covid-19, les conflits internationaux et l'inflation.

Avec une diaspora qui dépasse en nombre la population résidente, les transferts de fonds élevés ont soutenu l'investissement et la consommation privés et ont apporté de la stabilité au secteur financier. Les flux d'envois de fonds ont suivi une tendance à la hausse depuis la fin de la crise financière mondiale, passant de 7,7 % du PIB en 2010 à près de 13,5 % en 2022. Les envois de fonds (en pourcentage du PIB) sont plus importants au Cabo Verde que dans n'importe quel autre pays similaire, à l'exception des Samoa^[1], soit 15,3 % du PIB en 2022^[2], le chiffre le plus élevée depuis 2000.

En 2021, les envois de fonds ont atteint 26,122,31 millions ECV (soit 237 millions d'euros et 264 millions de dollars), un record historique de cette importante ressource financière pour les familles et l'économie nationale. L'année 2022 a enregistré un nouveau record de 29984,31 millions ECV (soit 272 millions d'euros et 303 millions de dollars)^[3]. Il s'agissait d'une moyenne quotidienne de 743000 euros pour les envois qui sont arrivés au Cabo Verde, alors qu'en 2021, ils étaient à 647000 euros, soit une augmentation de 14,8% en un an. En 2023, les envois de fonds ont atteint 28685 millions ECV (soit 260 millions d'euros et 280 millions de dollars), soit 11,6 % du PIB.

Ces données confirment les conclusions de la Banque mondiale selon

[1] Reyes, Jose Daniel; Delgado Brito, Rosa Oteldina; Allen Massingue, Anna Carlotta.

Cabo Verde - Country Economic Memorandum: Sailing Rough Seas - Accelerating Growth and Fostering Resilience to Climate Change (English). Washington, D.C.: World Bank Group. <http://documents.worldbank.org/curated/en/099070623171039287/P17726804d8f2807e0a3e40b8f63763d7e0>

[2] Banque du Cabo Verde - Principaux indicateurs macroéconomiques: <https://www.bcv.cv/pt/Estatisticas/Quadros%20Estatisticos/Principais%20Indicadores/Paginas/PrincipaisIndicadoresdaEconomiaCaboVerdiana.aspx>

[3] Banque du Cabo Verde - Tableaux statistiques: <https://www.bcv.cv/pt/Estatisticas/Quadros%20Estatisticos/Sector%20Externo/quadrosetatisticos/Paginas/BalancadePagamentos.aspx>

lesquelles, face aux difficultés, les citoyens de la diaspora redoublent d'efforts et augmentent le montant de l'aide financière aux familles. Au Cabo Verde, les envois de fonds reçus constituent déjà une source de revenus plus importante que l'aide extérieure au développement (AED) ou l'investissement direct étranger (IDE) (5,5 % du PIB en 2022), et proche des recettes brutes du tourisme (17 % du PIB en 2022) avec l'avantage d'être plus prévisibles et stables. Ces fonds privés, bien qu'ils ne remplacent pas l'AED, contribuent au développement.

En outre, ils sont des facteurs efficaces de transformation sociale. Les envois de fonds constituent une aide constante et stable pour le maintien des familles, car une grande partie de ce qui est reçu est consacrée à l'éducation et à la santé, ce qui entraîne une amélioration du capital humain. L'économie des localités qui reçoivent les envois de fonds profite de l'augmentation de la consommation et de l'investissement dans les petites entreprises. La circulation de plus d'argent est également bénéfique pour le développement du secteur financier et les recettes en devises européennes et nord-américaines contribuent également à l'équilibre financier du pays.

Cependant, les avantages peuvent poser des problèmes - certains produits de consommation augmentent les prix et accroissent les difficultés des familles qui ne reçoivent pas d'envois de fonds, les cultures et les secteurs de production sont abandonnés (les moins rentables), ainsi que certains emplois disparaissent parce que les revenus qu'ils produisent sont très modestes par rapport aux envois de fonds.

Cependant, outre l'application à l'éducation et à la santé, les envois de fonds se traduisent par des investissements importants axés sur l'immobilier, le logement et la location, la construction civile, la propriété agricole, la restauration, l'hôtellerie et les transports, permettant à ces investisseurs d'atteindre une position économique forte.

Ainsi, plusieurs initiatives gouvernementales dans les domaines de la

fiscalité et de la promotion des investissements créent les conditions propices pour que les diasporas, organisées en réseaux transnationaux, puissent optimiser l'impact du développement en canalisant une partie des envois de fonds vers des projets d'entreprise et des activités économiques et sociales, car elles sont bien placées pour tirer parti des nouvelles opportunités, investissements et entreprises qu'offre le pays. Parallèlement, le pays peut tirer parti de l'initiative et du transfert de connaissances des personnes qui ont cherché à améliorer leur vie en déménageant au Cabo Verde.

En effet, la loi n.º 73/IX/2020 du 2 mars crée, pour la première fois, les normes régissant l'investissement direct des émigrants au Cabo Verde. Cette loi et sa réglementation, faite par le décret réglementaire n.º 1/2023 du 16 janvier, établissent les mécanismes d'accès au statut et les incitations accordées.

Cette loi a créé le certificat d'investisseur émigrant qui est la preuve des droits, des devoirs et des avantages de l'investisseur, et qui définit les conditions de mise en œuvre du projet d'investissement, ainsi que les avantages et les incitations à l'investissement. Il a également créé la carte de l'investisseur émigrant.

CARTE D'INVESTISSEUR ÉMIGRANT

La Loi certifie l'investisseur avec la Carte d'Investisseur Émigrant, qui lui permet, ainsi qu'au projet respectif, d'être identifié auprès des services publics à des fins d'assistance, de facilitation, d'exercice des droits et



Guichet Unique de l'Investisseur (GUI)

C'est le canal centralisé d'entrée, de suivi et d'achèvement des démarches des projets d'investissement au Cabo Verde. Il répond aux besoins d'enregistrement et d'autorisation d'un investissement.

Il apporte la rapidité et l'efficacité nécessaires pour relever les défis actuels d'un environnement commercial dynamique et compétitif. Ainsi, il propose une réduction significative du circuit (étapes) d'attribution du Certificat d'Investisseur ainsi que du temps de réponse de tous les acteurs du processus.

d'autres avantages. Elle a une validité de cinq ans et peut être renouvelé pour la même période, si le titulaire remplit les conditions requises.

La carte peut être demandée en ligne sur le portail consulaire du Cabo Verde ou un autre portail de l'administration publique, en personne dans les ambassades et consulats ou d'autres services de l'administration publique qui sera mis en place à l'avenir.

CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ ET CONDITIONS D'ACCÈS

Tout citoyen cap-verdien résidant à l'étranger et ayant des investissements au Cabo Verde peut déposer sa demande en soumettant la demande à travers du Guichet Unique pour l'Investisseur (GUI/BUI) du Cabo Verde TradeInvest, l'un des points focaux appropriés de facilitation des investissements servant de point de contact principal pour les investisseurs en ce qui concerne les mesures ayant une incidence sur l'investissement, ainsi que les documents suivants:

- photocopie de la carte d'identité, du passeport ou de toute autre pièce d'identité;
- numéro d'identification fiscale (NIF);
- document attestant le statut d'émigrant et de séjour permanent à l'étranger, délivré par les autorités compétentes du pays de résidence;
- document attestant la réalisation de l'investissement, par exemple participation sociale dans des entreprises;
- Déclaration, sur l'honneur, dans laquelle l'intéressé déclare ne pas vendre ou céder de quelque manière que ce soit à des tiers les biens, matériaux, meubles, appareils ménagers et autres équipements importés en exemption;
- Paiement des frais de délivrance du certificat.

SYSTÈME D'INCITATION

Dans le but central de créer les conditions nécessaires pour assurer une participation accrue des investisseurs émigrés tout en leur permettant de profiter pleinement des opportunités commerciales, un cadre favorable d'incitations fiscales spécifiques a été créé. Ils bénéficient de :

- Taux de 5 % des droits de douane
- exemption des droits de douane à l'importation de matières premières et supplémentaires;
- crédit d'impôt de 30 % sur les investissements pertinents effectivement réalisés;
- exemption du droit de timbre (DT);
- exemption de l'impôt unique sur le patrimoine (IUP) pour l'acquisition de biens immobiliers;
- des incitations dans le cadre du projet mérite différencié;
- Les projets avec certificat d'investisseur ou carte émigrante peuvent également bénéficier d'une convention d'établissement;
- exemption des dividendes et des bénéfices distribués à l'investisseur;
- impôt unique au taux de 10 % après la période d'exemption;
- exemption de l'impôt sur les matériaux de construction/requalification du premier logement;
- l'importation de biens, de matériaux et de meubles du pays de résidence légale, conformément au Code des Avantages Fiscaux;
- exemption d'impôt des intérêts sur les dépôts à terme;
- Exemption des droits de douane à l'importation de biens personnels et d'équipements, y compris une voiture, au retour définitif.

Les investisseurs sont également soutenus par deux sous-systèmes d'incitations leur permettant de prendre des décisions d'investissement qui correspondent à leurs besoins et objectifs, en fonction de la valeur initiale de l'investissement et de sa localisation.

INVESTISSEMENTS DE PLUS DE 550 MILLIONS ECV^[4] À PRAIA, SAL ET BOA VISTA

- Déduction fiscale jusqu'à 50 % de la collecte annuelle de l'impôt sur les

sociétés et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour 30 % des investissements réalisés;

- Exemption de Droit de Timbre sur les opérations de financement des projets d'investissement;
- Réduction de Droits de Douane à 5 % sur l'importation de biens destinés à la réalisation de l'investissement (Code des Avantages Fiscaux^[5]);
- Exemption de Droits de Douane sur l'importation des matières premières, supplémentaires, des produits finis et semi-finis utilisés dans la fabrication de produits par l'entreprise;
- Exemption de Taxe Foncière lors de l'acquisition de biens immobiliers destinés à l'activité de l'entreprise.

INVESTISSEMENTS DE PLUS DE 275 MILLIONS ECV^[6] DANS LES AUTRES SITES

- Déduction fiscale jusqu'à 50 % de la collecte annuelle de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour 30 % des investissements réalisés;
- Exemption de Droit de Timbre sur les opérations de financement des projets d'investissement;
- Réduction de Droits de Douane à 5 % sur l'importation de biens destinés à la réalisation de l'investissement (Code des Avantages Fiscaux);
- Exemption de Droits de Douane sur l'importation des matières premières, des filiales, des produits finis et semi-finis utilisés dans la fabrication de produits par l'entreprise;
- Exemption de Taxe Foncière lors de l'acquisition de biens immobiliers destinés à l'activité de l'entreprise.

Ce scénario de base est complété par l'accès aux autres incitations générales prévues par le Code des Avantages Fiscaux, afin de garantir l'achat le plus efficace de matières premières critiques en termes de coûts.

[4] Correspondant à 5 millions d'euros et 5,4 millions de dollars

[5] Code des Avantages Fiscaux : Loi n° 86/IX/2020 du 28 avril

[6] Correspondant à 2,5 millions d'euros et 2,7 millions de dollars

INVESTISSEMENTS PERTINENTS

La législation cap-verdienne prévoit des incitations fiscales pour les investissements dans des domaines spécifiques de développement, dans des secteurs prioritaires et d'autres investissements pertinents. Représentent les investissements pertinents:

1) Investissement dans des immobilisations corporelles acquises à l'état neuf, à l'exception:

- Des terrains, sauf s'ils sont destinés à l'exploitation de concessions minières, d'eaux minérales naturelles et de source, de carrières, d'argilières et de sablières dans des projets d'industrie extractive;
- Construction, achat, réparation et extension de tout bâtiment, sauf s'il s'agit d'installations industrielles ou d'activités touristiques, de production audiovisuelle ou administrative;
- voitures légères ou mixtes;
- Mobilier et articles de confort ou de décoration, sauf équipement hôtelier affecté à l'exploitation touristique;
- équipements sociaux;
- Autres biens d'investissement qui ne sont pas affectés à l'exploitation de l'entreprise.

2) Investissement dans des immobilisations incorporelles : transfert de technologie, notamment par l'acquisition de droits de brevet, de licences, de "savoir-faire" ou de connaissances techniques non protégées par brevet.

3) Parmi tous les investissements susmentionnés, seuls les investissements initiaux sont éligibles, c'est-à-dire les investissements liés à:

- création d'un nouvel établissement;
- l'augmentation de la capacité d'un établissement existant;
- diversification de la production d'un établissement;
- Modification fondamentale du processus de production global d'un établissement existant.



CABO VERDE ET LE SECTEUR PRIVÉ

2



47,2%



EMPLOYÉS PAR LE
SECTEUR PRIVÉ

46,5%



ENTREPRISES
BASÉES À
SANTIAGO

355



MILLIARDS D'ESCUDOS DE CHIFFRE
D'AFFAIRES DES ENTREPRISES

16,8%

ENTREPRISES
ÉTABLIES À
SÃO VICENTE

14,2%

ENTREPRISES
ÉTABLIES À
SAL

22,5%

ENTREPRISES
BASÉES DANS
AUTRES ÎLES

52,5%

PROPORTION
D'ENTREPRISES
INDIVIDUELLES

93.230

PERSONNES
EMPLOYÉES PAR
LE SECTEUR PRIVÉ

18.160

ENTREPRISES DU
SECTEUR PRIVÉ

44.068

POPULATION ACTIVE
DANS LE SECTEUR
SECONDAIRE

130.979

MAIN-D'ŒUVRE DANS
LE SECTEUR TERTIAIRE

15.415

MAIN-D'ŒUVRE DANS
LE SECTEUR PRIMAIRE

Le développement du secteur des entreprises au Cabo Verde est le résultat du potentiel économique du pays, des politiques publiques et de l'initiative privée résidente et étrangère, y compris de la diaspora.

Le Cabo Verde a accompli un parcours remarquable de développement économique et social depuis l'indépendance en 1975 jusqu'à aujourd'hui. Avec une population en 1975 de 304.000 habitants, fruit de l'amélioration des services de santé, de l'éducation et de la formation des ressources humaines, de l'investissement dans les infrastructures économiques, notamment les aéroports, les ports, les routes et les systèmes de télécommunications, Le Cabo Verde a atteint 491000 habitants en 2020^[7].

Dans les années 90, le changement du système politique et l'ouverture généralisée des secteurs économiques à l'initiative privée ont permis une utilisation accrue des ressources et du potentiel de l'économie nationale. L'économie a attiré de forts investissements locaux et étrangers dans ses différents secteurs, de la finance aux transports en passant par les télécommunications, le commerce, le tourisme, la construction, l'agro-industrie et la pêche. En effet, avec une croissance significative dans les années 90, le Cabo Verde a atteint 6.403 entreprises en 1997^[8].

Cette accélération de l'initiative, essentiellement privée, a permis au pays d'enregistrer en 2010 un total de 899 entreprises affichant un chiffre d'affaires de 231 milliards ECV (soit 2,1 millions d'euros et 2,3 millions de dollars) 76 % du PIB et 52.000 employés^[9].

L'ouverture presque totale des mouvements de capitaux, un système politique fiable, l'État de droit, avec une population jeune et formée, un pays social et écologiquement stable, situé près de l'Europe, des États-Unis et une partie de la région africaine la plus dynamique du continent, combinent des facteurs essentiels pour attirer les investissements et la croissance de l'activité privée, en particulier dans les secteurs du commerce, de la construction et

de l'immobilier, de l'industrie, en particulier de la transformation du poisson et du tourisme.

Les données de 2022 et 2023 fournissent un aperçu complet du paysage économique du Cabo Verde, soulignant la prédominance du secteur du commerce et l'importance des îles de Santiago, São Vicente et Sal dans l'économie nationale. Selon le VI Recensement des entreprises de l'INS^[10], le scénario entrepreneurial du Cabo Verde était composé de 18.160 entreprises, selon les données recueillies récemment en septembre 2023. Les entreprises actives employaient au total 93230 personnes, dont 55449 hommes et 37781 femmes.

CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

Ces entreprises ont généré un chiffre d'affaires impressionnant, s'élevant à 355 100 millions ECV (soit 3 220 millions d'euros et 3 457 millions de dollars). La contribution la plus importante a été apportée par les entreprises basées sur l'île de Santiago, qui ont représenté 39,1 % de ce total. Les îles de São Vicente et de Sal suivent avec respectivement 34,0 % et 18,3 % du chiffre d'affaires.

FORMES JURIDIQUES ET RÉPARTITION SECTORIELLE

La forme juridique prédominante parmi les entreprises au Cabo Verde est la Société unipersonnelle par quotas, représentant 52,5% du total. Les sociétés par actions et les entreprises individuelles représentaient respectivement 29,9 % et 14,4 %, alors que les sociétés anonymes ne représentaient que 3,1 %. En ce qui concerne la distribution sectorielle, le commerce de gros et de détail, avec la réparation automobile et moto, dominait le scénario, avec 36,4% des entreprises actives dans ce domaine. Le secteur des transports et de l'entreposage représentait 12,3% des entreprises, suivi par le secteur de

[7] INS - V Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-2021)

[8] INS - 40 ans d'indépendance, 40 ans de rapport pour un Cabo Verde prospère

[9] INS - Statistiques des entreprises au Cabo Verde - 2010 à 2016

[10] INS - VI Recensement des entreprises: https://ine.cv/notas_imprensas/vi-recenseamento-empresarial-2022/

l'hébergement et de la restauration avec 18,2% et les industries manufacturières avec 13,4%.

EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

L'analyse de l'emploi par secteur a révélé que les activités administratives et les services de soutien garantissaient l'emploi à 11,7 % des personnes employées. Le secteur des transports et du stockage employait 10,4 %, tandis que le secteur de la construction représentait 6,4 % des emplois.

FACTURATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

En termes de chiffre d'affaires, le secteur du commerce de gros et de détail, de la réparation automobile et des motocycles s'est encore démarqué, enregistrant environ 49% du chiffre d'affaires total. L'activité d'hébergement et de restauration a contribué à 10,0%, les industries manufacturières à 8,7%, et l'activité de transport et de stockage à 6,9%.

COMPTABILITÉ ET LEADERSHIP

Une donnée importante est que 77,1 % des établissements touristiques n'avaient pas de comptabilité organisée. En outre, il a été observé qu'environ 71 % des entreprises étaient dirigées par des hommes, reflétant une prédominance masculine dans la direction des organisations.

Malgré la suprématie des indicateurs du secteur du commerce de gros et de détail, la croissance du commerce de gros et de détail a été, ces dernières années, largement tirée par la croissance du secteur du tourisme. Selon les données de l'INS et de la Banque du Cabo Verde, en 2023, le secteur du tourisme et de l'immobilier touristique a contribué à environ 24,2% du PIB, 12% de l'emploi et 68% de l'investissement direct étranger.

Pour cette raison, le secteur du tourisme reste le secteur phare de l'économie nationale et le principal vecteur d'investissements et de croissance dans divers secteurs connexes, et il est donc important d'en connaître l'évolution et la dynamique.

Après deux ans d'activité réduite en raison des restrictions de voyage internationales causées par la pandémie de covid-19, la résilience de la destination Cabo Verde se manifeste par une reprise extraordinaire en 2022, avec un total de 835000 invités, correspondant à une forte augmentation de 394,4 % par rapport à 2021.

APERÇU DU TOURISME AU CABO VERDE

Les données de 2023 indiquent une croissance significative dans le secteur touristique du Cabo Verde, avec une augmentation du nombre d'établissements hôteliers, de clients et de nuitées. L'île de Sal reste la principale destination touristique et le Royaume-Uni le principal marché émetteur. Les touristes ont été satisfaits des services fournis, ce qui est une indication positive de la poursuite de la croissance du tourisme dans le pays.

En 2023, le nombre d'établissements hôteliers au Cabo Verde a atteint 332, soit une augmentation de 12,2% par rapport à 2022. La capacité hôtelière a également augmenté, avec un total de 16.263 chambres disponibles, représentant une augmentation de 6,6%. Cette croissance s'est accompagnée d'une augmentation de 8,2 % du nombre de lits et de 8,8 % de la capacité de logement. En outre, il y a eu une augmentation significative de 18,4% du personnel employé.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ÉTABLISSEMENTS

L'île de Santo Antão arrive en tête avec 77 établissements (23,2% du total), suivie de Santiago (64), São Vicente (56), Sal (44) et Fogo (35). Le nombre d'établissements a augmenté dans toutes les îles, à l'exception de Brava, qui a vu son nombre d'établissements diminuer de deux. Sal, São Vicente et Santiago ont connu les plus fortes augmentations.

TYPOLOGIE DES ÉTABLISSEMENTS

Les auberges restent la typologie la plus courante, représentant 35,8 % du total des établissements, suivis des hôtels (27,4 %) et des pensions (19,9 %). En termes de capacité, les hôtels dominent avec 78,1% des chambres et

82,9% des lits disponibles. L'île de Sal est en tête de l'offre de chambres (54,5%) et de lits (61,1%).

MOUVEMENT DES VISITEURS EN 2023

L'année 2023 a enregistré un total de 1 010 739 hôtes, soit une augmentation de 20,9 % par rapport à 2022. Le nombre de nuitées a également augmenté de 26,0 %, totalisant 5 150 806 nuits. Le Royaume-Uni reste le principal marché d'origine, les touristes roumains ayant le séjour moyen le plus long (6,5 nuits).

RÉPARTITION PAR ÎLE ET PAR TYPE D'ÉTABLISSEMENT

L'île de Sal reste la plus populaire, avec 57,1 % des arrivées et 56,7 % des nuitées, suivie de Boa Vista avec 25,9 % des arrivées et 35,9 % des nuitées. Les hôtels sont les établissements les plus populaires, avec 93,5 pour cent des arrivées et 96,5 pour cent des nuitées.

MARCHÉS ENTRANTS

Les touristes du Royaume-Uni, de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Portugal représentent les principaux marchés entrants. Les touristes britanniques privilégient les îles de Boa Vista et de Sal, tandis que les touristes allemands et néerlandais se répartissent également entre ces deux îles.

SÉJOUR MOYEN ET TAUX D'OCCUPATION

Le séjour moyen en 2023 était de 5,0 nuits, le taux d'occupation des lits le plus élevé étant enregistré sur l'île de Boa Vista (77 %). Les hôtels avaient le taux d'occupation le plus élevé (57 pour cent), suivis par les villages touristiques (30 pour cent).

PROFIL DES TOURISTES

La majorité des touristes étaient des travailleurs (75,3 %), avec une moyenne d'âge de 44 ans. Les femmes représentaient 59,6 % des vacanciers. La plupart des touristes (93,5 %) ont visité le Cabo Verde pour des raisons de vacances et 91,8 % ont recommandé le pays comme destination touristique.

DÉPENSES DES TOURISTES

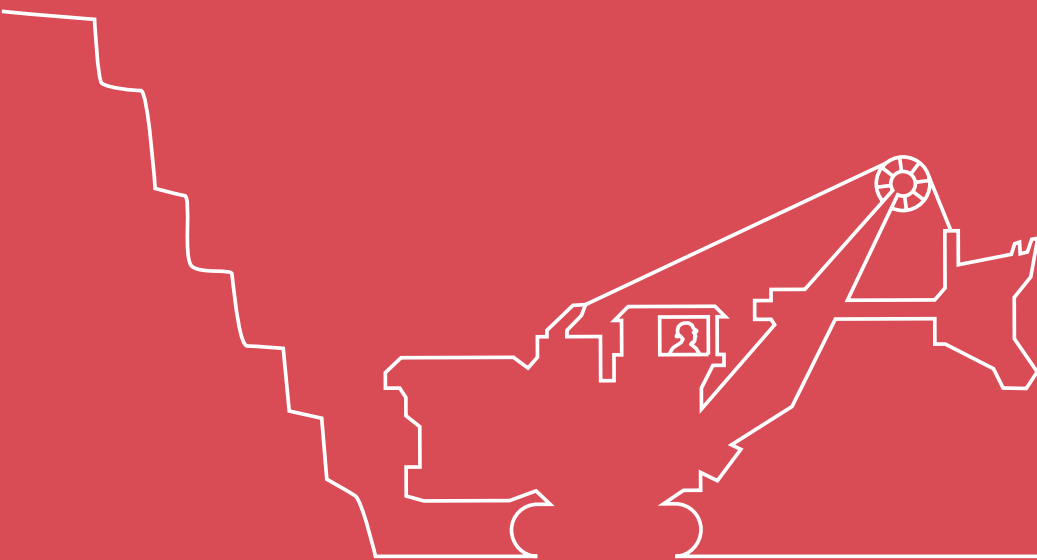
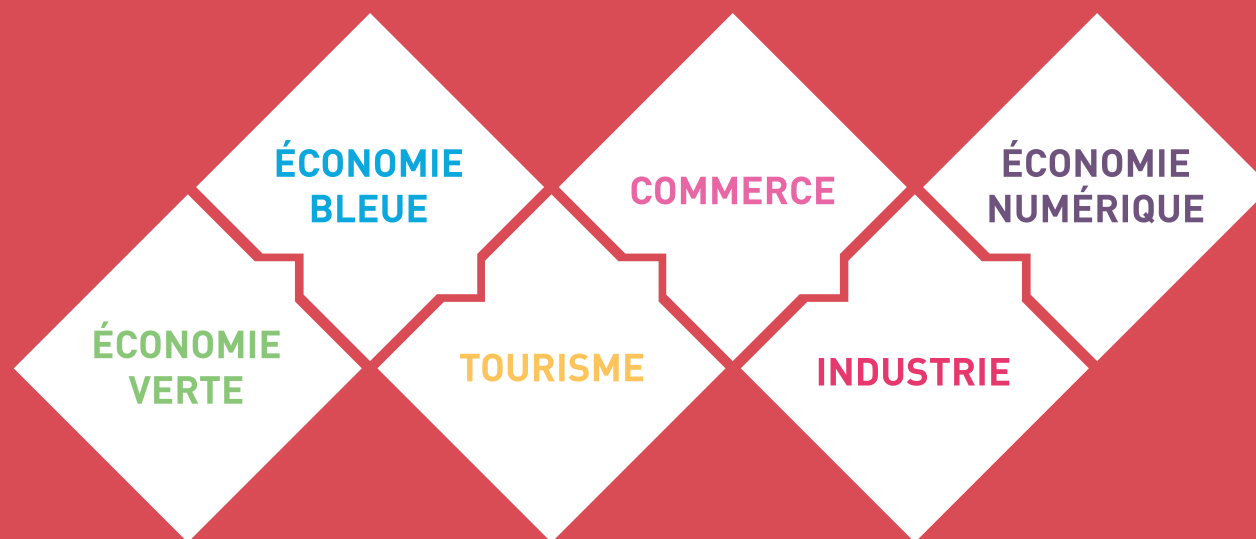
Les touristes ont dépensé le plus pour l'hébergement (31,3 %) et la restauration (19,6 %). Ceux qui n'ont pas voyagé dans le cadre d'un voyage à forfait ont dépensé plus par jour (10 661 ECV - 97 euros et 104 dollars) que ceux qui ont voyagé dans le cadre d'un voyage à forfait (6 515 ECV - 59 euros et 63,4 dollars). Les touristes belges et néerlandais ont dépensé en moyenne le plus d'argent par jour (11 958 ECV - 108,4 euros et 116,5 dollars).



COMMENT TOUT COMMENCE

3





La décision d'investissement des personnes physiques est souvent motivée par un changement de carrière professionnelle, une augmentation des revenus, un meilleur rendement de l'épargne, la recherche de l'indépendance financière, une passion pour une activité commerciale particulière, un désir d'apporter une plus grande contribution sociale ou un changement de style de vie.

Dans la diaspora, les manifestations d'intérêt à investir dans une activité commerciale au pays d'origine, ont naturellement les raisons économiques comme facteur de décision. Mais aussi une forte motivation pour une contribution à la communauté et au pays où ils voient des pénuries d'accès et de prix de biens et de services, notamment dans les produits alimentaires, les services de transport et santé, le logement, entre autres. En ce qui concerne ce qui existe dans les pays d'accueil, le développement de ces sociétés, en particulier les services et les biens offerts par le secteur privé, notre diaspora estime qu'une grande partie de ce qui existe dans leurs pays d'accueil peut être reproduit au Cabo Verde.

C'est certainement le cas. Dans divers secteurs, notamment l'immobilier, le transport, le commerce et l'agroalimentaire, l'investissement de la diaspora est traditionnellement très dynamique. C'est pourquoi, en 2021, malgré les privations de toutes sortes causées par la pandémie, les investissements directs de la diaspora ont atteint 26 milliards ECV (correspondant à 237 millions d'euros et 255 millions de dollars), canalisés principalement vers des instruments d'épargne, en particulier des comptes de dépôt à terme d'émigrants et des titres de la dette publique, sur les îles de Santiago et de S. Vicente, où vont les ressources des investisseurs d'autres îles parce qu'ils estiment que les risques sont moindres et les rendements plus élevés. Cependant, on pense que l'investissement de la diaspora a un potentiel beaucoup plus élevé, compte tenu de l'abandon de nombreux investisseurs au stade du développement, de l'installation ou même des premières années d'activité de l'entreprise. Cela est dû au fait que beaucoup commencent le processus d'investissement avec un manque de planification, de préparation,

d'orientation et de soutien. Ces faiblesses, amplifiées par les insuffisances de l'environnement des affaires, rendent très peu probable le succès de ces initiatives.

Ce Guide, associé aux initiatives de collecte de projets d'investissement provenant des diasporas, relève le défi de contribuer au changement de ce cadre par une orientation détaillée, complète et accessible aux investisseurs de la diaspora, avec ou sans expérience entrepreneuriale, mais qui apportent des économies, des compétences et des contacts internationaux. L'investisseur qui possède une expérience entrepreneuriale joue un rôle de plus en plus important de dynamisation économique dans la mesure où il intervient en tant qu'entrepreneur ou promoteur de petites entreprises et transmet de nouvelles connaissances et technologies. Cette expérience sera essentielle au succès souhaité au Cabo Verde. Cependant, comme il s'agit d'un pays différent, il y a un certain nombre d'aspects juridiques et d'institutions qui sont différents. Qu'il agisse des procédures administratives d'enregistrement, d'octroi de licences et de gestion des entreprises, les impôts et taxes, le droit du travail, la comptabilité, l'importation, l'exportation, les règles environnementales, le financement à la logistique.

Mais aussi des aspects liés au marché. Les caractéristiques des clients, leur capacité de consommation et leurs préférences, la capacité des concurrents, la qualité des fournisseurs et le niveau d'efficacité des infrastructures soutenant l'activité de l'entreprise sont spécifiques à chaque pays, et donc différents au Cabo Verde de ce que l'investisseur connaît dans son pays d'accueil. Tous ces éléments doivent être identifiés, analysés et appréhendés à ce stade du processus afin de prendre une décision éclairée et de créer la confiance dont l'investisseur a besoin pour poursuivre le processus d'investissement.

LA PREMIÈRE ACTIVITÉ

Si vous souhaitez créer votre propre entreprise pour la première fois, vous devez acquérir un certain nombre de compétences essentielles avant de vous lancer. Créer un modèle d'entreprise, comprendre sa viabilité, planifier sa mise en œuvre, réussir sa mise en place et la gérer de manière à atteindre les objectifs souhaités sont des compétences spécifiques qui ne s'apprennent pas uniquement par l'observation. De nombreuses compétences, outils, méthodes de travail, de prise de décision et de gestion des ressources, notamment humaines, doivent être maîtrisés.

Nous vous recommandons donc d'entamer le processus en participant à des activités de formation et de sensibilisation à l'esprit d'entreprise où vous aurez l'occasion de développer ces compétences. Vous n'avez pas besoin de faire cela au Cabo Verde. Souvent, dans le pays ou la ville où vous vivez, il existe des activités de promotion de l'esprit d'entreprise menées par des agences gouvernementales, des associations, des incubateurs et des entreprises privées spécialisées dans la formation à l'esprit d'entreprise, à la fois en classe et en ligne.

HP-Life vous offre la possibilité de participer à une formation en ligne gratuite, vous permettant de développer des compétences essentielles en matière de création et de gestion d'entreprise, avec une variété de modules couvrant la finance, le marketing, la communication, les opérations, l'analyse des données, les affaires numériques et bien plus encore. Avec plus de 30 cours disponibles, proposés dans 8 langues différentes - dont le portugais, l'anglais, le français, le chinois simplifié, l'arabe, l'hindi, l'espagnol et le bahasa indonésien - il y a des options pour tous les intérêts et tous les besoins.

LES ÉTATS-UNIS

Aux États-Unis, la U.S. Small Business Administration (SBA) est l'une des plus grandes références du pays en matière de formation à l'entrepreneuriat, tout comme les plus de 7 000 pépinières d'entreprises réparties sur l'ensemble du territoire et spécialisées dans la technologie, le développement et l'accélération de start-ups dans les universités ou associées à des programmes d'innovation ouverte pour les entreprises dans les secteurs les plus divers de l'économie.

La SBA est une agence gouvernementale créée pour soutenir et promouvoir les petites entreprises aux États-Unis. Sa mission est d'aider les Américains à créer, construire et développer des entreprises, de soutenir la reprise et la croissance des petites entreprises après des catastrophes naturelles et des crises économiques, et de garantir aux petites entreprises l'accès au capital. Elle s'emploie également à défendre les intérêts des petites entreprises et à promouvoir des politiques qui soutiennent la croissance et le développement des petites entreprises, ainsi qu'à organiser des formations et des ressources éducatives pour les entrepreneurs et les propriétaires de petites entreprises afin de les aider à réussir.

Dans la région de la Nouvelle-Angleterre, et plus particulièrement à Boston, la ville est connue pour son écosystème dynamique de start-ups et dispose donc d'un nombre important de programmes, dont certains sont parmi les plus réputés des États-Unis:

- MassChallenge^[11] est un accélérateur de startups qui soutient les startups en phase de démarrage en leur offrant un mentorat, des possibilités de mise en réseau et un accès au financement. Il dispose d'un réseau mondial et a aidé plus de 2 400 startups à lever plus de 6,2 milliards de dollars de fonds.
- Harvard Innovation Labs^[12] offre un espace aux étudiants, anciens étudiants et professeurs de l'université de Harvard pour explorer et

[11] Website: <https://masschallenge.org/>

[12] Website: <https://innovationlabs.harvard.edu/>

développer leurs idées entrepreneuriales. Il offre des ressources telles que le mentorat, le financement et un espace de coworking pour soutenir les startups.

- Le MIT Enterprise Forum^[13] est une organisation mondiale qui soutient les entrepreneurs en leur fournissant des ressources telles que du mentorat, des ateliers et des possibilités de mise en réseau. Il dispose d'un service spécifique pour soutenir les startups dans la région de Boston.
- Techstars Boston^[14] est un accélérateur de startups qui offre des opportunités de mentorat, de financement et de mise en réseau pour les startups en phase de démarrage. Il dispose d'un réseau mondial et a aidé plus de 2500 startups à lever plus de 11,5 milliards de dollars de fonds.
- Greentown Labs^[15] est un incubateur de startups qui se concentre sur le soutien aux startups du secteur des technologies propres. Il fournit des ressources telles que le mentorat, le financement et un espace de coworking pour soutenir les startups.

PORTUGAL

Au Portugal, l'écosystème entrepreneurial est dynamisé par des initiatives d'incubation et des incitations à l'entrepreneuriat de la part des conseils locaux et des universités. Les initiatives suivantes se distinguent:

- Startup Lisboa^[16] est un incubateur de startups qui aide les entrepreneurs à développer leurs idées commerciales et à lancer leurs startups, par le biais du mentorat, de la mise en réseau et de possibilités de financement pour leurs startups.
- Portugal Ventures (PV)^[17] est une société de capital-risque qui investit dans des start-ups et des entreprises innovantes au Portugal. PV fournit un financement initial aux startups dans divers secteurs.
- Beta-i^[18] is a startup accelerator and innovation center that supports early-stage startups and helps them grow their businesses. It provides mentoring, networking, and training opportunities for its startups.
- La Católica Lisbon School of Business & Economics^[19] propose un

programme d'entrepreneuriat qui aide les étudiants à développer leurs compétences entrepreneuriales et à lancer leurs propres entreprises. Católica offre aux étudiants des possibilités de formation, de mentorat et de financement.

- Fábrica de Startups^[20] est un accélérateur de startups qui aide les entrepreneurs à transformer leurs idées commerciales en startups prospères. Fábrica de Startups offre des possibilités de formation, de mentorat et de financement pour ses startups.

FRANCE

De son côté, la France a un écosystème florissant de startups et de divers programmes d'entrepreneuriat qui soutiennent et encouragent les startups. Les programmes les plus connus sont:

- Station F^[21] est un campus de startups à Paris qui fournit de l'espace, des ressources et des conseils aux startups. C'est l'un des plus grands campus de startups au monde et compte plus de 1000 startups résidentes.
- The Family^[22] est un accélérateur de startups qui fournit des ressources telles que des conseils, des formations et des opportunités de réseautage pour les startups. Il se concentre sur le soutien aux startups dans les secteurs de la technologie et du numérique. French Tech Central^[23] a un but et un service très similaires.

[13] Website: <https://mitefcee.org>

[14] Website: <https://www.techstars.com/accelerators/boston>

[15] Website: <https://greentownlabs.com/>

[16] Website: <https://www.startuplisboa.com/>

[17] Website: <https://www.portugalventures.pt/en/>

[18] Website: <https://beta-i.com/>

[19] Website: <https://clsbe.lisboa.ucp.pt/catolica-lisbon-school-business-economics>

[20] Website: <https://www.fabricadestartups.com/>

[21] Website: <https://stationf.co/>

[22] Website: <https://www.thefamily.co/>

[23] Website: <https://lafrenchtech.com/en/how-france-helps-startups/french-tech-services-publics-en/>

[24] Website: <https://levillagebyca.com/les-start-up/>

[25] Website: <https://www.parisandco.com/>

- Le Village by CA^[24] est un incubateur de startups financé par la banque Crédit Agricole. Il fournit des fonctionnalités telles que l'orientation, le financement et l'espace de coworking pour les startups.
- Paris&Co^[25] est un accélérateur de startups qui fournit des ressources telles que des conseils, des financements et des opportunités de réseautage pour les startups. Il se concentre sur le soutien aux startups dans les secteurs de la ville intelligente, de la mobilité et de la santé.

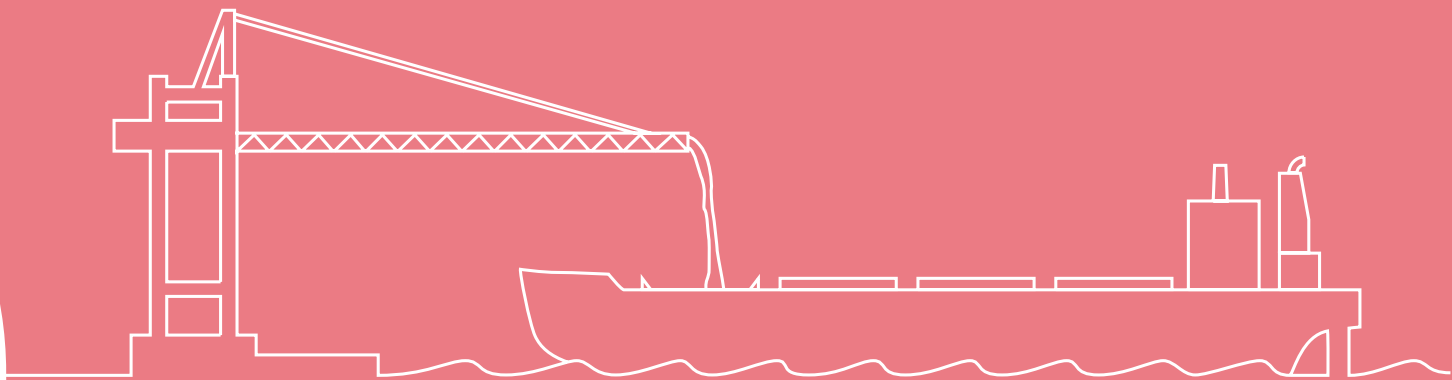
Dans les pièces jointes, vous trouverez des moteurs de recherche en ligne à travers lesquels vous pouvez étendre votre recherche à votre pays ou ville d'accueil. Après avoir suivi des formations et des programmes de développement des compétences pour l'entrepreneuriat, vous serez certainement dans de meilleures conditions pour commencer à développer une idée d'entreprise. Ces compétences, associées aux compétences techniques dont vous disposez déjà, vous permettront de mieux vous orienter vers les opportunités d'affaires existantes.

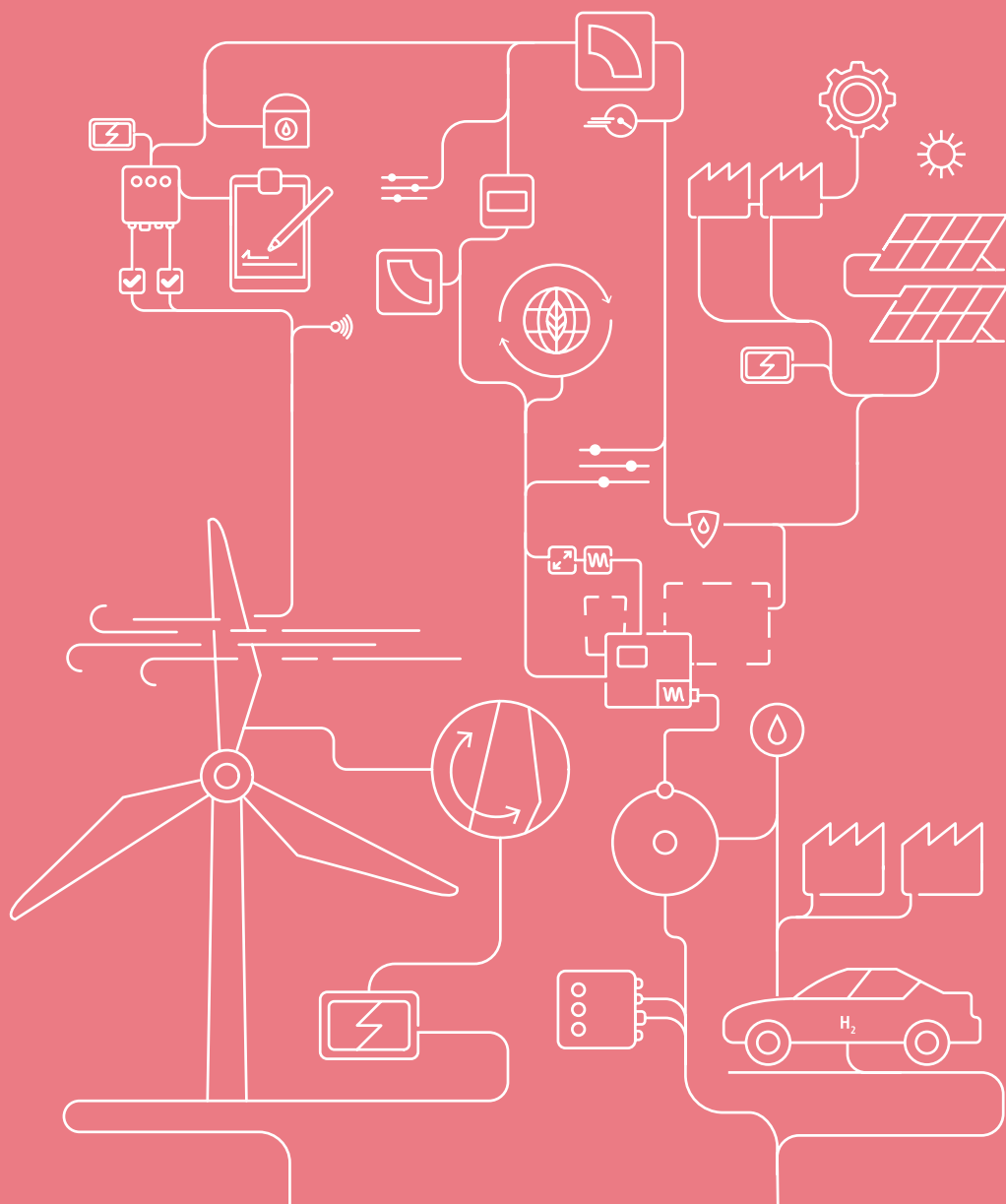
Mais quelles sont les opportunités d'affaires?



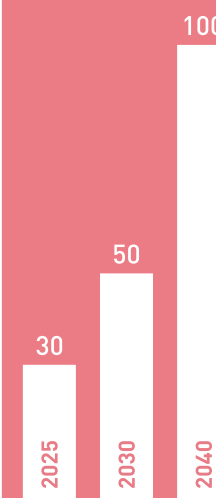
OPPORTUNITÉS D’AFFAIRES

4





PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ À PARTIR
DE SOURCES RENOUVELABLES
EN %



Le Cabo Verde est un pays doté d'énormes ressources naturelles qui, combinées aux technologies de pointe actuelles et à l'initiative privée, permettent de créer des champions dans divers secteurs tels que l'agro-industrie, l'industrie agroalimentaire, l'aquaculture, les énergies renouvelables, la production d'eau, le transport, l'hôtellerie, les technologies de l'information et de la communication, avec un potentiel pour le marché intérieur et l'exportation.

La dynamique de l'investissement dicte la durée des opportunités. L'attention portée par les investisseurs aux opportunités commerciales qui existent dans un secteur, une région ou un pays donné crée une dynamique d'investissement qui réduit rapidement l'espace pour de nouvelles initiatives et rend le secteur plus compétitif et moins rentable pour les nouveaux opérateurs. Cependant, il y aura toujours de la place pour les entreprises capables d'offrir un niveau de qualité supérieur ou un prix plus compétitif grâce à l'utilisation de technologies et de techniques innovantes.

Globalement, ce Guide s'articule autour de six domaines clés : l'économie bleue, l'économie verte, le tourisme, le commerce, l'industrie et l'économie numérique. Pour chacun de ces domaines, la caractérisation, les besoins du marché, les goulets d'étranglement et les opportunités commerciales existantes sont présentés ci-dessous. Compte tenu du contexte de ce document, il ne s'agit pas d'une liste exhaustive, mais plutôt d'un ensemble d'opportunités qui requièrent des investissements de petite et moyenne taille et qui devraient le rester pendant une longue période.

ÉCONOMIE BLEUE

Situé dans l'Atlantique et avec une zone économique exclusive (ZEE) de 734.265 km², Cabo Verde se trouve dans une zone avec une réserve et une diversité de pêche intéressante. Malgré l'existence d'un nombre significatif d'espèces endémiques, selon le plan national de gestion des ressources

halieutiques, le potentiel de pêche au Cabo Verde est estimé entre 33473 et 44585 tonnes, les espèces les plus importantes étant le thon, les démersales et les petits pélagiques. Cependant, seul 1/4 de ce volume, soit environ 10 000 tonnes, est capturé chaque année par quelque 1 463 navires artisanaux et 127 navires industriels et semi-industriels^[26].

En raison de la concentration de la flotte sur les îles de Santiago et de São Vicente, ces îles représentent plus de 70 % des captures nationales, le déchargement s'effectuant essentiellement sur les quais de Praia et de Cova Inglesa. Cependant, l'augmentation de l'activité de conserverie de thon a donné une importance croissante au quai Tarrafal de São Nicolau, ainsi qu'aux îles de Sal et Boa Vista, en raison de la croissance de l'activité hôtelière.

Malgré la croissance de la consommation domestique (environ 25 kg par habitant et par an), l'exportation de produits de la pêche, principalement des conserves de poisson, est le principal produit d'exportation. En 2022, ils représentaient environ 85% des exportations nationales de produits, soit environ 4 milliards ECV (correspondant à 36,3 millions d'euros et 40,5 millions de dollars).

Selon le V.ème Recensement Général des Pêches 2021, réalisé par l'Institut de la Mer en décembre 2022, la flotte capverdienne se composait de:

- Navires artisanaux: 1,463;
- Bateaux semi-industriels/industriels: 127;
- Bateaux de plaisance (pêche sportive): 36.

Dont:

- 58% des navires semi-industriels/industriels sont actifs;
- 78% des navires semi-industriels/industriels ont une licence;
- 43% sont enregistrés à Santiago, São Vicente 23% et Santo Antão 10%;
- Il n'y avait pas de navires semi-industriels/industriels à Maio.

[26] Recensement Général des Pêches, 2021, INS, IMar

l'utilisation des espaces maritimes pour diverses activités économiques, récréatives, sportives et de conservation. Ainsi, le secteur de l'aquaculture - défini comme la production en captivité d'animaux ou de plantes dont l'habitat est principalement aquatique, dans au moins une phase de leur vie, et qui ont fait l'objet d'une forme d'intervention humaine - ne peut être dissocié du secteur de la pêche, car la demande sans cesse croissante de poisson pour la consommation, qui ne peut être satisfaite en raison de la capacité durable des ressources, constitue en soi une forte incitation à son développement.

Compte tenu de ce qui précède, il est important d'examiner les facteurs qui ont un impact majeur sur la performance des projets dans ce secteur.

Facteurs d'impact dans l'Economie Bleue

Favorable

- Poisson d'excellente qualité, avec une grande diversité d'espèces et un potentiel de valorisation;
- La taille et la qualité environnementale de la mer favorisent des captures diversifiées;
- Vaste réserve de ressources marines;
- Contrôle de la surpêche;
- Large littoral avec protection naturelle adaptée à l'aquaculture.

Limitatifs

- Chaîne logistique déficiente associée au transport, à l'entreposage et à la distribution des produits;
- Pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans certains domaines;
- Taille, diversification et niveau de développement du marché intérieur.

OPPORTUNITÉS COMMERCIALES

Voici une liste de quelques-uns des principaux domaines d'activité économique où des opportunités particulièrement intéressantes se présentent dans ce secteur:

- Établissements d'aquaculture pour les poissons d'espèces indigènes prometteuses telles que les daurades et les crevettes;
- les navires de pêche industrielle;
- l'industrie de la production de glace pour la pêche;
- Centres de déchargement et de stockage du poisson;
- Services d'entretien et de réparation de navires;
- Services de formation des marins;

- Industrie de la construction navale et de l'équipement de pêche;
- Fourniture de matériel de pêche et de consommables.

ÉCONOMIE VERTE

Le secteur de l'économie verte, basé sur l'élevage, l'agriculture et ses industries de transformation, a un potentiel de croissance et de réelles opportunités commerciales, nécessitant de nouvelles approches du marché et des innovations technologiques en raison de la fragmentation de l'offre et des problèmes de qualité. Globalement, seuls 20 % des aliments consommés au Cabo Verde sont produits dans le pays.

Selon la Banque Mondiale^[27], le secteur agricole du Cabo Verde s'est développé avec succès au cours de la dernière décennie, à une moyenne annuelle de 4,6 pour cent sur la période 2007-2016. Cette croissance est plus rapide que la croissance annuelle de 3,2 % de l'économie dans son ensemble. Selon le Recensement Général de l'Agriculture (2015), seuls 10 % du territoire du Cabo Verde se prêtent à l'agriculture, ce qui signifie qu'environ 80 % des besoins alimentaires du pays sont importés. Le Cabo Verde compte 45 399 exploitations agricoles. Cependant, moins de 15 % d'entre elles utilisent des systèmes d'irrigation modernes et de nouvelles techniques de production. Moins de 10 hectares sont consacrés à la production agricole protégée, à savoir des serres hydroponiques ou des structures simples qui augmentent la productivité et la production, tout en protégeant contre le vent, les ravageurs et les maladies.

Malgré les défis liés à l'eau, la stabilité du climat, la température tropicale et la faible incidence des ravageurs et des maladies confèrent à toutes les îles du pays un potentiel agricole intéressant pour l'horticulture et l'arboriculture fruitière.

[27] Banque Mondiale - Diagnostic Stratégique du Pays, 2018

Parmi les cultures horticoles, la tomate est le produit qui représente la plus grande part de la production totale de ces cultures (42,4 % et 14 000 tonnes) en 2019^[28]. En ce qui concerne les plantes à racines et tubercules, la patate douce est le produit ayant le plus grand poids en termes de production (39,4%), suivi de la pomme de terre (31%). D'autres produits comme le chou, le concombre, la pomme de terre, l'oignon, la carotte et le poivron sont produits dans des champs irrigués, avec la plus grande expression sur les îles de Santo Antão (26%) et de Santiago (59%). Malgré la réduction de la production estimée par le recensement, la production nationale de fruits et légumes couvre de manière satisfaisante la consommation potentielle estimée à environ 100 000 tonnes par an.

L'arboriculture fruitière a produit 9 000 tonnes en 2019 et dispose de capacités confirmées pour la production de papayes et de bananes. Ces deux principales cultures fruitières représentent respectivement 73,6 % et 12,1 % de la production totale. La mangue arrive en troisième position avec 762 tonnes et 8,5 %. Pour la majorité des cultures horticoles, la production est réalisée en plusieurs cycles tout au long de l'année avec des caractéristiques organoleptiques de niveau international. La production de melons et de fraises est apparue récemment avec une excellente qualité, grâce aux recherches de l'Institut national de recherche et de développement agricole.

Il est important de souligner le potentiel de la vigne (202 tonnes produites en 2019) et du café (40 tonnes), qui continuent d'être largement sous-exploités sur l'île de Fogo, où ils sont plus spécifiques et expressifs. Leurs taux de production annuels ont été négatifs de 3,4 % et 5,2 % entre 2015 et 2019. Ces cultures de rente sont rejointes par la canne à sucre avec 23 000 tonnes produites.

Dans le domaine de l'élevage, compte tenu de la forte présence de plats à base de viande dans la cuisine nationale et de l'importance nutritionnelle de la consommation de protéines animales, les entreprises qui se consacrent à l'élevage de bovins, de volailles, de porcs et de chèvres disposent d'un grand

potentiel de croissance et d'opportunités commerciales. Cela est particulièrement vrai dans les îles ayant une production agricole importante, telles que Santiago, Fogo, Santo Antão, São Nicolau et Brava. Malgré un faible niveau d'activité agricole, les îles de Boa Vista et de Maio disposent d'une capacité et d'une expérience considérables en matière d'élevage caprin.

La production annuelle moyenne de viande bovine, caprine, ovine et porcine est d'environ 3 983 tonnes. La production de viande de volaille (traditionnelle et intensive) s'élève à 774 tonnes entre 2015 et 2019. L'année dernière, 2 362 tonnes de viande de porc, 711 tonnes de viande de bœuf, 497 tonnes de viande de chèvre et 58 tonnes de viande de mouton ont été produites.

En ce qui concerne la production laitière, en 2019, le lait d'origine bovine et caprine a représenté 50,4% (4,5 millions de litres) et 49,6% (4,4 millions de litres) de la production totale.

La production d'œufs a totalisé 49,8 millions d'unités en 2019, avec un taux de variation positif de 17,8% par rapport à l'année précédente. À noter que la production moyenne d'œufs s'établit à 48 millions, avec un taux de croissance annuel moyen de 2,5 % sur la période 2015-2019.

Pour que les différents opérateurs « en amont » du secteur de l'élevage et de l'agriculture puissent travailler efficacement et rester productifs, ils ont besoin de facteurs de production tels que l'eau, des semences de qualité, des engrais, des machines, des équipements, des installations, de l'énergie et des services d'assistance technique. Il existe donc une fenêtre d'opportunité dans le commerce spécialisé pour l'élevage, la logistique agricole à travers la location de machines et d'équipements, ainsi que la fourniture de services d'assistance technique aux agriculteurs et aux éleveurs.

En raison de la faible pluviométrie, le développement de l'économie verte

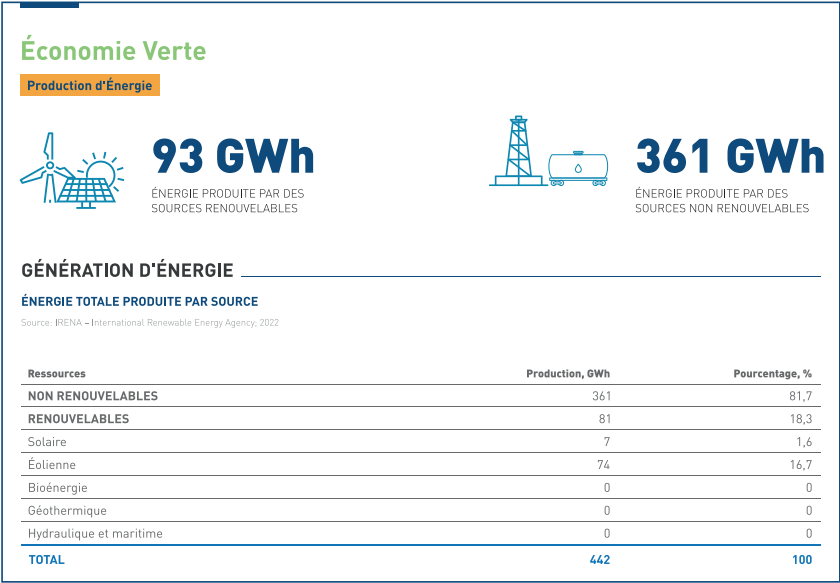
[28] INS - Annuaire Statistique du Cabo Verde 2019



dépend principalement de la capacité nationale et de l'efficacité de la production d'énergie et d'eau. Le Cabo Verde a réalisé des progrès significatifs dans l'extension du réseau électrique, dans l'introduction de technologies permettant une utilisation plus efficace de l'énergie et dans la croissance de la production d'énergie renouvelable.

Avec une production et une pénétration marginales au début des années 2000, le Cabo Verde a actuellement un taux de pénétration des énergies renouvelables de 18,3%^[29], représentant 81 GWh sur un total de 442 GWh en 2022. Sur cette part, l'énergie éolienne a contribué à hauteur de 74 GWh (16,7%), tandis que l'énergie solaire a produit 7 GWh (1,6 %). Les îles de Sal, São Vicente, Boa Vista et Santiago ont les taux de pénétration des énergies renouvelables les plus élevés, avec respectivement 28%, 27 %, 18 % et 15%.

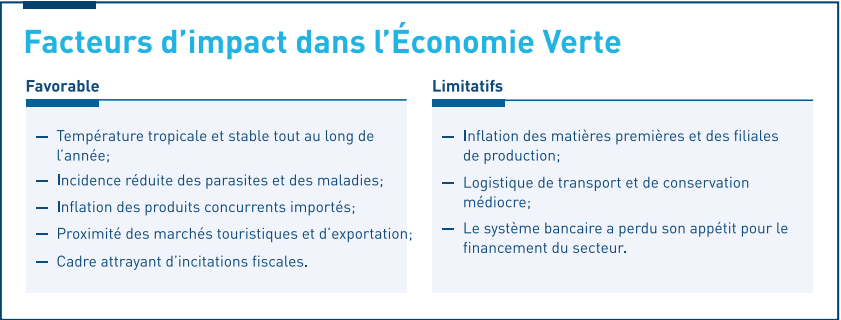
Le potentiel naturel de production d'énergie renouvelable permet au Cabo Verde d'aspirer à une production nettement supérieure au niveau actuel. Surtout avec la demande actuelle de transition énergétique de la part des citoyens, des entreprises et d'autres organisations publiques et privées, dans



un changement de paradigme de consommateurs passifs à consommateurs actifs, permettant de produire, consommer, partager, stocker et vendre l'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables.

En fait, le gouvernement cap-verdien a fixé un objectif de 30 % d'ici 2025 et de 50 % d'ici 2030. Cette croissance sera réalisée grâce à des investissements privés dans des centrales solaires et éoliennes, mais aussi dans le segment de la micro-production pour l'autoconsommation domestique et commerciale, qui a connu une croissance significative ces dernières années. L'objectif d'une pénétration de 50 % d'ici 2030 représente une opportunité commerciale estimée à environ 27,6 milliards d'escudos (correspondant à 250 millions d'euros et 278,5 millions de dollars).

Les faibles réserves d'eau dues à des précipitations faibles et irrégulières imposent des restrictions absolues au développement de l'agriculture. La faible production agricole limite la disponibilité d'aliments pour animaux et le développement de l'élevage. Il existe donc de grandes opportunités pour la production et la commercialisation d'eau à partir de technologies de dessalement des eaux saumâtres et marines, ainsi que pour le traitement et la réutilisation des eaux usées. Lors de l'analyse de la situation actuelle dans ce secteur, les indicateurs de contexte et d'impact les plus importants sont les suivants:



[29] International Renewable Energy Agency (IRENA): Cabo Verde - Energy Profile, 2022

OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES

Afin de tirer parti du potentiel latent de développement de nouvelles formes d'entreprises prospères, les opportunités spécifiques suivantes existent.

AGRICULTURE

- Production de légumes ;
- Production de fruits, en particulier de bananes, de papayes, de raisins, de café et de fraises ;
- Commerce d'équipements et de consommables pour l'agriculture ;
- Commerce de produits agricoles par l'intermédiaire de centres de distribution ;
- Fourniture d'une assistance technique spécialisée.

ÉLEVAGE

- Élevage de bovins, de porcs, de chèvres et de volailles ;
- Laboratoire d'insémination artificielle ;
- Commerce d'animaux de races améliorées, adaptables au climat et à fort potentiel génétique.

L'ÉNERGIE ET L'EAU

- Production d'énergie renouvelable, combinée au dessalement de l'eau pour l'agriculture et l'élevage ;
- Fourniture d'équipements de production d'énergie renouvelable pour la consommation des entreprises ;
- Micro-production d'énergie renouvelable pour l'autoconsommation.
- Services de maintenance des équipements de production d'eau et d'énergie ;
- Services de conseil dans le domaine de l'efficacité énergétique ;
- Stockage d'énergie renouvelable ;
- Mobilité électrique.

TOURISME

La stabilité politique et sociale, associée à des facteurs naturels tels que le climat chaud, les longues plages de sable blanc et les montagnes imposantes, ainsi que la proximité géographique de l'Europe, le plus grand marché de la demande touristique au monde, offrent au Cabo Verde d'excellentes conditions pour le développement et la compétitivité de l'industrie du tourisme.

Entre 2016 et 2022, le Cabo Verde a enregistré une augmentation de 23 % du nombre de visiteurs, ce qui a permis d'approuver des investissements privés dans des établissements hôteliers d'une valeur record de 1,2 milliard d'euros en 2020. D'ici 2030, le Cabo Verde devrait accueillir environ 2,4 millions de touristes qui généreront environ 15,4 millions de nuitées. Pour ce faire, l'offre touristique devrait atteindre environ 24 800 chambres et 40 690 lits en 2025 et 41 600 chambres et 68 241 lits. Au moins 48 % de l'offre touristique devrait être localisée en dehors des îles de Sal et Boa Vista^[30].

En ce qui concerne les dépenses quotidiennes des touristes, le chiffre est d'environ 3 433 ECV (correspondant à 31,13 euros et 34,68 dollars), les touristes qui n'ont pas voyagé avec un forfait étant ceux qui dépensent le plus [une moyenne de 4 891 ECV par jour (correspondant à 44,35 euros et 49,41 dollars)]. Les touristes résidant en France ont la dépense quotidienne moyenne la plus élevée, avec 11 966 ECV (correspondant à 108,51 euros et 120,89 dollars), suivis par ceux résidant aux États-Unis avec une dépense quotidienne de 11 966 ECV (correspondant à 96,74 euros et 107,79 dollars) et, avec la dépense quotidienne la plus faible, 627 escudos (correspondant à 5,68 euros et 6,33 dollars), par ceux résidant en Italie.

La reprise du tourisme dans le pays vers les niveaux d'avant la pandémie est beaucoup plus importante que les prévisions antérieures. L'année 2019 a vu 819 308 nuitées et 5 117 403 nuitées. En 2022, l'industrie hôtelière a enregistré

[30] Plan Stratégique de Développement Durable 2022-2026 (PSDD II)

environ 835 000 clients, ce qui correspond à une forte augmentation de 394,4 % par rapport à 2021. Au cours de la même période, les nuitées (4 088 412) ont augmenté de 387,0 %. Le Royaume-Uni est le principal pays d'origine.

Les touristes du Royaume-Uni ont séjourné le plus longtemps au Cabo Verde, avec une moyenne de 5,6 nuits. L'île de Sal a été la plus fréquentée, avec environ 61,8% des arrivées.

Sur les îles de Sal et Boa Vista, la prédominance de grands établissements hôteliers et la plus grande fréquence des vols internationaux tout au long de l'année offrent des opportunités pour les petits établissements touristiques avec un service typiquement local, traditionnel et plus personnalisé. Ces îles offrent donc des opportunités d'affaires dans les secteurs de la restauration, du divertissement, des excursions, des activités nautiques et des agences de voyage.

L'île de Maio, avec un potentiel naturel similaire et une construction réduite sur le front de mer, offre aux investisseurs la possibilité d'installer des établissements hôteliers sur le front de mer et des restaurants dans le centre de Porto Inglês.

Les îles de Santo Antão, São Nicolau, Fogo, Brava et l'intérieur de l'île de Santiago, qui ont un potentiel naturel différent en raison de leur altitude montagneuse et d'une faune et d'une flore plus développées, offrent un excellent potentiel pour le développement du tourisme de nature.

Au début de l'année 2022, le pays comptait 292 établissements hôteliers en activité. Santo Antão comptait 69 établissements d'hébergement touristique, correspondant à 23,6 % du nombre total d'établissements en activité. Viennent ensuite Santiago (65 - 22,3 % du total), São Vicente (56 - 19,2 %), Sal (32 - 11,0 %) et Fogo (25 - 8,6 %). Les îles de São Nicolau, Boa Vista et Maio suivaient avec le même nombre d'établissements (12) correspondant à 4,1% du total. L'île de Brava, avec seulement 9 établissements en activité, représentait 3,1%

Facteurs d'impact sur le Tourisme

Favorable

- Facilitation de la délivrance des visas;
- Proximité avec le marché européen et l'Afrique de l'Ouest;
- Température chaude et stable tout au long de l'année;
- Allègements fiscaux et autres incitations pour le tourisme;
- Croissance continue du tourisme ces dernières années;
- Le produit "Soleil et Plage" est consolidé et très recherché;
- Qualification des ressources humaines par l'intermédiaire de l'école hôtelière et touristique;
- Population jeune et économiquement active.

Limitatifs

- Transport interne insuffisant et coûteux;
- Réduction de l'offre de vols internationaux réguliers à destination du Cap-Vert;
- Promotion internationale insuffisante de la destination;
- Routes d'accès médiocres vers les zones d'intérêt touristique;
- Système de santé médiocre;
- Forte dépendance à l'égard des importations dans la chaîne d'approvisionnement hôtelier;
- Patrimoine culturel matériel et immatériel peu utilisé.

du total^[31].

La qualité des services reste médiocre, tout comme l'offre touristique (excursions, y compris trekking et activités culturelles). Il existe donc un énorme potentiel d'investissement dans de petits établissements ruraux sur ces îles, offrant une gamme complète d'hébergement et d'activités de tourisme naturel et culturel.

La dynamique de l'activité touristique offre des opportunités pour les secteurs de soutien tels que la production alimentaire, de l'agriculture et de l'élevage à la transformation agroalimentaire, la distribution alimentaire, la sécurité, l'entretien des équipements et des espaces verts, et la production d'énergie, en particulier d'énergie renouvelable. Les transports, les services de santé et l'immobilier, tant pour l'hébergement touristique que pour la population résidente qui augmente fortement en raison de la croissance de l'activité touristique, sont également des secteurs à prendre en compte.

La population mondiale vieillit, ce qui augmente la disponibilité de ressources sanitaires de qualité, et les soins de santé sont également devenus un facteur

[31] INE - Statistiques du Tourisme - Inventaire Annuel des Établissements Hôteliers 2021

d'attraction touristique en créant des services spécialisés pour des groupes de patients spécifiques, tels que les bilans de santé, la médecine dentaire et esthétique, la rééducation pour les personnes à mobilité réduite, la physiothérapie, l'ergothérapie et les hydrothérapies de bien-être (spas, cures thermales, thalassothérapie, entre autres). Cependant, en 2016, il y avait 408 médecins (186 à Praia et 103 à São Vicente) et 690 infirmières (237 à Praia et 169 à São Vicente). Les principales destinations touristiques du pays, Sal et Boa Vista, comptaient respectivement 15 et 5 médecins.

La variation superficielle de l'eau de mer permet de diviser la zone économique exclusive du Cabo Verde en deux saisons : une saison froide de décembre à juin avec des eaux dont la température moyenne oscille entre 22-23°C et une saison chaude, dont la température moyenne oscille entre 26-27°C. Malgré cela, les îles sont temporairement traversées par un front chaud entre les mois de juin-juillet et d'octobre-novembre^[32]. Cette stabilité des températures tout au long de l'année, les îles montagneuses et les salines offrent au Cabo Verde un potentiel extraordinaire pour le tourisme de santé, combinant l'écotourisme et les soins de santé dans un réseau de plus en plus développé de cliniques spécialisées à Praia et Mindelo. Les îles ayant le plus grand potentiel d'écotourisme, Santo Antão, Brava, Fogo et São Nicolau, offrent d'importantes opportunités commerciales pour le tourisme de santé. En raison de la nature stratégique du secteur du tourisme, ces facteurs doivent être observés afin d'obtenir des résultats tangibles des projets d'investissement :

DOMAINES D'ACTIVITÉ ÉMERGENTS

L'ensemble des opportunités dans le secteur du tourisme découle de la forte croissance du produit « soleil et plage », mais n'ignore pas la valorisation du patrimoine culturel, matériel et immatériel, public et privé, en trouvant des utilisations compatibles avec sa sauvegarde.

Autour des ressources naturelles et culturelles, il existe une gamme de services en faveur d'une plus grande durabilité, qui ajoutent de la valeur à

l'activité et créent de nouvelles formes d'entreprises prospères, allant de :

- Tourisme créatif : création de produits culturels à usage touristique;
- Tourisme culturel : organisation d'événements et réservation d'artistes;
- Tourisme de plaisance et de bateau;
- Espaces immobiliers pour les nomades numériques : coworking et coliving;
- Les établissements d'écotourisme;
- Agences de tourisme;
- Services de jardinage;
- Maintenance d'équipements hôteliers;
- Formateurs en langues étrangères;
- Services de guides et d'excursions pour l'observation des cétacés et des requins;
- Services de santé orientés vers le tourisme;
- Tourisme pour les événements de sports nautiques;
- Tourisme de jeux d'argent.

INDUSTRIE

L'opportunité de développer l'industrie nationale provient de la croissance des secteurs productifs, notamment l'agriculture, la pêche et l'élevage, ainsi que de la demande de produits alimentaires sur le marché domestique, encore très largement dominé par les produits importés.

La forte reprise du secteur touristique après la pandémie devrait amener plus de 850 000 touristes au Cabo Verde en 2023 et 1 million en 2025. Ce niveau de demande touristique et de séjours représente une demande de produits alimentaires et de boissons de l'ordre de 6,7 milliards ECV par an. Ce sont des opportunités pour l'industrie nationale des boissons sur les îles de Santiago et São Vicente. Pour l'industrie fromagère à Boa Vista, Fogo, S. Antão et São

[32] Almada, E.1994. – Caractérisation océanologique des zones de pêche dans la ZEE de l'archipel du Cabo Verde, INDP



Vicente. Pour l'industrie de la conserve à São Nicolau et São Vicente. Pour l'industrie des légumes surgelés et des confiseries à Santiago et Santo Antão. Pour l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie dans toutes les îles du pays.

Outre l'agro-industrie, le fonctionnement quotidien des hôtels nécessite la fourniture de divers services spécifiques qui constituent des opportunités directes ou par le biais de l'industrie du lavage des textiles pour les hôtels et les restaurants, pour l'industrie des détergents et des produits cosmétiques à São Vicente et à Santiago. Cette industrie bénéficie également de la croissance de l'ensemble de l'industrie nationale qui utilise des détergents pour les travaux d'entretien quotidiens. Il s'agit d'opportunités qui s'ajoutent à la demande de la population en produits d'hygiène domestique et personnelle.

L'industrie de la conservation et de la transformation des produits agroalimentaires reste un secteur à fort potentiel. La fluctuation des prix des produits horticoles sur le marché en raison de la saisonnalité de la production nationale, les coûts logistiques internationaux, ainsi que les pertes dues à la surproduction sont autant d'opportunités pour les industries qui transforment les produits horticoles par le biais de la congélation ou de la mise en conserve. L'élevage de bétail offre des opportunités pour de nouveaux segments tels que l'installation d'un laboratoire d'insémination artificielle, une initiative révolutionnaire pour le secteur. L'importation, la commercialisation et l'introduction de races améliorées à haut potentiel de rendement, ainsi que l'importation d'œufs fertiles pour la production et la fourniture de poussins à l'industrie de la production de poulets et d'œufs sont autant d'opportunités. Afin de répondre aux caractéristiques et contraintes particulières de ce secteur d'activité, les facteurs suivants doivent être pris en compte pour une mise en œuvre réussie et efficace des investissements:

Facteurs d'impact dans l'Industrie

Favorable

- Potentiel de production locale de matières premières (agroalimentaire);
- Cadre attractif d'incitations fiscales;
- Proximité des marchés d'exportation;
- Formation de ressources humaines professionnelles.

Limitatifs

- Coûts énergétiques (qui peuvent être surmontés par la production d'énergie renouvelable);
- Production, distribution et utilisation efficace de l'eau;
- Mauvaise logistique de transport et d'entreposage.

OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES

Le potentiel de ce secteur peut être exploité en satisfaisant la demande croissante dans les domaines suivants:

- Production de légumes;
- Production de fruits surgelés;
- Production de vin;
- Production de café;
- Production de plats traditionnels en conserve;
- Production de conserves de poissons et de fruits de mer;
- Production de jus de fruits;
- Production de glaces;
- Boulangerie et pâtisserie;
- Extraction d'agrégats (pierre, sable et gravier), de sel et de pouzzolane;
- Production de textiles, de vêtements et de chaussures;
- Production d'aguardente.

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

L'évolution technologique mondiale est un engagement fort de la part de l'État et des entreprises pour rapprocher les affaires de la technologie, de l'automatisation et de la numérisation des processus organisationnels, ce qui a favorisé une évolution significative de l'économie numérique au Cabo Verde au cours des 20 dernières années. Dans ce contexte, la formation de

ressources humaines de haut niveau dans les universités, la politique d'incitations fiscales pour l'importation de technologies de l'information et de la communication, un taux élevé d'utilisation des communications mobiles, l'installation de centres de données, ainsi que l'accès à l'internet à large bande, à la fibre et à la 4G, sont des facteurs clés de la croissance du secteur. En effet, en 2021, le Cabo Verde comptait environ 154 entreprises de technologies de l'information^[33] qui développent des solutions technologiques pour les entreprises et l'État, distribuent des technologies de l'information et de la communication, assurent la maintenance des équipements et installent des réseaux.

Le potentiel du secteur sera encore plus grand avec la création de la Zone économique spéciale pour les technologies (ZEET)^[34] à Praia et Mindelo, qui favorise et encourage la participation de la diaspora à travers la création de start-ups technologiques opérant dans les domaines des logiciels, du matériel et des services TIC, ainsi qu'avec l'installation du Parc technologique de l'archipel numérique du Cabo Verde - TechPark. CV, à Praia, du centre de données et du centre de formation de Mindelo, y compris l'interconnexion du pays au réseau Starlink.

Ces nouvelles ressources créent des capacités extraordinaires pour l'expansion du secteur sur les marchés internationaux, à la fois par le biais d'entreprises nationales et par l'établissement au Cabo Verde d'entreprises multinationales intéressées à tirer parti de ces ressources pour acquérir une capacité concurrentielle mondiale dans les domaines à croissance rapide du marché, tels que : l'infrastructure (cyber sécurité, informatique en nuage), le traitement (robotique, impression 3D, réalité virtuelle) et la distribution (Big Data, intelligence artificielle, blockchain).

Le parc technologique encourage la technologie et l'innovation en fournissant des infrastructures techniques, administratives et logistiques de base, des services de promotion des entreprises, un soutien pour la mise en réseau interne et externe, l'internationalisation, un incubateur, des laboratoires et du

coworking. Les entreprises installées sont exonérées de l'impôt sur les sociétés, de la TVA et de Droits de Douane, et bénéficient également d'incitations fiscales. Dans le cadre des obstacles à l'entrée et au maintien dans ce secteur, il convient d'accorder une attention particulière à l'impact des facteurs suivants, indispensables à la réussite:

Facteurs d'impact dans l'Économie Numérique	
Favorable	Limitatifs
— Accès à l'internet 4G; — Connexion du Cap-Vert aux réseaux internet internationaux; — Disponibilité des services du centre de données; — Qualification des ressources humaines de l'enseignement supérieur; — Qualification of human resources in higher education; — Proximité des marchés d'exportation.	— Coût élevé des communications; — Petite taille du marché intérieur; — Manque de main-d'œuvre qualifiée en quantité; — Pénétration réduite de la fibre optique.

OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES

La numérisation de nombreuses activités de la société est un moyen d'améliorer la vie des gens et une étape fondamentale vers le progrès du pays. Il existe donc des opportunités pour l'entrepreneuriat technologique en tant que vecteur d'une plus grande inclusion financière, en mettant l'accent sur l'inclusion des populations qui sont généralement exclues, telles que les femmes et les micros, petites et moyennes entreprises (MPME).

Les secteurs d'activité émergents qui peuvent tirer parti de l'économie numérique sont les suivants:

- GovTech (Government Technology) : innovations technologiques appliquées aux services gouvernementaux;
- FinTech (Technologie financière) : Startups qui innovent dans les services financiers, tels que les paiements numériques;

[33] Institut National des Statistiques - Enquête Annuelle Auprès des Entreprises 2021
[34] Zone Économique Spéciale pour les Technologies (ZEST), loi n° 15/2022, du 12 mai: <https://kiosk.incv.cv/1.1.46.4218>

- AgriTech (Agriculture Technology) : Solutions technologiques pour le secteur agricole;
- Services de centre de données;
- Solutions technologiques intégrées pour le Big Data et le Cloud Computing;
- Services de développement d'applications et de sites web;
- Services de formation et de certification;
- Service d'installation et de maintenance de réseaux;
- Services de cyber sécurité;
- Services de centres d'appels;
- Services de maintenance d'équipements informatiques et de télécommunications.

ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE POUR LES TECHNOLOGIES (ZEST)

Créé pour permettre aux industries cap-verdiennes, quels que soient leur secteur, leur localisation et leur taille, de tirer pleinement parti des innovations numériques, d'améliorer leurs processus et d'adapter leurs modèles d'entreprise au changement numérique, le ZEST s'adresse aux entreprises technologiques qui exercent des activités présentant les caractéristiques suivantes:

- Permettre ou stimuler la création de richesses, de valeur ajoutée et d'emplois (en particulier l'emploi des jeunes);
- Encourager les exportations;
- Promouvoir une culture de l'innovation, en encourageant la créativité dans la recherche et le développement technologique;
- Permettre le développement de services numériques;
- Créer des conditions favorables pour servir d'incubateur aux jeunes pousses technologiques.

Outre les incitations financières, les entreprises autorisées à opérer dans la ZEE bénéficient des avantages fiscaux et douaniers suivants:

- Taux réduit d'IRPC de 2,5 %;

- Exemption de l'IRPC ou de l'IRPS applicable aux entités participant au capital social de sociétés autorisées à opérer dans la ZEE, en ce qui concerne les bénéfices mis à leur disposition par ces sociétés, et les intérêts et autres formes de rémunération pour les prêts ou avances de capitaux qu'elles ont accordés à la société, ou en raison du fait qu'elles ne retirent pas les bénéfices ou les rémunérations mis à leur disposition;
- Exemption de la TVA;
- Exemption de Droit de Timbre sur les opérations impliquant la conclusion d'un contrat de financement pour la réalisation de l'investissement;
- Exemption de l'IUP - Impôt Unique sur la Propriété;
- Exemption de Droits de Douane sur l'importation de certains matériels (logiciels par exemple), équipements, matières premières et auxiliaires, produits finis et semi-finis; les droits de douane sont remboursables si aucune exonération n'a été accordée;
- Exemption des honoraires de notaire pour la constitution et l'enregistrement;
- Exemption de 50 % des honoraires de notaire lors de l'achat et de la vente de biens immobiliers pour la création d'une entreprise.

Les entreprises autorisées à opérer dans la ZEET sont soumises aux obligations fiscales prévues par la législation fiscale en vigueur, notamment en ce qui concerne les prix de transfert, l'imposition autonome et les règles d'évaluation et de paiement de l'impôt. Les obligations fiscales prévues par le régime des centres d'affaires internationaux, prévu par le Code des Avantages Fiscaux, s'appliquent également.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE CABO VERDE



Économie Verte

Accélérer la transition énergétique pour atteindre une production d'électricité à 100 % à partir de sources renouvelables.

Avec une superficie agricole de 70 433 hectares, augmenter la production agricole durable.

Transformer le Cabo Verde en une plate-forme maritime privilégiée pour l'économie régionale et mondiale.

Bleu Économie

Tourisme

Placez le Cabo Verde dans le Top 50 dans le classement de la compétitivité touristique et confier le tourisme à toutes les municipalités cap-verdiennes.

Augmenter le taux de couverture des exportations par rapport aux importations de biens et renforcer les relations commerciales intrarégionales

Trade

Industrie

Rendre le secteur industriel compétitif et innovant, intégré dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

Faire du Cabo Verde un centre régional d'excellence en matière de technologie, de télécommunications, d'innovation et d'esprit d'entreprise.

Économie Numérique

J'AI QUELQUES IDÉES. ET MAINTENANT?

5



AGRICULTURE - ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION

Sources: Recensement Général de l'Agriculture (RGA) - 2015; MAA, Direction des Statistiques et de la Gestion de l'information.



182 396 PERSONNES TRAVAILLENT DANS
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES FAMILIALES



8 677 TONNES
DE MAÏS PRODUITES



11,6 MILLIONS DE
LITRES DE LAIT PRODUITS



54,5 MILLIONS D'
ŒUFS PRODUITS



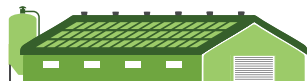
48 512 TONNES DE CULTURES
HORTICOLES PRODUITES
TOMATE: 15 133
CABBAGE: 8,698
OIGNON: 5 066



22 963 TONNES DE RACINES
ET TUBERCULES PRODUITES
POMMES DE TERRE: 10 485
PATATES DOUCES: 6 262
CASSAVA: 5 667



TONNES DE FRUITS PRODUITS
BANANE: 10 443
MANGO: 1 363
PAPAIA: 3 284



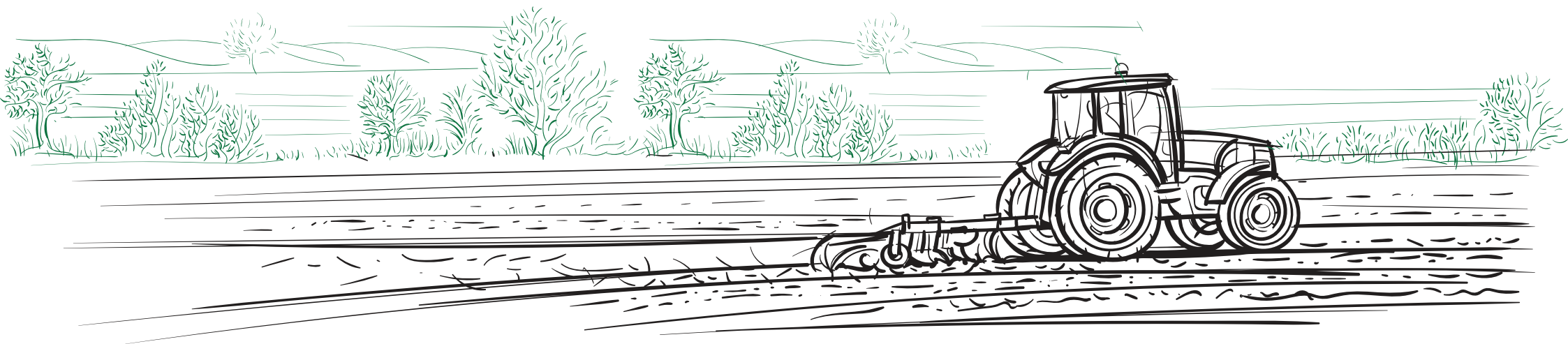
LES TYPES D'EXPLOITATIONS NON FAMILIALES :
9 ENTREPRISES AGRICOLES
3 COOPÉRATIVES
5 ASSOCIATIONS DE PRODUCTEURS
23 ORGANISMES PUBLICS (ÉTAT/CONSEIL)
65 ÉCOLES
8 ÉGLISES
27 AUTRES



45.399
EXPLOITATIONS FAMILIALES



NOMBRE DE TÊTES DE BÉTAIL, PAR ESPÈCE :
29 558 VACHES
107.532 CAPRINS
66 808 PORCS
12 620 MOUTONS



De la liste exposée ici dans le Guide et les différentes possibilités que vous envisagez, Il est attendu que toutes les opportunités d'affaires que vous envisagez passent par un processus d'évaluation et de sélection, jusqu'à ce que vous décidiez de l'option qui vous motive le plus et qui vous met au défi, en vue des objectifs économiques et sociaux qu'il souhaite atteindre.

Il est très fréquent de constater chez les investisseurs de la diaspora une prétention très forte que l'investissement apporte des impacts sociaux pertinents pour leur ville ou île d'origine. Toutefois, ces facteurs ne devraient pas se superposer aux facteurs économiques et financiers. En fin de compte, la viabilité et la durabilité financière sont déterminantes pour le succès de l'entreprise et, par conséquent, pour la continuité de la contribution sociale souhaitée. Le processus décisionnel doit prendre en compte les éléments suivants:

VIABILITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

L'existence d'un marché avec un potentiel actuel et une croissance à long terme pour un produit ou un service donné, ainsi que la capacité technique et technologique des promoteurs et de l'entreprise à développer une offre compétitive du point de vue de la qualité, du prix et du service, sont des aspects fondamentaux pour générer des bénéfices, payer les dettes envers les employés, les fournisseurs et l'État, en d'autres termes, pour le succès de l'entreprise.

LA MOBILISATION DES RESSOURCES

En fonction de la nature de l'entreprise, de sa viabilité financière, de sa localisation, la technologie et l'infrastructure requises impliquent un certain montant d'investissement pour lequel des ressources doivent être mobilisées. Ces ressources proviennent de l'épargne des promoteurs, d'emprunts auprès d'institutions financières, de crédits auprès de fournisseurs et d'autres ressources externes. Notre capacité à réunir ces ressources devrait dicter notre choix entre les différentes possibilités. En effet, faute de moyens financiers, nous pourrions être contraints d'abandonner au cours du

processus de mise en œuvre et subir des pertes considérables.

COMPÉTENCES

Les compétences techniques du promoteur et de l'équipe sont également un facteur essentiel. Le succès des entreprises dépend fondamentalement des personnes. Leur capacité technique et leur aptitude à diriger l'entreprise, à développer et perfectionner des produits et des services, à planifier de manière appropriée, à prendre de bonnes décisions au jour le jour, à gérer les risques et à fournir un service de qualité à la clientèle.

Une analyse des compétences requises au niveau de la gestion peut entraîner la nécessité de mobiliser, au niveau du promoteur du projet, des personnes ayant une expérience commerciale ou une expérience de gestion. Outre le facteur compétence, l'entrée de nouveaux partenaires promoteurs se justifie également par la nécessité d'apporter davantage de ressources propres, le partage des risques et une plus grande capacité à apporter des opportunités à l'entreprise.

Malgré le développement remarquable de la formation des ressources humaines au Cabo Verde, il existe encore des secteurs qui manquent d'effectifs et de qualifications et qui freinent leur croissance, tels que le secteur agricole, la santé, l'hôtellerie et l'industrie en général.

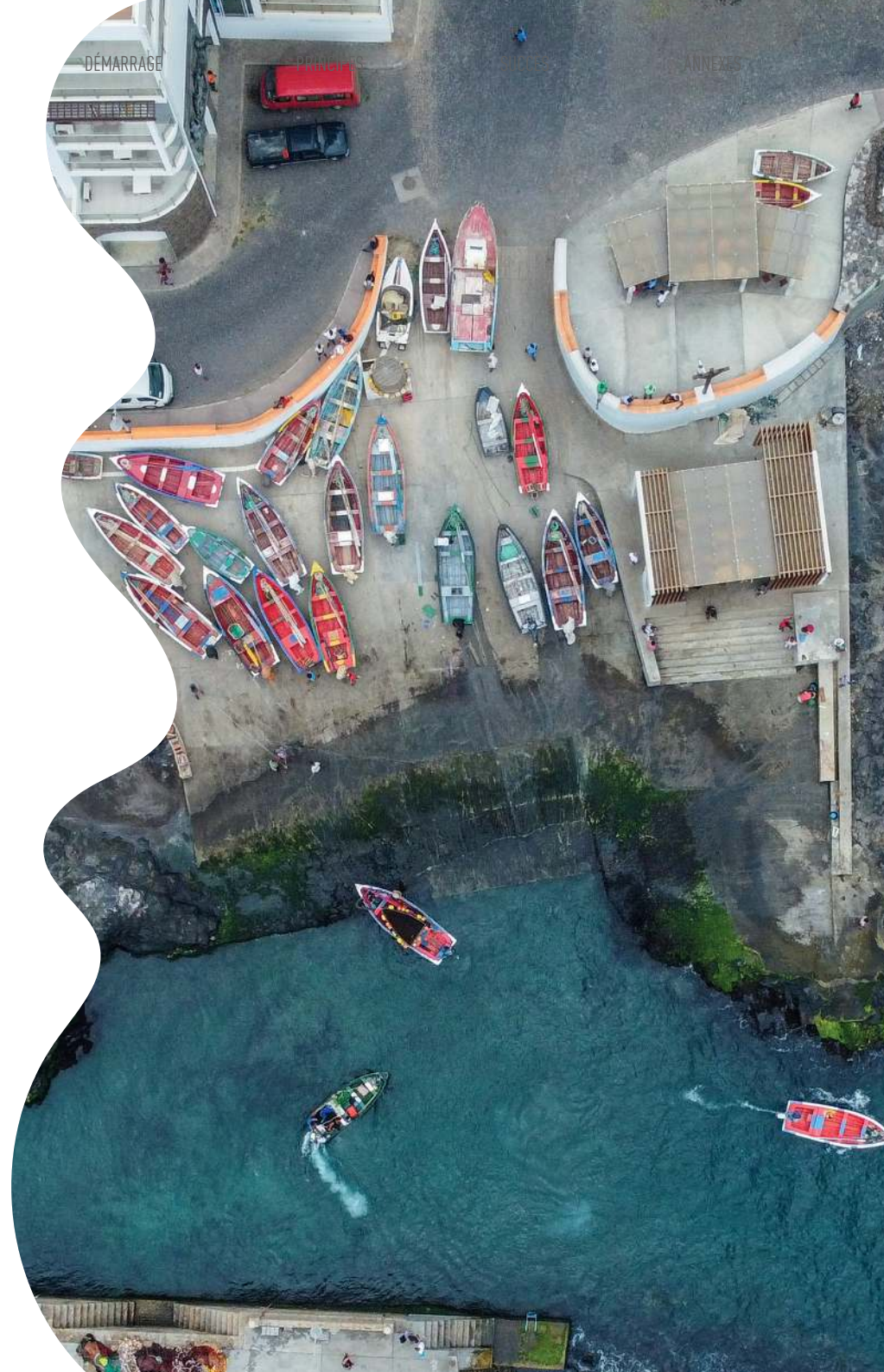
Afin de recueillir de manière adéquate et complète les éléments nécessaires à l'évaluation de la viabilité financière, du volume d'investissement et des compétences, il sera nécessaire de collecter des informations auprès des institutions statistiques et de l'organisme gouvernemental responsable du secteur. Il sera également important d'étudier sur le terrain les facteurs qui influencent le comportement des consommateurs, des concurrents, des fournisseurs, les infrastructures qui soutiennent l'activité et les tendances de financement du secteur.

À ce stade, en fonction de la complexité des options envisagées, il peut

s'avérer très important d'avoir l'appui d'un professionnel ou d'une société spécialisée dans l'évaluation de la faisabilité d'une entreprise et dans les services de conseil aux entreprises et aux investisseurs. Selon vos besoins, vous pouvez faire appel à des professionnels en consultant l'Ordre des experts-comptables et des commissaires aux comptes, l'Ordre des ingénieurs, l'Ordre des avocats, l'Ordre des économistes, les Chambres de Commerce de Barlavento et de Sotavento ou encore Pró Empresa, l'un des centres de facilitation des investissements, qui dispose d'un pool de conseillers en gestion agréés.

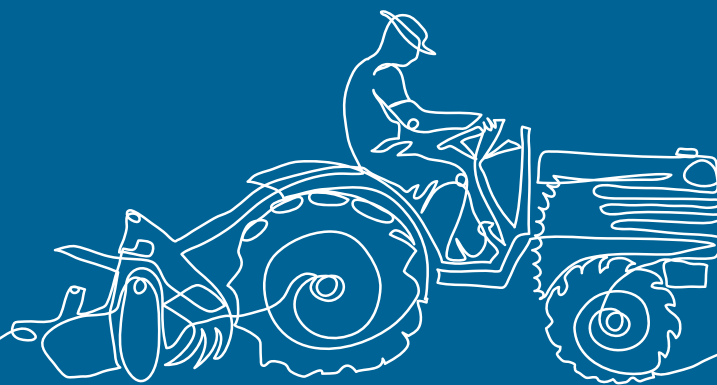
Nous suggérons également de faire appel à des sociétés de conseil en affaires et en investissements appartenant à des membres de la diaspora et situées dans les pays de destination. Enfin, nous recommandons de consulter les informations pertinentes sur ces ressources professionnelles et institutionnelles présentées en annexe.

Grâce aux données recueillies et à une analyse spécialisée soutenue par un professionnel expérimenté dans le domaine, vous serez en mesure d'évaluer les différentes possibilités et de décider quelle opportunité d'affaires correspond le mieux à votre profil d'investissement.



**J'AI DÉCIDÉ QUOI FAIRE.
ALLONS-Y!**

6



🕒 5 étapes pour créer une entreprise au Cabo Verde



Une fois que l'analyse de faisabilité a été réalisée et qu'il a été décidé dans quelle entreprise investir, individuellement ou avec des partenaires, il est important, avant tout, de planifier l'entreprise. La planification implique l'élaboration d'un plan d'entreprise plus détaillé et tourné vers l'avenir, qui analyse le marché, les investissements nécessaires, la structure physique et la technologie, les ressources humaines, le financement nécessaire et la planification financière, y compris l'analyse de la viabilité financière.

PLAN D'ENTREPRISE

Ce plan peut être simplifié ou développé en fonction de la complexité de l'entreprise et du niveau d'expérience du promoteur en matière de gestion d'entreprise ou de l'activité spécifique qu'il a l'intention de développer. Compte tenu de l'expertise requise, il est recommandé d'engager un consultant ou une équipe de consultants. Ce type d'appui est également disponible dans le cadre des programmes d'identification des besoins d'assistance technique et de renforcement des capacités de Pro Empresa, dont les informations pertinentes se trouvent dans les annexes de ce Guide.

L'un des aspects fondamentaux qui justifie l'élaboration d'un plan d'entreprise est lié au fait que la gestion d'une entreprise est un exercice permanent de gestion des incertitudes. Incertitudes concernant la demande du marché, les conditions environnementales, les changements dans le prix et la disponibilité des matières premières, les événements sanitaires (la récente pandémie), la logistique internationale, l'évolution des marchés financiers, parmi d'autres facteurs externes échappant au contrôle de l'entreprise. Tout au long de l'exercice d'élaboration du plan, tous les aspects qui constituent des risques pour l'activité de l'entreprise sont analysés, évalués et des solutions ou des mesures sont développées qui permettent de les contourner avec le moins de dommages possibles pour l'activité opérationnelle et les résultats financiers de l'entreprise.

Cette préparation confère à l'entreprise robustesse et résilience, ainsi qu'une grande crédibilité auprès des partenaires, en particulier des partenaires financiers. Lorsqu'il s'agira de mobiliser des ressources financières, ils seront parmi les premiers à demander un plan d'entreprise.

En effet, les chapitres suivants sont des piliers fondamentaux de la structure et du contenu d'un plan d'affaires:

- **Résumé analytique:** bref résumé des objectifs, des stratégies et des projections financières de l'entreprise.
- **Description de l'entreprise:** une vue d'ensemble de l'entreprise, y compris sa mission, son modèle d'entreprise et son histoire.
- **Analyse du marché:** une analyse détaillée du secteur, du marché cible et de la concurrence.
- **Produits ou services:** description des produits ou services de l'entreprise, y compris leurs caractéristiques, leurs avantages et leurs canaux de distribution.
- **Plan de vente et de marketing:** plan visant à attirer et à fidéliser les clients, y compris les stratégies de tarification, de promotion et de distribution.
- **Plan financier:** projections financières, y compris les résultats prévus, les bilans et les états des flux de trésorerie, ainsi que les ratios financiers et l'évaluation du projet.
- **Plan des ressources humaines:** aperçu de l'équipe de direction, de son expérience, de ses compétences et de ses qualifications, ainsi que des ressources humaines dans les différents départements opérationnels, des lignes directrices en matière de gestion, du développement et de la fidélisation des ressources humaines.
- **Plan d'exploitation:** Un plan de fonctionnement de l'entreprise, y compris les processus de production, les fournisseurs et la logistique.
- **Risques et éventualités:** Une analyse des risques potentiels pour la réussite de l'entreprise et un plan pour les atténuer.
- **Annexes:** documents d'appui tels que CV, données d'études de marché et documents juridiques.

L'IAPMEI - Agência para a Competitividade e Inovação (Portugal)^[35] et le Sebrae-Serviço Brasileiro de Apoio às Micro e Pequenas Empresas^[36] proposent un ensemble complet de ressources pour l'élaboration d'un plan d'entreprise. Financé par l'Union européenne, le programme SwitchMed est mis en œuvre en partie par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et dispose de ressources similaires^[37] en anglais^[38] et en français^[39].

Une fois le plan mis en place, le processus de mobilisation des ressources suit, pour lequel il est nécessaire d'enregistrer une société, qui se présentera comme l'entité qui assumera formellement les responsabilités avec les tiers.

RSMPE - REGIME SPECIAL DES MICROS ET PETITES ENTREPRISES

Depuis août 2014, le Cabo Verde dispose du REMPE, qui vise à promouvoir la compétitivité, la productivité, la formalisation et le développement des micros et petites entreprises (MPE), à réduire les exigences bureaucratiques et administratives, ainsi que la difficulté d'accès aux opportunités commerciales. Pour accéder au régime, le processus de constitution et de certification est gratuit et doit être effectué à la Casa do Cidadão, qui fait office de guichet unique. En outre, une notification préalable doit être adressée au maire de la commune d'implantation de l'entreprise en vue de sa création et du paiement de la taxe correspondante.

[35] IAPMEI - Empreendedorismo e inovação - Guias e manuais de apoio: [https://www.iapmei.pt/getattachment/PRODUTOS-E-SERVICOS/Empreendedorismo-Inovacao/Empreendedorismo/Guias-e-Manuais-de-Apoio/ComoElaborarPlanodeNegocio-\(5\).pdf.aspx](https://www.iapmei.pt/getattachment/PRODUTOS-E-SERVICOS/Empreendedorismo-Inovacao/Empreendedorismo/Guias-e-Manuais-de-Apoio/ComoElaborarPlanodeNegocio-(5).pdf.aspx)

[36] Sebrae - Business Plan: <https://sebrae.com.br/sites/PortalSebrae/ufs/df/sebraeaz/ferramentas-para-voce-criar-seu-plano-de-negocio,31f40d58df4f5410VgnVCM2000003c74010aRCRD>

[37] SwitchMed e-library: <https://2014-2019.switchmed.eu/en/e-library.html>

[38] SwitchMed - Create your Green Business! The Handbook for Green Entrepreneurs in the Mediterranean - https://2014-2019.switchmed.eu/en/documents/ge-green-entrepreneurship-corner/handbook_en.pdf

[39] SwitchMed - Créez votre entreprise verte. Le manuel des entrepreneurs verts en Méditerranée - https://2014-2019.switchmed.eu/en/documents/ge-green-entrepreneurship-corner/handbook_fr.pdf



ENREGISTREMENT DE LA SOCIÉTÉ

L'enregistrement de la société exige qu'au préalable définis essentiellement le type de société, l'objet social, le capital social, la distribution des parts ou actions, leur mode de réalisation - pécuniaire (monétaire) ou en nature (contribution avec des biens autres que de l'argent) -, les organes de gestion et les personnes qui assument les fonctions dans ces organes^[40].

L'activité commerciale au Cabo Verde peut être exercée sous la forme juridique d'un entrepreneur individuel, d'une société à responsabilité limitée et d'une société anonyme. Les tableaux suivants expliquent les nuances spécifiques de chacune d'entre elles en ce qui concerne la nature des statuts, le capital social et le fonctionnement de la gestion et de la comptabilité.

[40] Code des avantages fiscaux : Loi n° 86/IX/2020, du 28 avril

1. ENTREPRISE INDIVIDUELLE	
Description Type de société pour les sociétés formées par un seul partenaire. Dans ce régime, la responsabilité de l'entrepreneur est illimitée ; c'est-à-dire qu'il peut répondre avec ses actifs personnels aux obligations assumées par la société.	Capital Social Ne s'applique pas.
Statuts Il s'agit de toute personne physique, résidente ou non, ayant son siège social au Cap-Vert ou non, qui exerce l'activité d'une entreprise commerciale..	Gestion et Comptabilité Exercé par des personnes physiques. Il est personnel et non transférable. Il n'existe pas d'instructions légales sur les comptes; cependant, il est conseillé de disposer de comptes comme élément d'appui à la prise de décision et au contrôle interne.
2. SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ LIMITÉE	
Description Une société à responsabilité limitée est une forme juridique de société, constituée par deux ou plusieurs associés, dont le capital social est divisé en actions. Une société à responsabilité limitée peut aussi être une entreprise individuelle lorsqu'elle est constituée d'un seul associé qui détient la totalité du capital social.	Capital Social Il est divisé en quotas qui peuvent être de valeur différente, jamais moins de 100 ECV (correspondant à 90 cents d'euros et 1 dollar).
Statuts Elles doivent être écrites et contenir le nom des associés, le type de société, la société, l'objet, le siège social, le capital social, les quotas et la date de clôture de l'exercice annuel. Modifié par un minimum de 3/4 des voix correspondant au capital-actions.	Gestion et Comptabilité Exercé par des personnes physiques, qui peuvent être ou non partenaires. Il est personnel et non transférable. Les comptes doivent être soumis aux actionnaires pour contrepartie dans les 3 premiers mois suivant la fin de chaque exercice.
3. SOCIÉTÉS ANONYMES (SA)	
Description Il s'agit d'un type de société commerciale dans laquelle le capital social est divisé en actions. Les actionnaires (associés) limitent leur responsabilité à leurs propres dettes. Ils ne sont pas responsables, en principe, des dettes de la société et ne sont pas responsables envers la société du paiement de toutes les cotisations convenues dans le protocole d'association.	Capital Social Il est divisé en actions qui peuvent être de valeur différente, jamais inférieure à 1000 escudos (correspondant à 9,06 euros et 10,09 dollars), sauf si le statut ne prévoit pas de valeur.
Statuts Elles doivent contenir le nombre d'actions, leur transfert, les catégories d'actions, le montant du capital et l'émission des obligations.	Gestion et Comptabilité Exercé par un conseil d'administration et supervisé par un conseil fiscal et un vérificateur. Les comptes doivent être soumis aux actionnaires pour contrepartie dans les 3 premiers mois suivant la fin de chaque exercice.



RÉGIME JURIDIQUE SPÉCIAL: MICRO & PETITES ENTREPRISES (REMPE)

CRITÈRES

La loi no. 70/VIII/2014, approuvée le 26 août 2014 a créé le Régime Juridique Spécial pour les Micro et Petites Entreprises (REMPE).

CHAMP D'APPLICATION

- Sociétés ayant la forme juridique de société à responsabilité limitée;
- Les promoteurs ne peuvent pas être partenaires d'une autre REMPE ayant le même objectif social;
- Les promoteurs ne peuvent être des organismes publics et des entreprises qui ne sont pas des micro-entreprises ou des petites entreprises;
- Les promoteurs ne peuvent pas être des sociétés étrangères;
- Ils ne peuvent être constitués sous forme de coopératives;
- Ils ne peuvent pas être importateurs, sauf les micro-importateurs et les petits importateurs;
- Il ne peut s'agir d'entreprises exerçant des activités dans le secteur juridique, comptable, vérificateur, architecte, ingénieur, publicitaire, études de marché, cliniques médicales, dentiste et autres figurant sur la liste annexée à la loi.

INCITATIONS FISCALES

- Taxe Spéciale Unifiée (ETS) de 4 % sur le chiffre d'affaires, déclarée trimestriellement ;
- La micro-entreprise bénéficie d'une réduction de 30 % sur le TCU au cours des deux premières années;
- Les petites entreprises bénéficient d'une réduction de 30 % du TUE la première année et de 20 % la deuxième année après leur création;
- Exonération de la taxe de timbre lors de la passation d'un contrat de financement;
- Bonifications d'intérêts;
- Subvention allant jusqu'à 50 % des intérêts financiers pour l'acquisition d'équipements de micro-production d'énergie renouvelable;
- Exonération des droits de douane et de la TVA pour l'importation d'un véhicule de transport d'un âge maximum de 5 ans ;
- Les micro et petites entreprises inscrites au registre industriel peuvent bénéficier d'une exonération des droits de douane sur l'importation de matières premières et de fournitures pendant les 4 premières années.

SIMPLIFICATION

- Bénéficier d'un traitement privilégié, différencié et simplifié par les pouvoirs publics;
- Pas besoin de publier les documents de l'entreprise;
- Simple notification à la mairie pour les activités commerciales et de service.

DEFINITIONS

- **Microentreprises:** sociétés commerciales, industrielles et de services dont le chiffre d'affaires annuel est de 5.000.000 ECV (correspondant à 45,3 mille euros et 50,5 mille dollars) et/ou employant jusqu'à cinq travailleurs
- **Petites Entreprises:** entreprises commerciales, industrielles et de services ayant un chiffre d'affaires annuel de 10.000.000 ECV (correspondant à 90,7 milliers d'euros et 100,9 milliers de dollars) et/ou jusqu'à 10 salariés.

OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES

- Au moins 25 % des achats de biens et services auprès de l'État;
- Au moins 10 % de la fourniture de biens et services par de grandes entreprises publiques et privées dans le cadre de contrats de fourniture à l'État;
- Au moins 10 % de la valeur du marché pour les marchés de travaux publics sous-traités.

LA CRÉATION ET L'ENREGISTREMENT DE SOCIÉTÉS

Il existe actuellement deux procédures d'enregistrement des sociétés au Cabo Verde. La procédure Empresa No Dia (END) et la procédure traditionnelle auprès des registres fonciers et commerciaux. Le tableau suivant détaille les procédures d'enregistrement et leurs avantages.

Dans le processus d'enregistrement, il est effectué le registre fiscal et de sécurité sociale. Dans la modalité END, l'enregistrement est effectué immédiatement et l'entreprise reçoit un numéro d'identification fiscale (NIF) et un numéro de sécurité sociale dans le Système de Sécurité Sociale. Alors que dans la modalité traditionnelle, l'entreprise doit demander ces enregistrements aux autorités fiscales et de sécurité sociale.

1. ENTREPRISE DANS LE JOUR/EMPRESA NO DIA (END)

Exigences

- Carte d'identification personnelle et NIT des associés/ actionnaires ou certificat commercial et procès-verbal de l'assemblée générale approuvant l'inscription en qualité d'associé/actionnaire de la société ;
- Certificat de dénomination sociale;
- Informations sur le type de société, la raison sociale, le capital social, la répartition des quotas ou actions, leur mode de paiement (pécuniaire ou en nature), les organes de gestion et les personnes qui y prennent fonction ainsi que le chiffre d'affaires de la première année;
- Déclaration de responsabilité du comptable.

Avantages

- Vitesse (en quelques heures);
- Fourni un contrat de société avec les dispositions essentielles;
- Procéder immédiatement au registre des impôts, du travail et de la sécurité sociale;
- Coût environ 15.000 ECV (correspondant à 136,02 euros et 151,47 dollars).

Entités Compétentes

- Casa do Cidadão;
- Chambres de commerce;
- Business Incubation Center (BIC);
- Partenaires de la Casa do Cidadão.

2. ENREGISTREMENT TRADITIONNEL

Exigences

- Carte d'identification personnelle et TIN des associés/ actionnaires ou certificat commercial et procès-verbal de l'assemblée générale approuvant l'inscription en qualité d'associé/actionnaire de la société;
- Certificat de dénomination sociale;
- Statuts;
- Déclaration de responsabilité du comptable.

Avantages

- Permet l'inscription par le biais d'un contrat de partenariat élaboré par les partenaires

Entités Compétentes

- Registre de la propriété et du commerce (Bureau d'Enregistrement - Registres, Notaire et Identification).

FISCALITÉ ET SÉCURITÉ SOCIALE

Dès la phase de planification, mais surtout maintenant dans la phase d'enregistrement, il est important une connaissance adéquate de la fiscalité et du régime de sécurité sociale au Cabo Verde.

La connaissance des impôts et taxes applicables aux régimes fiscaux pour les grandes entreprises, y compris celles qui pratiquent l'importation et l'exportation, ainsi que les micros et petites et moyennes entreprises jouent un rôle essentiel dans la prise de décision. Qu'il s'agisse de décisions d'investissement, financement, la distribution des résultats, les décisions quotidiennes telles que la stratégie de fixation des prix, le recrutement de ressources humaines, l'approvisionnement en matières premières, des biens et services pour le fonctionnement de l'entreprise.

Ainsi, ce cadre résume les régimes fiscaux, les conditions qui s'appliquent à leur encadrement, les taxes et les types de déclaration et procédure de remise et de paiement.

1. COMPTABILITÉ ORGANISÉE

Exigences

- Chiffre d'affaires supérieur à 10 millions ECV (correspondant à 90,7 mille euros et 101 mille dollars);
- Les entreprises non couvertes par le régime fiscal unique spécial;
- Les entreprises qui s'occupent d'importation;
- Les entreprises qui optent pour ce système.

Contribution

- Rapport annuel sur les comptes et imposition des bénéfices respectifs
- Impôt sur les bénéfices de 22%
- Règlement et livraison mensuelle de la TVA
- Retenue mensuelle et remise de l'impôt sur le revenu payé aux fournisseurs de services
- Émission et remise obligatoires de la facture électronique

Livraison et Paiement

- Livraison et paiement mensuel de l'IRP et de la TVA;
- Présentation annuelle des comptes (modèle 1B) et renseignements financiers complets;
- Envoi du fichier SAFT-CV;
- Livraisons par l'intermédiaire de la plateforme nationale de gestion des recettes.

2. RÉGIME SPÉCIAL UNIFIÉ

Exigences

- Exclusif pour les micro et petites entreprises enregistrées dans REMPE.

Contribution

- Application de la Taxe Spéciale Unifiée par un taux de 4% sur les ventes, ne pouvant être inférieur à un million d'ECV (correspondant à 9.1 mille euros et 10.1 mille dollars);
- Livraison et paiement de la déclaration trimestrielle, accompagnée des annexes des clients et fournisseurs, en avril, juillet, octobre et janvier
- Émission et remise obligatoires de la facture électronique

Livraison et Paiement

- Trimestriellement par l'intermédiaire de la plateforme nationale de gestion des recettes.

LICENCE DE LA SOCIÉTÉ

La législation cap-verdienne prévoit que, dans certains secteurs, l'enregistrement de la société n'est pas une condition unique pour l'exercice de l'activité. Dans des secteurs tels que le commerce, l'hôtellerie, la construction, l'éducation, la santé, les services de pharmacie, la pêche, les services comptables, l'audit, les services financiers, les transports aériens, routiers et maritimes, toutes les industries, l'exercice de l'activité nécessite une licence préalable auprès des autorités compétentes avec la tutelle dans le secteur ou des entités ayant des compétences déléguées, comme c'est le cas des chambres de commerce.

Ainsi, voici une liste des activités sur lesquelles le régime de licences préalables et les entités qui octroient les licences s'appliquent.

Exception aux autres activités non décrites ci-dessus et aux entreprises RSMPE dont l'exercice de l'activité peut être effectué par une simple communication préalable à la mairie où la micro ou petite entreprise opère.

3. SÉCURITÉ SOCIALE

Exigences

- Toutes les entreprises.

Contribution

- Réduction de 8,5 % sur le salaire de base et les autres revenus du travailleur;
- Contribution de l'employeur de 16%;
- Enregistrement des travailleurs auprès de l'Institut national de la sécurité sociale (INPS).

Livraison et Paiement

- Livraison et paiement mensuel sur la plateforme de l'Institut National de la Sécurité Sociale (INPS).

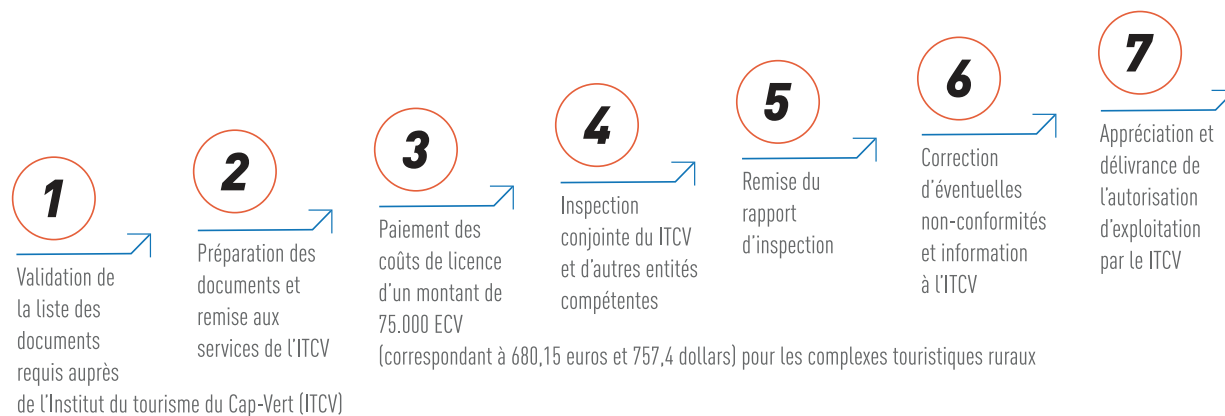
LICENCE ENTREPRISE

En se concentrant sur les secteurs qui ont été mis en évidence dans le chapitre sur les opportunités commerciales, on trouvera ci-dessous une présentation étape par étape des procédures d'octroi de licences.

ORGANISMES DE COORDINATION DES LICENCES

Secteur	Entité de coordination
COMMERCE D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION	— Chambres de Commerce
INDUSTRIE	— Direction Générale de l'Industrie
HÔTELLERIE	— Institut du Tourisme Du Cap-Vert
construction	— Inspection Générale de la Construction et des Biens Immobiliers
ÉDUCATION	— Direction Générale de l'Éducation
ÉTUDES SUPÉRIEURES	— Direction Générale de l'Enseignement Supérieur
FORMATION PROFESSIONNELLE	— Institut Pour l'Emploi et la Formation Professionnelle
SANTÉ ET PHARMACIE	— Organisme Indépendant de Réglementation de la Santé
PÊCHES	— Institut de la Mer
SERVICES DE COMPTABILITÉ ET D'AUDIT	— Ordre des Comptables et des Vérificateurs Agréés
SERVICES FINANCIERS	— Banque du Cap-vert et Audit Général des Marchés de Valeurs Mobilières
TRANSPORT ROUTIER PUBLIC	— Direction Générale des Transports Routiers
TRANSPORTS MARITIMES	— Institut Maritime Et Portuaire

1. GUIDE DE PROCÉDURES: TOURISME-HÔTELLERIE



List of required documents

- > Formulaire de licence rempli
- > Certificat commercial de l'entreprise
- > Statuts de la société
- > Déclaration de NIF de l'entreprise
- > Documents d'identité et NIF des associés, gérants ou mandataires
- > Déclaration de régularité fiscale et de sécurité sociale
- > Plan d'affaires ou mémoire descriptif de l'établissement
- > Liste des équipements
- > Contrat d'exploitation, si l'entreprise est la propriété de tiers
- > Contrat avec les opérateurs et les agences de voyages
- > Liste des collaborateurs

Pour les projets à construire:

- > Conception architecturale et budget
- > Plan de localisation
- > Certificat de matrice cadastrale
- > Certificat de titre de propriété
- > Permis de construire

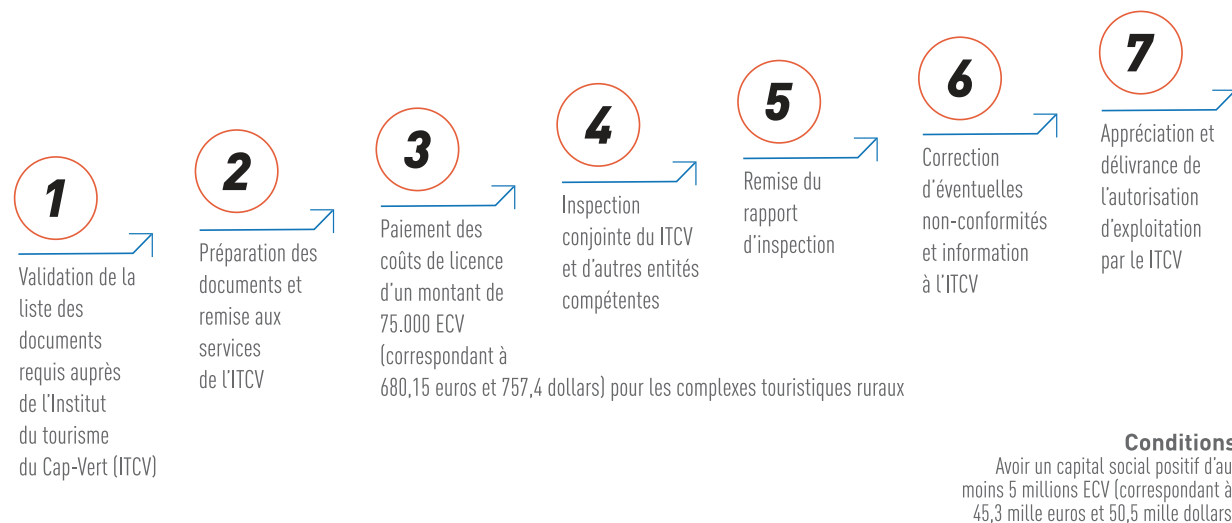
2. GUIDE DE PROCÉDURES: TOURISME-RESTAURATION



List of required documents

- > Formulaire de licence rempli
- > Certificat commercial de l'entreprise
- > Statuts de la société
- > Déclaration de NIF de l'entreprise
- > Documents d'identité et NIF des associés, gérants ou mandataires
- > Déclaration de régularité fiscale et de sécurité sociale
- > Plan d'affaires ou mémoire descriptif de l'établissement
- > Liste des équipements
- > Contrat d'exploitation, si l'entreprise est la propriété de tiers
- > Liste des collaborateurs et leur certificat médical

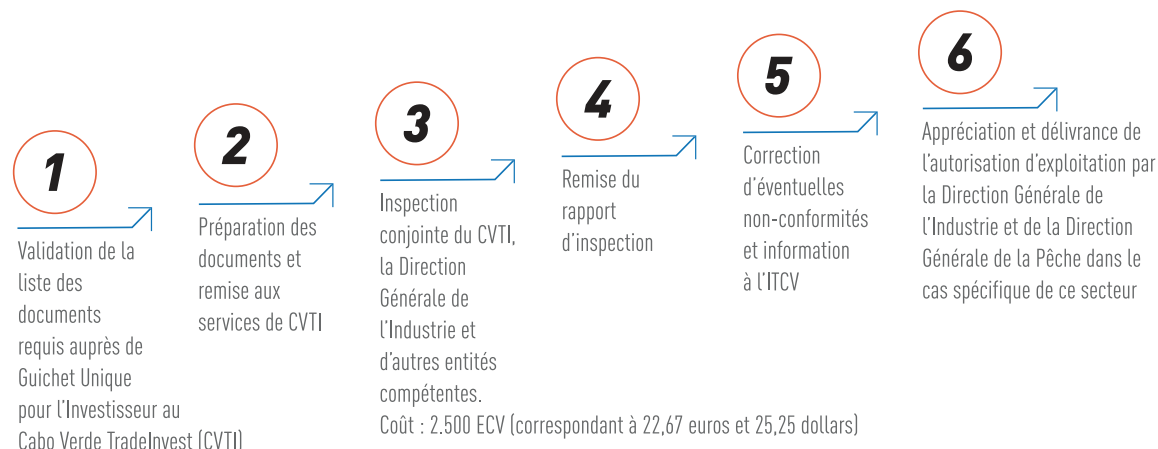
3. GUIDE DE PROCÉDURES: TOURISME-AGENCES DE VOYAGES ET DE TOURISME



List of required documents

- > Formulaire de licence rempli
- > Certificat commercial de l'entreprise
- > Statuts de la société
- > Déclaration de NIF de l'entreprise
- > Documents d'identité et NIF des associés, gérants ou mandataires
- > CV des gérants
- > Diplôme ou certificat de formation supérieure du gérant
- > Copie certifiée des formations, postes de direction, fonctions dans d'autres services touristiques
- > Enregistrement et autorisation du directeur technique
- > Déclaration de régularité fiscale et de sécurité sociale
- > Casier judiciaire du directeur technique et du gérant
- > Preuve de paiement d'une caution d'un montant de 1.250.000 ECV (correspondant à 11,3 mille euros et 12,3 mille dollars) en faveur de l'ITCV
- > Certificat de matrice cadastrale et de titre de propriété de bureau, s'il appartient à l'entreprise
- > Contrat de bail enregistré, en cas de location de bureaux
- > Déclaration d'utilisation avec signature notariée
- > Plan intérieur, dans le cas d'une surface supérieure à 100 m².
- > Croquis, dans le cas d'une surface inférieure à 100 m²
- > Mémoire descriptif de l'agence et son encadrement dans la législation en vigueur

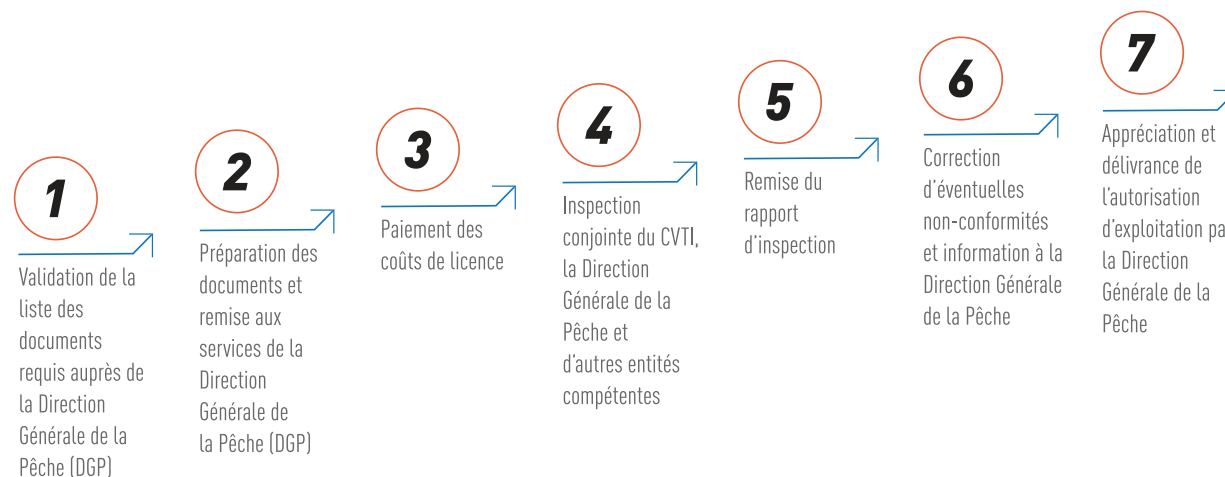
4. GUIDE DE PROCÉDURES: L'INDUSTRIE



List of required documents

- > Fiche d'identité de la société
- > Fiche du projet
- > Certificat commercial de l'entreprise
- > Statuts de la société
- > Déclaration de NIF de l'entreprise
- > Documents d'identité et NIF des associés, gérants ou mandataires
- > Déclaration de capacité civile
- > Plan d'affaires ou mémoire descriptif de l'établissement, comprenant la description du procédé et des normes de fabrication
- > Liste des équipements
- > Contrat de bail, si l'entreprise est la propriété de tiers
- > Plan de localisation
- > Certificat de matrice cadastrale
- > Certificat de titre de propriété

5. GUIDE DE PROCÉDURES: PÊCHE-LICENCES DES NAVIRES



List of required documents

- > Formulaire de demande
- > Certificat commercial de l'entreprise, si le propriétaire est une entité corporative
- > Statuts de la société, si le propriétaire est une entité corporative
- > Déclaration de NIF de l'entreprise ou propriétaire
- > Documents d'identité et NIF des associés, gérants ou mandataires
- > Mémoire descriptif du navire
- > Autorisation sanitaire délivrée par la DGP (Direction Générale de la Pêche)
- > Demande de bonnes pratiques d'hygiène
- > Demande de programme de bonnes pratiques de conservation du poisson
- > Contrat d'exploitation, si le navire est la propriété de tiers

Licensing costs:

- > Permis de pêche au thon, avec senne tournante, dans navires de plus de 1000 à 1500 tonnes inclus : 2.500.000 ECV (correspondant à 22,67 mille euros et 25,25 mille dollars)
- > Permis de transbordement, au-delà de 700 à 1000 tonnes inclus : 90.000 ECV (correspondant à 816,2 euros et 909 dollars)
- > Redevance annuelle à percevoir pour la délivrance de licences aux navires, nationaux et étrangers, d'appui aux activités de pêche : 90.4173 ECV (correspondant à 8,2 mille euros et 9,1 mille dollars)
- > Redevance annuelle à percevoir pour la transmission du signal par satellite - VMS : 132.318 ECV (correspondant à 1,2 mille euros et 1,3 mille dollars)

6. GUIDE DE PROCÉDURES: COMMERCE D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION

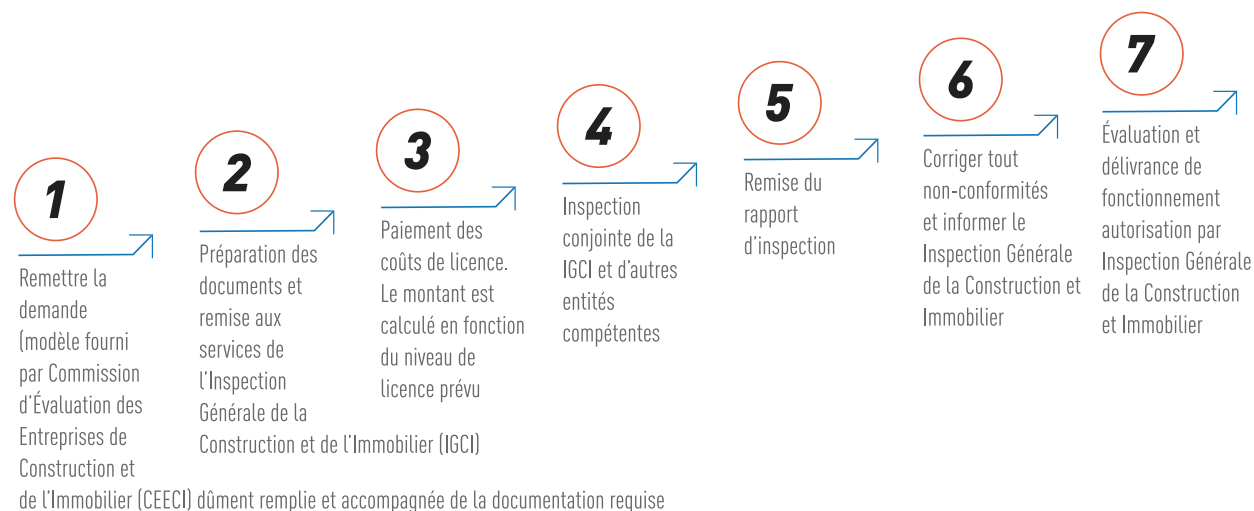


List of required documents

- > Formulaire de licence rempli
- > Certificat commercial de l'entreprise
- > Statuts de la société
- > Déclaration de NIF de l'entreprise
- > Documents d'identité et NIF des associés, gérants ou mandataires
- > CV des gérants
- > Diplôme ou certificat de qualification académique
- > Casier judiciaire du gérant
- > Certificat de matrice cadastrale et de titre de propriété des entrepôts, s'ils appartiennent à l'entreprise
- > Contrat de bail enregistré, en cas de location des entrepôts
- > Déclaration d'utilisation avec signature notariée
- > Plan intérieur, dans le cas d'une surface supérieure à 100 m2.
Croquis, dans le cas d'une surface inférieure à 100 m2
- > Mémoire descriptif de l'agence et son encadrement dans la législation en vigueur

7. GUIDE DE PROCÉDURES: ENTREPRISES DE CONSTRUCTION

List of required documents



- > Déclaration de numéro d'identification fiscale (NIF)
- > Certificat du registre commercial
- > Copie de la carte d'identité de l'entrepreneur au nom individuel ou des représentants légaux de l'entreprise
- > Casier judiciaire de l'entrepreneur au nom individuel ou des représentants légaux de l'entreprise
- > Déclaration d'aptitude, dûment remplie, par le directeur ou les représentants légaux de l'entreprise (modèle fourni par CEECI)
- > Organigramme, avec description de la structure organisationnelle de l'entreprise
- > CV des gérants ou des représentants légaux de l'entreprise
- > Preuve de l'inscription du personnel au système de sécurité sociale (déclaration de l'INPS-Institut National de la Sécurité Sociale)
- > Déclaration de la compagnie d'assurance, prouvant que le personnel est couvert par Assurance Obligatoire contre les Accidents du Travail (SOAT-Seguro Obrigatório de Accidente de Trabalho)
- > Liste nominale de cadres techniques et responsables de l'entreprise, en joignant:
 - CV du technicien du personnel de l'entreprise, dûment remplie (modèle fourni par CEECI)
 - Copie de la carte d'identité et du NIF dudit technicien ainsi que l'autorisation de l'ordre professionnel correspondant
 - Lien contractuel entre le technicien et l'entreprise, dûment rempli (modèle fourni par CEECI)
- > Liste des outils et équipements que l'entreprise possède. Si c'est des équipements lourds - machines ou véhicules, il faut présenter la preuve de possession (documents d'achat, location ou crédit-bail ou encore carte de réintégrations et amortissements)
- > Copie du bilan et du compte de résultat, accompagné du modèle 1B des finances, le cas échéant

La licence d'une entreprise pour opérer dans le secteur est évaluée par l'Inspection Générale de la Construction et de L'immobilier (IGCI) et décidée par la Commission D'évaluation des Entreprises de Construction et D'immobilier (CEEI).

Les licences pour les entrepreneurs sont délivrées sur la base de différentes classes auxquelles une entreprise peut appartenir, avec des exigences différentes en matière de personnel technique, de capitaux propres, de type et de valeur des travaux pouvant être réalisés (allant de 30.000.000 ECV (correspondant à 272.000 euros et 303.000 dollars) pour la classe 1, à plus de 2.000.000 ECV (correspondant à 18.001 euros et 20.002 dollars) pour la classe 9). Le taux à payer pour l'octroi ou la modification de la licence, pour 10 sous-catégories à titre d'exemple, est comprise

entre 45.000 ECV (correspondant à 4.008 euros et 4054 dollars) pour la classe 1 et 5.240.000 ECV (correspondant à 47,5 mille euros et 52,9 mille dollars) pour la classe 9.

Une alternative à l'permis de commerce pour les petites entreprises est le titre d'enregistrement, qui ne nécessite pas d'ingénieur ou d'architecte (un maître d'œuvre ou un professionnel similaire suffit), pour lequel il est possible d'effectuer des travaux d'une valeur maximale de 9.000.000 ECV (correspondant à 81.600 euros et 90.900 dollars).

AVANTAGES FISCAUX

Les avantages fiscaux sont des investissements publics dans l'activité privée sous la forme d'une réduction ou d'une exemption temporaire de impôts et taxes. Attribuées dans le but d'encourager les activités à caractère social au-delà de l'initiative de l'État, mais aussi pour promouvoir l'investissement privé essentiel à la croissance économique, création d'emplois et augmentation des revenus. Dans ce cadre, l'État du Cabo Verde offre des incitations fiscales aux secteurs de la santé, de l'éducation, des services sociaux, du tourisme, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche et des services.

Les avantages peuvent être obtenus avec ou sans autorisation préalable. Dans la forme qui ne nécessite pas d'autorisation préalable, les incitations sont accordées par le biais de la fiscalité douanière, qui établit la réduction ou l'exemption de Droits de Douane ou des taxes applicables à un ensemble de produits, ou dans les déclarations fiscales annuelles lorsqu'il s'agit de l'embauche de jeunes, de l'embauche de chômeurs et des pertes fiscales.

De son côté, la modalité qui exige une autorisation préalable nécessite un ensemble d'exigences, notamment l'enregistrement de l'entité, le permis d'activité, la réalisation d'investissements, entre autres. Dans cette modalité, en fonction du niveau d'investissement prévu, le Code des Avantages Fiscaux^[41] permet à l'État du Cabo Verde de conclure des avantages fiscaux extraordinaires avec l'investisseur.

Dans le cadre des mécanismes d'incitation prévus par le Code des avantages fiscaux et la loi sur les investissements, le Cabo Verde TradeInvest (CVTI) est responsable de la reconnaissance de la conformité avec les exigences requises pour que les investissements puissent accéder aux avantages. Par le biais du Guichet Unique pour les Investisseurs (GUI), la CVTI traite les

demandes de reconnaissance ainsi que les demandes d'autorisation dans les secteurs d'activité les plus variés, en faisant le pont avec les autorités de délivrance des licences du secteur, comme indiqué dans le tableau ci-dessus.

Le tableau suivant résume les avantages fiscaux définis dans le code, les conditions d'accès respectives, les types d'incitations et les procédures de traitement des demandes.

SYSTEME D'INCITATION

Les systèmes d'incitation décrits ci-dessous, notamment les incitations financières, les incitations fiscales, y compris les incitations non financières, ils visent à contribuer à la transformation du tissu productif national, en soutenant la création de biens et services innovants et à plus grande valeur ajoutée, pour la qualification des entreprises, en encourageant l'investissement dans la compétitivité, l'internationalisation de l'économie et la promotion des exportations. Elles misent également davantage sur les partenariats, le transfert et la valorisation des connaissances et sur les défis de la croissance verte et durable.

[41] Loi no 80/IX/2020 du 26 mars, qui réglemente le statut de Projet Mérite Différencié

1. RÉGIME DE CONVENTION D'ÉTABLISSEMENT (AVANTAGES CONTRACTUELS)

Avantages

- À définir en fonction du projet sur les droits d'importation, impôt des sociétés (IS) et impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP), Taxe Foncière, Droit de Timbre.

Conditions d'Accès

- Secteurs couverts: tous
- Conformité avec le système comptable organisé MMMMM
- Investisseur ayant des compétences techniques et de gestion
- Valeur de l'investissement supérieure à 3 milliards ECV (correspondant à 27,2 millions d'euros et 30,3 millions de dollars) dans des municipalités dont le PIB par habitant est supérieur à la moyenne nationale
- Valeur de l'investissement supérieure à 1,5 milliard d'escudos (soit 13,6 millions d'euros et 15,1 millions de dollars) dans les municipalités dont le PIB par habitant est inférieur à la moyenne nationale
- Création d'un minimum de 20 emplois directs qualifiés.

Procédure

- Demande via le Guichet Unique pour l'Investisseur du Cabo Verde TradeInvest

2. RÉGIME D'INVESTISSEMENT

Avantages

- Déduction jusqu'à 50 % de la perception annuelle de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sur 30 % des investissements réalisés
- Exemption de Droits de Timbre sur les opérations de financement des projets d'investissement
- Réduction de Droits de Douane à 5 % en cas d'importation de biens pour la réalisation de l'investissement
 - La liste détaillée des Avantages Fiscaux figure à l'article 15 du Code des Avantages Fiscaux]

Setores abrangidos

- Santé, Environnement. Industrie Créative, Tourisme, Promotion Touristique et Immobilière, Industrie, Transport Aérien, Maritime, Services Portuaires et Aéroportuaires, Énergies Renouvelables, Recherche et Développement (R&D) et Développement des TIC.

Conditions d'Accès

- Enregistrement du projet au Guichet Unique pour l'Investisseur
- Le cadre du régime de comptabilité organisée
- Investissement en actifs immobilisés, acquises, à l'état neuf et affectées à l'activité de l'entreprise sur le territoire national
- Acquisition de brevets et de licences
- Situation fiscale et contributive régularisée
- Certificat d'Investisseur Emigrant

Procédure

- Envoi de la déclaration annuelle des revenus du modèle 1B, y compris les justificatifs d'acquisition des actifs, brevet et licences par voie en ligne sur la plateforme de la Direction Nationale des Recettes de l'État (DNRE).

2.1. RÉGIME D'INVESTISSEMENT (AUTRES SECTEURS)

Avantages

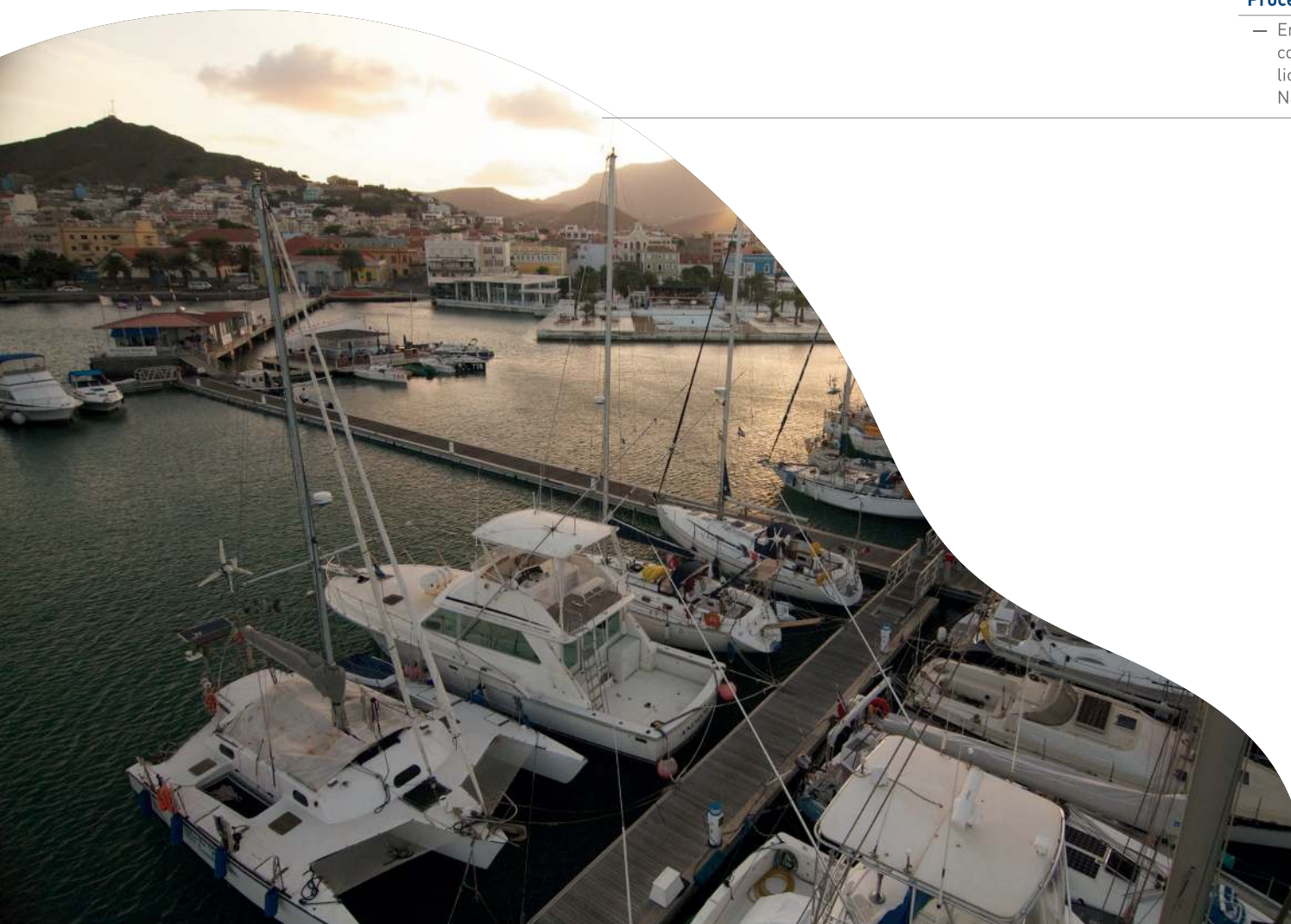
- Déduction jusqu'à 50 % de la perception annuelle de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sur 20 % des investissements réalisés
- Exemption de Droits de Timbre sur les opérations de financement des projets d'investissement
- Réduction de Droits de Douane à 5 % en cas d'importation de biens pour la réalisation de l'investissement;
- La liste détaillée des Avantages Fiscaux figure à l'article 15 du Code des Avantages Fiscaux.

Conditions d'Accès

- Enregistrement du projet au Guichet Unique pour l'Investisseur
- Le cadre du régime de comptabilité organisée
- Investissement en actifs immobilisés, acquises, à l'état neuf et affectées à l'activité de l'entreprise sur le territoire national
- Acquisition de brevets et de licences
- Situation fiscale et contributive régularisé
- Certificat D'investisseur Emigrant

Procédure

- Envoi de la déclaration annuelle des revenus du modèle 1B, y compris les justificatifs d'acquisition des actifs, brevet et licences par voie en ligne sur la plateforme de la Direction Nationale des Recettes de l'État (DNRE)



TOURISME

L'accès aux incitations fiscales se fait par l'attribution du statut d'utilité touristique, dont le processus de traitement suit les étapes et les exigences suivantes près du Cabo Verde TradeInvest:

- Résumé du projet avec les principaux indicateurs économiques et financiers.
- Copie de la carte d'identité des promoteurs;
- Curriculum Vitae des promoteurs ou historique de l'entreprise (si le demandeur est une entreprise);
- Acte constitutif et certificat du registre commercial;
- Relevé bancaire (société nouvellement constituée);
- Déclaration de situation auprès de l'Administration fiscale (entreprise en activité);
- Déclaration de la situation contributive auprès de la sécurité sociale (entreprise en activité);
- Plan de localisation;
- Preuve de la propriété du terrain;
- Licence d'exploitation (le cas échéant - par exemple en cas d'expansion);
- Instrument d'atténuation des incidences sur l'environnement (approuvé ou preuve de remise);
- Preuve d'approbation;
- Master Plan et/ou projet d'architecture, approuvé par l'autorité compétente et établi conformément au décret-loi n° 14/94, du 14 mars, en liaison avec le règlement général sur la construction et le logement urbain;
- Cahiers des charges et liste quantifiée de tous les matériaux à consommer ou à utiliser dans les travaux et les équipements (soumis à l'exemption douanière);
- Le calendrier d'exécution et de mise en œuvre.

PROJETS MÉRITE DIFFÉRENCIÉ ET PROJETS DES ÉMIGRANTS

Le statut de Projet Mérite Différencié (PMD)^[42] est attribué aux projets d'investissement qui remplissent, cumulativement, les conditions suivantes:

- Montant de l'investissement égal ou supérieur à CVE 1.500.000.000\$00 (correspondant à 13.603.591,35 €);
- Contribue, en termes nets, à l'amélioration de la balance des paiements;
- Utilise des technologies, des processus de production et de commercialisation qui minimisent les impacts environnementaux ou favorisent la durabilité environnementale;
- Crée au moins cinq emplois qualifiés (en considérant comme tels ceux qui nécessitent une formation technique spécialisée, professionnelle ou supérieure);
- Introduit des facteurs susceptibles de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'offre; et
- Remplit les conditions requises pour bénéficier des avantages fiscaux (relatifs à l'assujetti) prévus dans le Code des Avantages Fiscaux ("CAF");

Ces conditions sont les suivantes:

- Encadrement du régime fiscal par la comptabilité organisée, conformément au système de normalisation comptable du Cabo Verde;
- Utilisation exclusive de la méthode de communication électronique en ligne pour l'accomplissement des obligations fiscales;
- Ne pas être taxé par des méthodes indirectes;
- Situation fiscale et contributive régularisée.

Les avantages fiscaux suivants (cumulatifs avec ceux prévus dans le CAF) sont accordés aux projets d'investissement bénéficiant du statut de PMD:

- Exemption de la taxe foncière sur l'achat d'un bien immobilier destiné exclusivement à l'installation du projet d'investissement;

[42] Loi n° 80/IX/2020, du 26 mars, réglementant le statut des Projets Mérite Différencié

- Exemption de Droit de Timbre sur les opérations de financement d'investissement;
- Exemption de Droits de Douane à l'importation de biens liés à l'objet principal du projet d'investissement;
- Contribution de l'État pouvant atteindre 50 % des coûts de formation et de qualification des ressources humaines au cours de la première année d'activité.

Le statut de PMD est également attribué aux projets d'investissement d'une valeur égale ou supérieure à 500.000.000\$00 (correspondant à 4.535.530,45), lorsqu'ils sont développés dans une municipalité dont le PIB moyen par habitant, au cours des trois dernières années, est inférieur à la moyenne nationale, et qui répondent aux autres critères indiqués ci-dessus. Dans ces cas, en plus des avantages fiscaux et douaniers énumérés ci-dessus, le projet d'investissement peut encore être attribué des avantages supplémentaires.

D'autres avantages résultant de la création d'emplois, des dépenses de formation, des stages et des bourses, du mécénat peuvent être consultés dans le Code des Avantages Fiscaux.

3. PROJET MÉRITE DIFFÉRENCIÉ (PMD) ET PROJET DES EMIGRANTS

Avantages

- Déduction jusqu'à 50 % de la perception annuelle de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques:
 - 30 % des investissements réalisés
 - 40% des investissements réalisés, si le projet est réalisé dans une commune dont le PIB par habitant est inférieur à la moyenne nationale
 - 50% des investissements réalisés, si le projet est promu par un Investisseur Emigrant dans une municipalité dont le PIB par habitant est inférieur à la moyenne nationale
- Exemption de Droits de Timbre sur les opérations de financement des projets d'investissement
- Réduction des droits de douane à 5 % sur l'importation de marchandises pour la mise en œuvre de l'investissement
 - La liste détaillée des Avantages Fiscaux figure à l'article 15 du Code des Avantages Fiscaux
- Réduction de Droits de Douane à l'importation des matières premières, supplémentaires, des produits finis et semi-finis utilisés dans la fabrication de produits par l'entreprise
- Exemption de l'impôt sur le patrimoine lors de l'acquisition d'immeubles destinés à l'activité d'entreprise

Conditions d'Accès

- Secteurs couverts: tous
- Le cadre du régime de comptabilité organisée
- Investissement en actifs immobilisés, acquises, à l'état neuf et affectées à l'activité de l'entreprise sur le territoire national
- Acquisition de brevets et de licences
- Situation fiscale et contributive régularisée
- Certificat d'Investisseur Emigrant
- Enregistrement du projet au Guichet Unique pour l'Investisseur

Procédure

- Demande auprès du Guichet Unique pour l'Investisseur du Cabo Verde TradeInvest

4. REGIME SPECIAL DES MICROS ET PETITES ENTREPRISES (RSMPE)

Avantages

- Impôt Spécial Unifié (ISU) de 4% sur les ventes
- Taxe couvre les obligations fiscales et la contribution patronale à la sécurité sociale
- Exemption de Droits de Douane et TVA à l'importation d'un véhicule de transport de marchandises âgé de moins de 5 ans
- RSMPE enregistré dans le Registre industriel a accès aux Avantages Fiscaux attribués à l'industrie
- Réduction de 30% de l'ISU pour les microentreprises au cours des deux premières années d'activité
- Réduction de 30% et 20% de l'ISU pour les microentreprises au cours des première et deuxième années d'activité, respectivement
- Exemption de Droits de Timbre pour les financements, l'enregistrement et les augmentations de capital
- Réduction de 50% des honoraires de notaire lors de l'acquisition d'immeubles

Conditions d'Accès

- Enregistrement d'une nouvelle entreprise ou licence d'une entreprise existante RSMPE
- Situation fiscale et contributive régularisée

Procédure

- Auprès de Casa do Cidadão;
- Auprès de Pro Empresa pour les entreprises existantes et qui souhaitent être encadrées dans le régime.

Champ d'Application

- Tous les secteurs, à l'exception de ceux énumérés au paragraphe 9.2 de l'article no 2 et qui figurent dans la liste annexée du régime juridique des micros et petites entreprises (RSMPE)

5. CENTRE INTERNATIONAL D'AFFAIRES, JEUNE STARTUP & ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES : COMMERCE ET INDUSTRIE

Avantages

- Réduction du IS d'ici au 31 décembre 2030 pour:
 - 5% pour les entités ayant au moins 10 travailleurs auxiliaires/salariés
 - 3,5 % pour les entités comptant au moins 20 salariés
 - 2,5 % pour les entités comptant au moins 50 salariés
- Exemption de Droits de Douane à l'importation de biens et équipements pour la réalisation de l'investissement, des matières premières, supplémentaires, des produits finis et semi-finis utilisés dans la fabrication de produits par l'entreprise
- Exemption de TVA
- Exemption de Droits de Timbre pour les financements, projet et investissements
- Exonération de la taxe foncière sur l'acquisition de biens immobiliers pour les activités de l'entreprise
- Exemption des honoraires de notaire lors de l'acquisition d'immeubles

Conditions d'Accès

- L'autorisation préalable auprès de GUI
- Le cadre du régime de comptabilité organisée
- Situation fiscale et contributive régularisé

Procédure

- Demande auprès du Guichet Unique pour l'Investisseur du Cabo Verde TradeInvest

6. CENTRE INTERNATIONAL D'AFFAIRES, JEUNE STARTUP & ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES : SERVICES

Avantages

- Réduction jusqu'au 31.12.2030 de l'IRPC à 2,5% pour les entités ayant un minimum de 4 travailleurs dépendants
- Exonération des droits de douane sur l'importation de biens et d'équipements nécessaires à la création de l'entreprise
- Exemption de TVA;
- Exemption du droit de timbre sur les opérations de financement de projets d'investissement
- Exonération de la taxe foncière sur l'acquisition de biens immobiliers pour les activités de l'entreprise
- Exemption des frais de notaire et des coûts liés à l'enregistrement de la société

Conditions d'Accès

- L'autorisation préalable auprès de GUI
- Le cadre du régime de comptabilité organisée
- Situation fiscale et contributive régularisé

Procédure

- Demande auprès du Guichet Unique pour l'Investisseur du Cabo Verde TradeInvest

7. L'INDUSTRIE

Avantages

- Exemption de Droits de Douane à l'importation de biens et équipements pour l'installation, l'agrandissement ou le renouvellement de l'entreprise, des matières premières, supplémentaires, des produits finis et semi-finis utilisés dans la fabrication de produits par l'entreprise (figurant dans l'Article 48 du Code des Avantages Fiscaux)

Conditions d'Accès

- L'autorisation préalable auprès de GUI
- Le cadre du régime de comptabilité organisée
- Situation fiscale et contributive régularisé

Procédure

- Demande auprès du Guichet Unique pour l'Investisseur du Cabo Verde TradeInvest

8. AGRICULTURE, ÉLEVAGE ET PÊCHE (Y COMPRIS FABRICATION DE BATEAUX)

Avantages

- Exemption de Droits de Douane à l'importation de biens
- La liste détaillée des Avantages Fiscaux figure, figurant dans l'Article 47 du Code des Avantages Fiscaux)

Conditions d'Accès

- Le cadre du régime de comptabilité organisée
- Situation fiscale et contributive régularisé

Procédure

- Direction Générale de l'Agriculture, Sylviculture et Élevage (DGASP)
- Direction Générale de la Pêche et Aquaculture (DNPA)

9. TRANSPORT MARITIME

Avantages

- Exemption de Droits de Douane à l'importation de navires marchands et remorqueurs, matériaux destinés à la fabrication et à la réparation des navires, tracteurs, et remorques destinés à l'exploitation des bateaux

Conditions d'Accès

- Réservé aux sociétés nationales d'armateurs dûment enregistrées et agréées

Procédure

- Institut Maritime Portuaire (IMP).

LA MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES

La mobilisation des financements est une étape importante du processus d'investissement, et l'une des étapes du processus qui bloque le plus les investissements et les fait abandonner. C'est pourquoi elle doit reposer sur des bases très solides, et les conditions suivantes sont donc essentielles:

- **Équipe et compétences:** une équipe de promoteurs et d'employés possédant une expérience pertinente dans le domaine d'activité de l'entreprise. Ces personnes seront des éléments clés dans les décisions quotidiennes de l'entreprise et dans le développement de produits qui apportent de la valeur aux clients, permettent à l'entreprise de se développer et d'assumer pleinement ses responsabilités financières vis-à-vis des créanciers, en particulier les banques et les fournisseurs.
- **Plan:** l'élaboration d'un business plan, comme indiqué ci-dessus, est un élément important de la planification de l'activité de l'entreprise, car il définit son modèle d'affaires, les ressources nécessaires, son financement, la projection des indicateurs financiers et l'évaluation de la viabilité de l'entreprise.
- **Ressources propres:** l'existence de ressources sous forme de valeurs monétaire ou en nature (biens et travail) est très valorisé par les bailleurs de fonds. Ils participent rarement à des projets où ils sont la seule source de ressources financières. En matière de financement bancaire, il est courant que le crédit ne dépasse pas 70 % des besoins. Alors que les financements par la voie du fonds propres, avec l'entrée de nouveaux partenaires, il prend généralement la forme d'une position minoritaire, c'est-à-dire un apport inférieur à 50 %. En effet, l'apport d'un montant significatif des besoins par le promoteur crédibilise sa position, lui permet de partager les risques avec les bailleurs de fonds, de fournir les garanties demandées et de sauvegarder une position confortable de décision et de contrôle sur

l'entreprise.

L'écosystème financier du Cabo Verde offre des options de financement bancaire diversifiées. Il s'agit de la banque commerciale, qui se concentre sur les petits prêts et les prêts de grande valeur. Dans ce segment, nous avons sept banques commerciales, présentes dans toutes les municipalités et îles du pays. Pour les prêts de très faible valeur, nous avons sept institutions de microcrédit. Morabi et OMCV sont les deux institutions qui opèrent à l'échelle nationale. Les autres opèrent principalement sur les îles de Santiago, Fogo et Santo Antão.

Avec une origine externe, le crédit des fournisseurs a une dimension très similaire au crédit bancaire. Il est de pratique courante pour les entreprises d'accorder des crédits commerciaux à court terme. Dans des secteurs tels que le commerce, la restauration et la petite industrie agroalimentaire, le crédit commercial est la source de financement la plus importante depuis le démarrage de l'activité et tout au long de la vie des entreprises. Il s'agit de créances renouvelables, généralement d'une durée de 30 à 60 jours, sans garantie et conditionnées essentiellement par la crédibilité personnelle du débiteur.

À une échelle encore réduite, le financement en fonds propres est actuellement limité à Pró-Capital et au Fonds d'impact qui a été lancé en décembre 2022. Ils investissent dans une combinaison de fonds propres et/ou de crédit pour une période de 5 à 7 ans, dans le cadre d'un accord de sortie préalable. En tant que partenaires, ils prennent toujours une position minoritaire et participent activement à l'activité opérationnelle de l'entreprise dans le but de soutenir la gestion de l'entreprise et d'obtenir des résultats et une croissance de l'activité.

La Bourse de valeurs du Cabo Verde est également un opérateur du système financier qui aide les entreprises et l'État à lancer des produits financiers en émettant des actions et des obligations sur le marché pour les investisseurs.

C'est donc l'une des possibilités offertes aux investisseurs de la diaspora qui ne souhaitent pas investir directement en créant leur propre entreprise. Pour sa part, le gouvernement capverdien a été un moteur important du système financier grâce à diverses initiatives visant à renforcer les garanties de crédit par le biais de garanties d'État et de Pro-Garante et, par conséquent, à promouvoir un accès plus facile au crédit pour les entreprises de la part des banques.

Voici un résumé des différents acteurs de l'écosystème financier du Cabo Verde auprès desquels les investisseurs de la diaspora peuvent mobiliser des fonds pour leurs entreprises.

BANQUES PANAFRICAINES

Les nouvelles banques panafricaines favorisent l'expansion des services financiers et l'intégration économique en Afrique, contribuant ainsi à libérer l'énorme potentiel d'une région en croissance rapide. Les principales ressources fournies par deux banques panafricaines sont résumées ci-dessous.

ÉCOSYSTÈME DE FINANCEMENT ÉCONOMIQUE

Modalité	Segment et Entités	Produits
CAPITAL EMPRUNTÉ	■ Banque — Banco Comercial do Atlântico (BCA) — Banco Cabo-verdiano de Negócios (BCN) — Banco BAI Cabo Verde — Banco Interatlântico (BI) — Caixa Económica de Cabo Verde — International Investment Bank (IIB) — Ecobank Cabo Verde ■ Microcrédit — Morabi - Cooperativa de Poupança e Crédito — COOP - ASDIS Microfinanças — Citi.COOP — SOLMI - Sociedade Cooperativa de Poupança e Crédito — OMCV Crédito — SOLDIFOGO COOP — FAMI-PICOS - Mutualidade de Poupança e Crédito — AMUSA - Associação para Mutualismo de Santo Antão ■ Fournisseurs — Empresas. ■ Garanties — Pró-Garante - Sociedade de Garantia Parcial de Crédito, S.A.	— Crédit d'Investissement — Prêts de Trésorerie — Crédit au Commerce Extérieur — Prêts immobiliers — Crédit-bail — Affacturage — Microcrédit pour l'investissement et la trésorerie — Prêts commerciaux — Garanties associées aux prêts bancaires
CAPITAL PROPRE	■ Capital-risque — Pró-Capital — Fonds Pró-Impacto	— Investissement des actionnaires minoritaires
CAPITAL MIXTE	■ Marchés des Capitaux — Bourse du Cabo Verde	— Émission d'Actions — Emissions d'Obligations — Obligations de la Diaspora
AUTRES	■ Mécanismes d'Incitation — Gouvernement du Cabo Verde	— Incitations Fiscales — Youth Start-up — Programmes d'Incubation

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT – BAD

L'un des principaux produits d'intérêt pour les investisseurs proposés par la BAD sont les prêts souverains non garantis (Non-Sovereign-Guaranteed Loans-NSGL), qui sont des prêts à spread fixe (Fixed Spread Loan-FSL) qui ont un spread de prêt fixe sur le taux de base pendant toute la durée du prêt. Ces prêts peuvent être utilisés pour le financement d'entreprises ou de projets^[43]:

- Dans le cadre du financement des entreprises, les entités éligibles obtiennent des ressources pour soutenir des programmes d'investissement visant à améliorer leurs performances globales dans des secteurs stratégiques;
- Dans le cadre du financement de projets, la Banque peut financer des projets spécifiques en remboursant la dette à partir des flux de trésorerie du projet.

En outre, la Banque peut souscrire des instruments de dette émis par des entreprises du secteur privé ou public, fournir des lignes de crédit et des lignes d'agence, offrir des prêts en monnaie locale et soutenir l'activité de syndication à l'aide de FSL. Voici quelques-unes des conditions à remplir:

- **Bénéficiaires** : Emprunteur sans garantie souveraine dans n'importe quel pays membre avec un projet domicilié dans n'importe quel pays membre régional, y compris les entités viables et autonomes du secteur public sans garantie souveraine et les entités du secteur privé;
- **Période de remboursement**: - Jusqu'à 15 ans, y compris une période de grâce maximale de 5 ans à compter de la signature du contrat de prêt. Si nécessaire, des prêts d'une durée plus longue peuvent être envisagés, sous réserve de l'autorisation du Comité des risques de crédit du groupe bancaire;
- **Valeur** : l'exposition de la Banque dans un projet ne dépassera pas (i) 33 % du coût total du projet ou du programme d'investissement, ou (ii) 50 % des fonds propres à tout moment dans le cas de prêts à des

institutions financières privées.

AFREXIMBANK - BANK AFRICAINE D'IMPORT-EXPORT

Ses options de financement^[44] pour les entreprises peuvent être divisées en financement de projet et développement des exportations.

Financement lié aux projets

La Banque offre des financements restreint pour les projets d'exportation, d'industrie et d'infrastructure qui soutiennent les exportations ou produisent des services qui peuvent être commercialisés, tels que l'énergie, les télécommunications et autres. Les promoteurs doivent avoir de l'expérience ou conclure des partenariats avec des organisations réputées. La Banque fournit également des prêts relais pour les projets dont le déblocage des fonds est retardé, mais qui remplissent toutes les conditions et garanties du prêt. L'objectif est de réduire le coût des retards de déblocage pour les projets bénéficiaires. Voici quelques-unes des conditions:

- **Bénéficiaires**: Entités éligibles promouvant des projets en Afrique ; et entités éligibles promouvant des projets en dehors de l'Afrique, à condition que le contenu africain de l'appel d'offres pour ce projet soit d'au moins 60% . Le contenu africain est défini comme la somme des loyers, des intérêts, des salaires, des traitements et des bénéfices conservés en Afrique;
- **Taux d'intérêt** : lié au Libor. Le Spread est déterminé par les risques de l'emprunteur, de la transaction et du pays, ainsi que par la durée du prêt;
- **Délai de remboursement** : Le délai de remboursement maximum dans le cadre de cette facilité est de 7 ans.

Développement des exportations

Afreximbank dispose d'un département de développement des exportations^[45] qui combine le crédit, la prise de risque, le jumelage et

[43] Pour plus d'informations, consulter le site: <https://www.afdb.org/en/documents/financial-products-handbook-2022-2023>

[44] Pour plus d'informations, consulter le site: <https://www.afreximbank.com/products-services/our-key-services/trade-project-financing/project-related-financing/>

l'accès au marché pour soutenir les projets visant à promouvoir la production de produits destinés à l'exportation, conformément aux objectifs d'industrialisation et de développement des exportations. Elle fournit également des services de conseil et de renforcement des capacités en vue de créer un environnement propice à l'industrialisation et au développement des exportations sur le continent.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI)

Membre du Groupe de la Banque mondiale, elle s'agit de la plus grande institution mondiale de développement centrée exclusivement sur le secteur privé, transformant les idées en investissements pour la croissance verte, les emplois inclusifs et les projets d'impact. Elle finance des initiatives dans les pays en développement, en investissant dans la croissance du secteur privé, en combinant le développement économique avec les besoins humanitaires pour créer un réel progrès pour les personnes et dans les endroits qui en ont le plus besoin^[44].

UNITED STATES AFRICAN DEVELOPMENT FOUNDATION (USADF)

Agence créée par le Congrès américain pour investir dans les organisations de base, les entrepreneurs et les petites et moyennes entreprises (PME) africaines. Les investissements de l'USADF^[45] favorisent le développement économique local en augmentant les revenus, les recettes et les emplois, Et créer des voies de prospérité pour les populations marginalisées et les communautés défavorisées. L'USADF accorde des subventions pouvant aller jusqu'à 250.000 dollars directement à des entreprises africaines défavorisées et à des entrepreneurs sociaux qui créent et maintiennent des emplois, améliorent les niveaux de revenus et renforcent la sécurité alimentaire, l'accès à l'énergie et les possibilités d'emploi pour leurs communautés.

[44] Pour plus d'informations, consulter le site: <https://www.ifc.org/en/what-we-do/products-and-services/how-to-apply-for-financing>

[45] Pour plus d'informations: <http://www.usadf.gov>



RÉALISATION DE L'INVESTISSEMENT ET DÉMARRAGE DES OPÉRATIONS

Après avoir réussi la phase la plus difficile du processus, la mobilisation des ressources financières, réunit les conditions pour la phase d'installation de l'entreprise. Cette phase est le début d'un long processus d'installation des infrastructures qui peut inclure l'acquisition de terrains ou de bâtiments publics ou la construction, l'accès aux services essentiels tels que l'eau et l'énergie, ainsi que le recrutement du personnel.

CONSTRUCTION

En fonction de la disponibilité de bâtiments adaptables dans la localité où l'entreprise doit s'installer, ou en raison d'avantages économiques à long terme, de l'emplacement ou des besoins spécifiques de l'entreprise, il peut s'avérer plus judicieux de construire un nouveau bâtiment.

Pour obtenir un permis de construire, bien que chaque mairie ait des procédures spécifiques, le processus comporte les étapes illustrées dans le tableau de la page suivante.

La construction comporte des risques de malfaçon, d'impact sur l'environnement et d'accident. Malgré le développement de projets d'architecture, de construction, de spécialités et autres, les défauts de construction, l'utilisation de matériaux de mauvaise qualité et les retards excessifs nécessitent une gestion de la construction avec une supervision permanente, une validation préalable des matériaux à utiliser, l'existence de garanties de bonne exécution, une assurance applicable à la construction, entre autres mesures de sauvegarde.

ACQUISITION ET CONCESSION DES BIENS DE L'ÉTAT

L'État du Cabo Verde dispose d'un vaste patrimoine de bâtiments et de terrains avec un potentiel important d'utilisation pour des activités

commerciales. Les biens de l'État sont acquis auprès de la Direction nationale du patrimoine de l'État et des marchés publics et auprès des municipalités, qu'il s'agisse de terrains de l'État ou de terrains municipaux. Il convient donc de suivre le processus étape par étape, depuis la phase de négociation jusqu'à l'enregistrement.

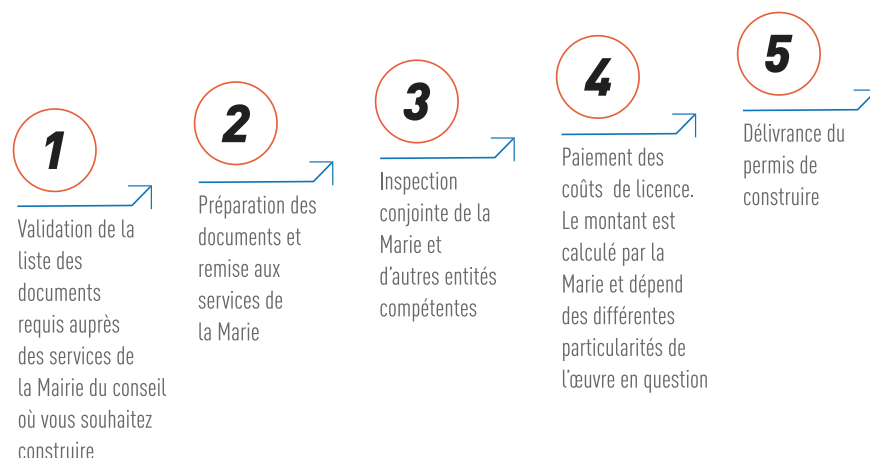
CONTRATS DE SERVICES ESSENTIELS

Pendant ou à la fin de la construction, il sera nécessaire de se connecter aux infrastructures essentielles, telles que le réseau électrique et le réseau d'approvisionnement en eau, afin que l'entreprise puisse fonctionner, tout en ayant la possibilité de produire pour sa propre consommation ou d'avoir recours à des contrats externes. Le développement actuel des technologies de production d'énergie a rendu plus facile, souvent moins coûteux et plus bénéfique pour l'environnement d'investir dans la production d'énergie renouvelable et, à partir de cela et lorsque cela se justifie, dans la production d'eau par dessalement. Les entreprises sont donc incitées à investir par des avantages fiscaux.

L'un des principaux avantages de l'énergie solaire pour les entreprises est la possibilité de réduire les coûts énergétiques et de devenir moins dépendantes de sources extérieures. En produisant leur propre énergie, les entreprises peuvent réduire leur dépendance à l'égard du réseau électrique, réduire considérablement leurs factures d'énergie et minimiser les interruptions d'approvisionnement. Cette source d'énergie propre et renouvelable peut aider les entreprises à réduire leur propre empreinte carbone. Elles améliorent ainsi leurs performances environnementales et leur réputation auprès de la société, des clients, des employés et des investisseurs.

En revanche, les contrats externes de fourniture d'énergie et d'eau nécessitent une procédure de demande auprès des services compétents d'Electra dans la municipalité où votre entreprise est établie, d'Águas e Energia da Boavista (AEB) ou d'Águas de Santiago (AdS) dans le cas des îles de Boa Vista et de Santiago, respectivement.

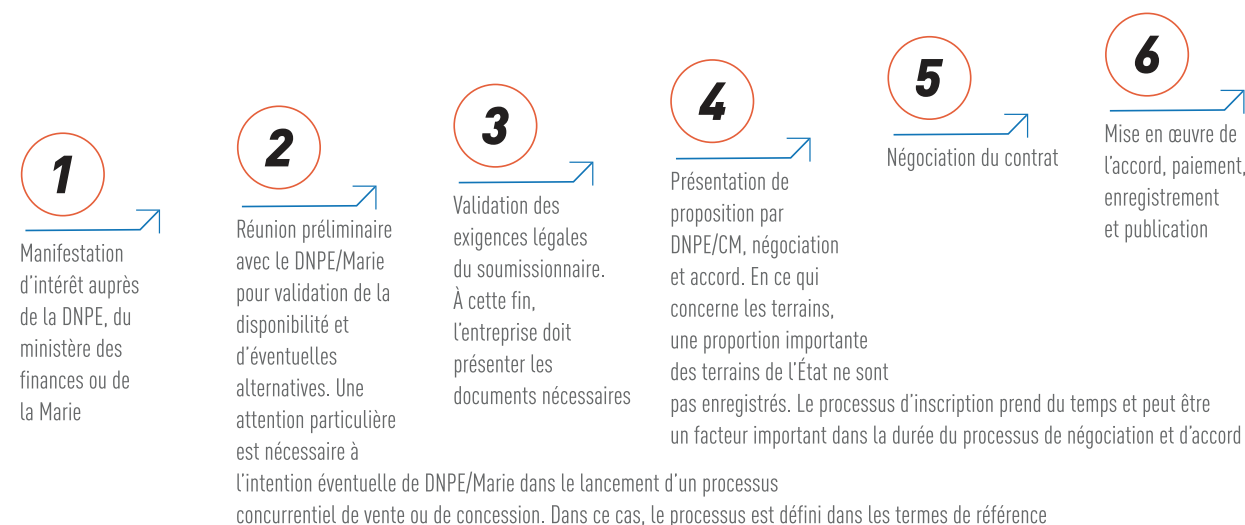
1. GUIDE DE PROCÉDURES: OBTENTION DU PERMIS DE CONSTRUCTION



List of required documents

- > Remplir le formulaire de demande/formulaire/modèle interne mis à disposition dans la Marie;
- > Déclaration de responsabilité d'un ingénieur en bâtiment, responsable du chantier, avec signature reconnue à la Mairie;
- > Copie du document d'identification de l'ingénieur;
- > Copie du document d'identification du demandeur et de l'intéressé/propriétaire;
- > Plan de localisation mis à jour;
- > Certificat de matrice cadastrale;
- > Copie du contrat de vente ou de bail (accompagné de l'original à des fins d'authentification);
- > À partir de 3 étages, il est également nécessaire d'obtenir le permis (permis de construction) de l'entreprise de construction;
- > Indication de la date d'approbation du projet d'architecture ou preuve de celle-ci approbation;
- > Indication de la date d'approbation du projet de stabilité ou preuve de celle-ci approbation;
- > Preuve du paiement de l'impôt sur le patrimoine (IUP) ou de l'épargne en date;
- > En cas de travaux de rénovation, vous devez remettre les documents suivants:
 - Demande dûment remplie;
 - Ancienne licence (expirée);
 - Information ou permis de l'entreprise de construction (travaux avec plus de 3 étages).

2. GUIDE DE PROCÉDURES: ACQUISITION ET CONCESSION DE PROPRIÉTÉ DE L'ÉTAT



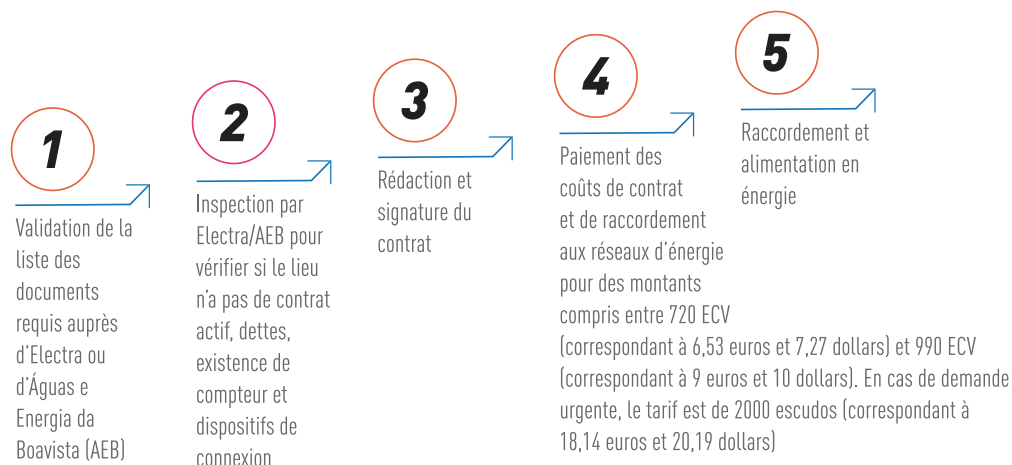
List of required documents

- > Certificat commercial de l'entreprise
- > Statuts de la société
- > Déclaration de NIF de l'entreprise
- > Documents d'identité et NIF des associés, gérants ou mandataires
- > Casier judiciaire des gérants
- > Licence de la Société
- > Déclaration de régularité fiscale et de sécurité sociale

Nota:

- DNPE: Direction National de Patrimoine d l'État et Marchés Publiques

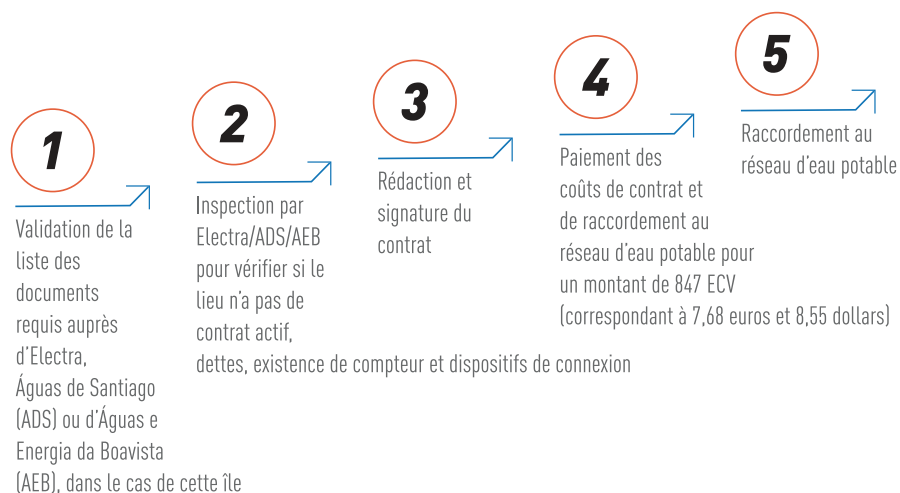
1. GUIDE DE PROCÉDURES: ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ



List of required documents

- > Engagement de prise en charge signé par le technicien responsable de l'exécution de l'installation électrique selon le Projet de Modèle;
- > Copie du document d'identification du le technicien responsable;
- > Fiche technique électrique de l'installation à fournir (dûment complétée et signée);
- > Schémas électriques (tableau et plan);
- > Plan de localisation du lieu de consommation, en cas d'installation monophasée, ce document uniquement;
- > Mémoire descriptive complète du projet d'électricité, en cas d'installation triphasée.

2. GUIDE DE PROCÉDURES: ACCÈS À L'EAU



List of required documents

- > Copie du document d'identification (carte d'identité/passeport) du client ou son mandataire légalement constitué;
- > Déclaration du NIF;
- > Rapport d'inspection de la Marie;
- > Certificat de registre foncier, délivré par RNI – Registre, Notaire et Identification

ACHAT ET INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS

L'achat et l'installation d'équipements nécessitent une bonne sélection des équipements, une assurance qualité, un prix, le choix du fournisseur avec la meilleure proposition technique et financière et les meilleurs services d'assistance, ainsi que le respect des réglementations en vigueur.

Le premier facteur à prendre en considération est la spécificité des besoins de l'entreprise en matière d'équipement. Il s'agit notamment d'identifier les types d'équipement nécessaires, la quantité requise et toutes les caractéristiques ou spécifications nécessaires. Il est essentiel de tenir compte de la qualité de l'équipement acheté. Il s'agit de facteurs tels que la durabilité, la fiabilité et les performances. Le choix d'un équipement de haute qualité peut contribuer à minimiser les coûts d'entretien et de réparation et à réduire les temps d'arrêt, ainsi que l'efficacité énergétique, ce qui permet de réduire les coûts financiers et environnementaux.

Le prix est un élément important, car il influe sur le coût global de l'acquisition. Toutefois, il est important de ne pas sacrifier la qualité au prix, car cela peut entraîner des coûts plus élevés à long terme. Il est important de choisir un fournisseur fiable pour s'assurer que l'équipement est de haute qualité et qu'il est livré à temps. Cette question devient encore plus cruciale lorsqu'il s'agit de marchés publics internationaux. Afin de mieux gérer les risques de non-conformité des équipements, voire de non-livraison, le système bancaire du Cabo Verde dispose de crédits documentaires permettant de s'assurer que le fournisseur respecte ses engagements contractuels.

Il est essentiel d'effectuer des recherches et d'évaluer les fournisseurs potentiels sur la base de leur réputation, de leur expérience, des avis des clients et des services après-vente tels que les garanties, la formation et l'assistance technique.

Lors de l'achat d'un équipement, il est important de s'assurer qu'il est compatible avec les équipements et systèmes existants. Cela permet de

minimiser le risque de problèmes de compatibilité et de réduire la nécessité d'acheter du matériel supplémentaire. Mais aussi les exigences légales liées aux normes de sécurité ou aux réglementations environnementales.

RECRUTEMENT, GESTION ET DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Dans toutes les entreprises, ce sont les personnes qui sont les plus importantes, et lorsqu'il s'agit d'entreprises très petites ou en phase de démarrage, elles le sont encore plus. C'est pourquoi l'embauche et la formation du personnel constituent une étape essentielle. Il n'y a pas d'entreprises prospères sans ressources humaines qualifiées, productives et motivées.

Le lancement de concours publics de recrutement est le moyen le plus efficace d'identifier les talents disponibles sur le marché. Le recours à des sociétés de recrutement permet une gestion efficace du processus et présente l'avantage d'une sélection plus rapide puisqu'elles disposent de références de professionnels sur le marché qui correspondent aux profils recherchés.

Dans les cas où les profils de techniciens supérieurs ou de professionnels récemment diplômés conviennent, il est recommandé d'utiliser la bourse des qualifications de l'Institut pour l'emploi et la formation professionnelle (IEFP), qui permet d'obtenir des références de professionnels à la recherche d'un emploi. Pour le cas spécifique du tourisme et des activités connexes, comme l'hôtellerie et la restauration, il existe, en partenariat avec l'IEFP, l'École d'hôtellerie et de tourisme du Cabo Verde (EHTCV).

Une fois le recrutement effectué, il existe un ensemble de bonnes pratiques de gestion des ressources humaines qui permettent, grâce à une gestion axée sur les personnes, de créer une culture de la performance qui garantit les droits, la protection et la valorisation des ressources humaines.

L'égalité entre les hommes et les femmes: l'entreprise doit mettre en place des politiques visant à promouvoir l'égalité des chances entre les hommes et les femmes en matière de recrutement, d'embauche, de promotion et de rémunération. Il peut s'agir de politiques telles que des modalités de travail flexibles, des congés parentaux et des programmes de tutorat.

Sécurité: l'entreprise doit élaborer des politiques et des procédures qui garantissent un environnement de travail sûr à tous les employés, par le biais de formations régulières à la sécurité, d'évaluations des risques et de programmes de prévention de la violence sur le lieu de travail.

Égalité de rémunération: effectuer des analyses régulières de l'équité salariale afin d'identifier et de corriger toute disparité salariale fondée sur le sexe, ainsi que des politiques visant à promouvoir la transparence des rémunérations et à offrir aux salariés des possibilités d'avancement et de développement de carrière.

Opportunités pour les jeunes: elles doivent offrir des possibilités d'emploi, des stages, des programmes d'étude et de recherche, des horaires adaptés aux jeunes travailleurs étudiants et des bourses d'études.

Polices d'assurance: elles offrent une couverture complémentaire aux régimes obligatoires de sécurité sociale et d'assurance contre les accidents du travail, comme l'assurance maladie, l'assurance invalidité et l'assurance vie, et devraient couvrir leurs familles.

Harcèlement sexuel: traiter le harcèlement sexuel en élaborant et en mettant en œuvre des politiques et des procédures visant à prévenir le harcèlement sexuel sur le lieu de travail et à y répondre. Il peut s'agir de formations régulières pour les employés et les cadres, d'un système de signalement des incidents et de mesures disciplinaires pour les contrevenants.

INTERNATIONALISATION ET EXPORTATIONS

Les États-Unis, l'Union européenne et la CEDEAO étant devenus des marchés préférentiels, le Cabo Verde a négocié des accords et des conventions dans les domaines économique, commercial et fiscal afin de réduire la dépendance des petites et moyennes entreprises (PME) à l'égard des marchés nationaux, ce qui renforce leur compétitivité et leur viabilité à long terme. Le pays a conclu des accords spécifiques avec les États-Unis dans le cadre de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act), avec l'UE dans le cadre du SPG+ (Système de Préférences Généralisées +) et avec la CEDEAO dans le cadre du ELTC (Esquema de Liberalização das Trocas Comerciais), programme de libéralisation des échanges.

De son côté, l'AGOA permet aux pays africains éligibles d'exporter environ 6400 produits en franchise de droits vers les États-Unis. Le SPG+ permet un accès préférentiel à tous les produits cap-verdiens exportés vers le marché de l'UE, sans quotas ni services. Enfin, l'ELTC permet l'exportation de produits agricoles, de poissons, de mines. Les entreprises des 15 pays de l'espace CEDEAO sont exonérées de Droits de Douane et de taxes.

Le Cabo Verde TradeInvest (CVTI) fournit aux entreprises des conseils personnalisés, des informations et des conseils sur l'environnement des affaires, des informations sur les conditions d'accès aux marchés, les contraintes à l'exportation et les accords en vigueur, les instruments de soutien aux entreprises pour leur qualification, investissement, développement et mise en œuvre de leurs projets. Cela inclut la réduction de la bureaucratie, des délais de réponse et des coûts d'investissement. Il aide également à la recherche de partenaires pour la mise en œuvre des projets.



PRINCIPES DIRECTEURS DE L'ENTREPRISE

7



Entreprises dirigées par des hommes et des femmes

18.061

Entreprises actives

66,8 % des entreprises actives au Cap-Vert sont des entreprises individuelles ou non constituées en société.



Femmes

2023



Hommes

Proportion d'hommes et de femmes dans la gestion des entreprises

29%

Les femmes sont davantage représentées dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration et dans le secteur de la santé

71%

Les hommes prédominent dans les l'industrie manufacturière et construction

Population active et taux d'emploi

190.461

Personnes actives

Ce chiffre représente un taux d'emploi taux d'emploi de 51,8 %. La population active âgée de 15 et plus est estimée à 367 514 personnes, soit 72,2% de la population totale. population totale. Il y a 212 313 personnes actives.



Femmes

2023



Hommes

Proportion d'hommes et de femmes employés

43%

Le nombre de femmes actives est inférieur à celui des hommes, 92 418.

57%

119 896 hommes sont considérés comme économiquement actifs.

Guidés par l'intégrité, ces principes visent à adopter une approche commune pour valoriser les investissements au Cabo Verde, en mettant l'accent sur l'écosystème de la création d'emplois et d'entreprises, la co-crédation entre acteurs et la création de valeur sociétale.

ADOPTION DE MESURES RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT/DURABLES

La durabilité est un concept qui fait référence à la capacité de répondre aux besoins actuels sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Il s'agit d'un équilibre entre le développement économique, social et environnemental, qui garantit que les ressources naturelles et les systèmes de maintien de la vie sont préservés pour les générations futures. L'accent mis sur la durabilité est essentiel compte tenu des défis environnementaux actuels, tels que le changement climatique, la perte de biodiversité et l'épuisement des ressources naturelles. Dans une approche commerciale de la chaîne d'approvisionnement, ce processus englobe la manière dont les produits sont déplacés, fabriqués, exploités et traités à la fin de leur vie utile selon des principes durables. L'adoption de mesures durables par les entreprises est nécessaire pour atténuer ces risques, promouvoir l'utilisation responsable des ressources naturelles, réduire l'empreinte écologique des activités humaines et construire un avenir plus résilient et plus équilibré pour tous.

Mesures recommandées à cet égard:

L'énergie

- Installation de panneaux solaires;
- Amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments grâce à une meilleure isolation, à des appareils à haut rendement énergétique et à des systèmes de refroidissement intelligents;
- La transition des lampes à incandescence traditionnelles vers l'éclairage LED, qui consomme moins d'énergie et a une durée de vie plus longue.

L'eau

- Réutiliser l'eau de climatisation pour arroser les plantes d'intérieur;

- Installation de robinets d'eau avec limiteurs de débit ou installer des capteurs d'eau intelligents pour la fermeture automatique;
- Équiper les réservoirs d'eau de régulateurs automatiques du niveau d'eau pour éviter leur remplissage excessif;
- Encourager les méthodes d'irrigation efficaces en termes de consommation d'eau pour le jardinage.

L'utilisation de matériaux recyclés et traitement des déchets

- Encourager les employés à trier et à gérer correctement les déchets et le recyclage;
- Encourager les employés à utiliser des récipients en papier, des couverts, des assiettes, des gobelets et des pailles réutilisables et à transporter la nourriture dans des sacs réutilisables;
- Encourager les employés à adopter des habitudes d'impression durables.

Domaines généraux

- Veillez à ce que les produits soient transportés, fabriqués, exploités et gérés à la fin de leur vie utile selon des principes durables;
- Réfléchir à la manière dont votre entreprise peut contribuer à l'obtention de résultats durables;
- Réduire l'empreinte environnementale des événements organisés par l'entreprise.

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTÉ

Les entreprises jouent un rôle vital dans les localités où elles sont implantées, et l'importance d'intégrer des valeurs afin de contribuer à la communauté locale ne peut être sous-estimée. Au-delà de la recherche de profits, les entreprises ont la responsabilité de contribuer au bien-être de ces localités. En adoptant des pratiques qui favorisent le développement durable, la responsabilité sociale et l'impact positif, les entreprises renforcent leurs liens avec la communauté.

Mesures recommandées à cet égard:

- Partenariats avec des associations caritatives et des organisations communautaires;
- Initiatives de bénévolat impliquant les employés de l'entreprise dans des activités communautaires;
- Initiatives éducatives visant à promouvoir les compétences nécessaires au marché du travail;
- Soutien à des programmes de préservation et de promotion de la culture de la région;
- Contributions à l'amélioration d'écoles, d'hôpitaux ou d'autres équipements publics;
- Développement de produits ou de services qui répondent aux besoins spécifiques de la communauté.

PRÉVENIR ET COMBATTRE LE HARCÈLEMENT ET LES ABUS SEXUELS

Le harcèlement et les abus sexuels au travail doivent être traités avec assurance, en fournissant des procédures claires pour gérer les plaintes. L'entreprise doit protéger la dignité du personnel et prévenir ces comportements. Le harcèlement inclut tout acte, comportement ou demande importun, considéré comme discriminatoire, offensant, humiliant, intimidant ou violent, ou comme une intrusion dans la vie privée. Il peut concerner la race, l'âge, les croyances, la religion, l'origine, le sexe, l'orientation sexuelle, ou l'état civil. Le harcèlement concerne autant l'effet que l'intention et découle souvent de conflits non résolus. Il comprend le harcèlement sexuel, l'abus de pouvoir et les représailles.

Le harcèlement sexuel inclut toute avance sexuelle importune ou demande de faveurs sexuelles, créant un environnement intimidant. Il est particulièrement grave quand il provient de quelqu'un pouvant influencer la carrière ou les conditions d'emploi de la victime. Le harcèlement sexuel est aussi un abus de pouvoir et peut viser des collègues de tout sexe, se produire au travail ou en dehors.. Mesures recommandées à cet égard:

- Sensibiliser aux questions liées au harcèlement et aux abus sexuels par le biais de la formation;
- Créer des canaux de communication, prendre des mesures disciplinaires et d'investigation rapides et appropriées lorsque des cas de harcèlement sont signalés et assumer la responsabilité des résultats;
- Former les cadres à la prévention et à la lutte contre le harcèlement afin qu'ils assument une plus grande responsabilité dans la mise en place d'un environnement de travail exempt de harcèlement;
- Encourager le signalement, veiller à ce qu'il reste confidentiel et protéger les personnes qui le signalent contre les représailles.

POLITIQUE ORGANISATIONNELLE EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Les entreprises doivent s'efforcer de défendre l'égalité entre les hommes et les femmes et contribuer à l'élimination de toute forme d'obstacle à l'égalité entre les hommes et les femmes.

Mesures recommandées à cet égard:

- La formation des employés à l'égalité entre les sexes ;
- Promouvoir l'équilibre entre les hommes et les femmes dans les groupes de décision;
- Encourager l'équilibre entre les hommes et les femmes dans le recrutement;
- Encourager le développement de projets basés sur le genre;
- Créer des politiques internes axées sur l'égalité entre les femmes et les hommes;
- Veiller à ce que tous les employés aient les mêmes possibilités d'accès aux opportunités et bénéficient d'un traitement équitable au sein de l'entreprise.

ADOPTION ET MISE EN ŒUVRE D'UN CODE D'ÉTHIQUE ET DE CONDUITE

Le Code de Déontologie et de conduite joue un rôle primordial en orientant les actions des collaborateurs, en favorisant l'intégrité et la transparence, et en

construisant une solide réputation auprès des partenaires. Il sert de guide pour les choix éthiques, prévenant les comportements inappropriés et les conflits d'intérêts, renforçant ainsi la confiance des clients, des partenaires et des investisseurs. Cet outil essentiel favorise les valeurs positives, la responsabilité d'entreprise et augmente le respect de l'entreprise à long terme.

Mesures recommandées à cet égard:

- Organiser des sessions de formation pour tous les employés sur les principes, valeurs et normes contenus dans le Code de Déontologie;
- Veiller à ce que le Code de Déontologie soit largement diffusé et accessible à tous les collaborateurs, et qu'il soit facilement accessible;
- Démontrer l'engagement et l'adhésion de la direction générale au Code de Déontologie, en donnant l'exemple à tous les niveaux de l'organisation;
- Établir des mesures disciplinaires claires pour ceux qui violent le Code de déontologie;
- Réviser et mettre à jour régulièrement le code de déontologie pour s'assurer qu'il reste pertinent et en phase avec les changements dans l'environnement interne et externe de l'organisation.

POLITIQUE D'INCLUSION DES GROUPES VULNÉRABLES

Promouvoir une approche visant à garantir la participation et l'égalité des chances pour les groupes confrontés à des désavantages sociaux, économiques ou culturels. Ces groupes peuvent inclure les minorités ethniques, les personnes handicapées, les immigrants, les réfugiés, les personnes âgées, les LGBTQ+, entre autres. Cette politique vise à réduire les disparités, à promouvoir la justice sociale et à garantir à ces groupes l'égalité d'accès aux services, aux ressources et aux opportunités. Encourager l'inclusion par les entreprises rend la société plus diversifiée, plus égalitaire et plus autonome, favorisant ainsi une meilleure qualité de vie pour tous ses membres.

Mesures recommandées à cet égard:

- Promouvoir des actions de formation régulière pour tous les collaborateurs sur l'importance de l'inclusion et comment traiter de manière sensible avec les groupes vulnérables ;
- Définir une politique qui définit l'engagement de l'entreprise à inclure les groupes vulnérables;
- Veiller à ce que les possibilités d'emploi, de promotion, de formation et de développement soient accessibles à tous les employés, quelles que soient leurs circonstances;
- Veiller à ce que les installations et les espaces de travail soient adaptés aux besoins des personnes handicapées, à mobilité réduite ou ayant d'autres limitations;
- Développer des plateformes et ressources numériques accessibles, telles que des sites Web et des applications, pour s'assurer que tous puissent bénéficier des informations et services de l'entreprise ;
- Établir des politiques explicites de non-discrimination et de tolérance zéro pour prévenir et traiter les cas de discrimination ou de harcèlement ;
- Faire participer les groupes vulnérables aux décisions qui affectent leur vie ;
- Offrir des options de travail flexibles, telles que des horaires alternatifs ou le télétravail, pour répondre aux besoins des employés.

TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ

La transparence et la responsabilité sont essentielles en entreprise, car elles favorisent la confiance et renforcent la réputation et la durabilité. La transparence, par la divulgation d'informations claires, établit des relations de confiance avec clients, investisseurs et employés. La responsabilité, en assumant les impacts sociaux et environnementaux, démontre un engagement éthique et inspire confiance. Ces principes stimulent l'innovation, améliorent la gestion des risques et contribuent à une culture saine, offrant ainsi un avantage concurrentiel et une croissance durable.

Mesures recommandées à cet égard:

- Assurer la divulgation transparente des informations pertinentes aux partenaires, aux clients, aux employés, aux investisseurs et aux partenaires;
- Établir des lignes directrices claires sur la manière dont la communication interne et externe doit être menée;
- Veiller à ce que les processus décisionnels, des décisions stratégiques aux décisions opérationnelles, soient transparents et bien documentés;
- Former régulièrement tous les employés à l'importance de la transparence et de la responsabilité, ainsi qu'à la manière d'agir conformément à ces principes ;
- Réexaminer périodiquement la politique et les pratiques afin de s'assurer qu'elles restent en phase avec les changements internes et externes et qu'elles demeurent efficaces.

PROTECTION SOCIALE

La protection sociale est d'une importance capitale pour l'environnement des entreprises, car elle contribue à la stabilité et à la prospérité des organisations. En offrant aux travailleurs une sécurité financière et un bien-être, la protection sociale réduit le risque d'absentéisme, de maladies professionnelles et d'insatisfaction, ce qui se traduit par une productivité et un engagement accrus. De plus, elle reflète l'engagement de l'entreprise envers le soin de ses employés, renforçant la culture organisationnelle et l'attraction et la rétention des talents. La protection sociale contribue également à construire une image auprès de la communauté et des partenaires.

Mesures recommandées à cet égard:

- Fournir des informations claires et détaillées sur les avantages du système de protection sociale aux employés, afin qu'ils soient conscients des ressources disponibles;
- Offrir un régime de santé complet, en veillant à ce que les employés puissent avoir accès aux soins médicaux nécessaires;

- Fournir une assurance-vie qui offre un soutien financier aux bénéficiaires en cas de décès du collaborateur;
- Mettre en œuvre des programmes de bien-être qui favorisent la santé mentale et physique des employés, tels que des séances de yoga, des cours d'exercices ou des conseils nutritionnels;
- Fournir un soutien financier ou des licences spéciales aux employés qui recherchent une formation continue, une formation ou une amélioration professionnelle;
- Offrir des plans de retraite ou une prévoyance privée qui aident les employés à se préparer financièrement pour la retraite;
- Créer un fonds d'aide d'urgence pour les employés qui font face à des crises imprévues, telles que des catastrophes naturelles ou des situations d'urgence.

FACTEURS-CLÉS DE SUCCÈS

8



Attention ! Pour réussir, il faut...

Le succès des entreprises dépend non seulement de facteurs internes qui sont sous leur contrôle, mais aussi de facteurs externes qui sont hors de leur contrôle. Ils doivent donc être clairs sur leurs potentialités et leurs limites.

Les facteurs internes sont associés aux coûts, à la localisation, à la capacité de gestion, à la qualité, à la production et à la satisfaction des clients, ainsi qu'à la performance de la gestion financière. Tandis que les facteurs externes résultent de l'évolution de la demande du marché, de la concurrence d'autres entreprises, de la qualité des matières premières, des conditions climatiques, les infrastructures, la disponibilité du financement, de la technologie, des ressources humaines, la stabilité sociale, la sécurité, le cadre juridique, entre autres. La résilience humaine dépend beaucoup de la capacité d'adaptation de l'être humain à l'environnement. Or, il en va de même pour les entreprises dans les contextes local, régional, national et international, exposées à un milieu sur lequel elles n'ont aucun contrôle, de sorte que le succès des entreprises dépend surtout de:

- **La qualité de la planification** permet aux entreprises de naviguer dans l'incertitude de l'environnement commercial avec un but et une stratégie. Les préparer à prendre des décisions éclairées, s'adapter aux changements et travailler ensemble pour atteindre leurs objectifs.
- **La gestion préventive des risques** permet aux entreprises d'identifier à l'avance les risques potentiels et les incertitudes. En anticipant les défis, les entreprises peuvent développer des stratégies pour atténuer ces risques tout en minimisant les impacts négatifs potentiels..
- **La gestion et la motivation de l'équipe** créent un cycle vertueux où des collaborateurs engagés favorisent une augmentation de la productivité, de meilleurs résultats et un environnement de travail agréable et positif. Cela contribue à la croissance, l'innovation et l'excellence durable de l'entreprise.
- **La qualité et l'efficacité de la production** sont des facteurs associés qui ont un impact direct sur les résultats financiers, la compétitivité et la croissance d'une entreprise. Les entreprises dont la production

respecte les réglementations en vigueur, répond aux souhaits des consommateurs et parvient à être compétitive sur le plan des prix sont mieux placées pour prospérer sur le marché, Construire des relations durables avec les clients et atteindre le succès à long terme.

- **La gestion des relations avec les clients** est essentielle au succès d'une entreprise car elle favorise les interactions avec les clients, augmente leur satisfaction et stimule la croissance des ventes. Cette gestion exige une bonne gestion des données clients, permettant une meilleure connaissance des préférences et habitudes d'achat. De cette façon, l'entreprise sera en mesure de construire une relation durable avec les clients et d'exécuter avec succès les plans et objectifs de vente.
- **La génération de bénéfices et l'équilibre financier de l'entreprise** servent d'épine dorsale du succès d'une entreprise. Elles permettent aux entreprises d'investir dans la croissance, l'innovation, le talent et la résilience, les positionnant pour un succès soutenu dans un environnement commercial dynamique et compétitif.

On constate la validation de certains de ces facteurs de succès parmi les investisseurs de la Diaspora au Cabo Verde, dont les témoignages sont partagés ici. Au cours de ce processus d'écoute et de collecte des contributions, le fait qu'ils se heurtent à de nombreuses difficultés, telles que les contraintes administratives, financières et techniques, le contexte spécifique local et les opportunités existantes. Cependant, une idée consensuelle apparaît dans toutes ces contributions : ils ont la flexibilité et la capacité de s'adapter aux nouveaux scénarios, transformations, ressources disponibles et contraintes qu'ils rencontrent dans les contextes où ils s'insèrent, à travers la capacité d'incorporation de l'innovation, des connaissances et du renouvellement. Le savoir, la connaissance, l'innovation et la capacité entrepreneuriale sont les grands atouts que la Diaspora peut apporter. Malgré les contraintes de l'environnement commercial, ils ont réussi, ils veulent investir davantage et encouragent tout le monde à faire de même pour leur pays.

ROMINA DIAS

Femme d'affaires dans le secteur de la santé, Boa Vista, ex-émigrant au Brésil

Deux raisons expliquent la décision de cette femme d'ouvrir un cabinet dentaire. La fermeté des liens qui la lie à l'île natale et, d'autre part, le rêve de créer une unité de santé pour combler un vide existant dans Boa Vista, en donnant réponse aux besoins de la population permanente et à la population flottante dérivée du tourisme et des émigrants en vacances sur l'île.



Dans la première phase, il a ressenti le poids des facteurs critiques de succès ainsi que les obstacles externes les plus divers au succès des projets à moyen-long terme. Étant dentiste, il n'avait pas beaucoup d'expérience dans le domaine administratif et a donc eu énormément de difficultés à apprendre comment gérer une entreprise. Il est retourné au Brésil pour vivre et étudier pendant huit ans et a fait des voyages réguliers pour travailler dans l'entreprise.

Après le retour, avec une connaissance plus approfondie de l'environnement des affaires et les menaces réelles, cherche constamment des moyens pour assurer la durabilité et le développement stratégique de sa clinique avec toute l'expertise technique qu'il a acquise au cours des huit dernières années, avec beaucoup d'efforts personnels et de tentatives sans atteindre les résultats escomptés. Selon lui, le Cabo Verde n'a pas les mêmes facilités que dans d'autres pays, ce qui rend très difficile pour ceux qui veulent repartir de zéro ou même pour ceux qui souhaitent recommencer.

Mais il aime l'environnement d'affaires actuel. L'entreprise compte déjà 8 collaborateurs, parmi les techniciens et assistants, enregistrant une moyenne mensuelle de plus de 300 consultations, dans tous les groupes d'âge et dans les différents services de dentisterie. Grâce à l'augmentation du nombre de clients, la société atteint un chiffre d'affaires supérieur à 10 millions d'escudos (correspondant à 91 mille euros et 101 mille dollars) par an.

Dans les prochaines années, il cherche à faire croître la clinique, à créer de la valeur, des emplois et de la richesse grâce à de nouveaux partenariats et opportunités commerciales. Pour Romina Dias, la première condition du succès est la planification car "le sentiment à l'arrivée est que les choses sont immobiles dans le temps. Il faut donc planifier, avoir beaucoup de volonté, Détermination, courage et aller 'avec tout'. Ce qui nous motive c'est l'amour de cette terre qui nous fait affronter ses défis car ici rien n'est facile. C'est attacher le tissu à la taille, Comme le dit la population, parce que rien n'est facile ici. L'accès au financement est extrêmement difficile et le soutien public ou privé est pratiquement inexistant".

MARCOS RODRIGUES

Entrepreneur dans le secteur des TIC, Santiago, ex-migrant au Portugal

L'émigration a été le principal facteur de motivation. Il a émigré à 3 ans avec ses parents en Angola où il est resté jusqu'à 15 ans. De là, ils sont allés au Portugal où il a pris conscience de ce qu'est l'émigration.



Il a créé en 2010 une entreprise qui est aujourd'hui la plus grande entreprise du Cabo Verde dans le secteur technologique et emploie plus de 20 personnes directement et 50 à 60 indirectement. Nous avons un énorme potentiel de croissance puisque nous sommes actifs dans le domaine de l'infrastructure du pays.

Ils n'ont pas reçu de soutien de l'État parce qu'il n'y avait pas d'incitations spécifiques à l'époque axées sur la diaspora. Plus tard, il a créé une entreprise d'importation et de distribution (commercialisation) des matériaux de construction, en croissance dans le rythme normal. Le moteur des entreprises créées était la volonté d'aider au développement du pays où il est né. La principale difficulté de l'entreprise est la concurrence du marché informel dérégulé qui prolifère et pose des défis accrus et insurmontables pour ceux qui souhaitent investir dans le pays. Cependant, il a des plans pour de futurs investissements et de nouveaux développements.

Pour les capverdiens de la diaspora, il est conseillé d'investir pour la sécurité des investissements, le désir d'aider le pays et la qualité de vie qui en découle.

MICHEL DOS SANTOS

Entrepreneur dans le secteur agricole, Santiago, émigrant en France

Son père l'a emmené en France il y a 13 ans, quand il avait 17 ans. À cet âge, il n'a pas pu entrer à l'école et a suivi un cours de langue. Il voulait faire une formation de chauffeur, mais n'a pas réussi, alors il est allé travailler dans



le jardinage en tant qu'oncle.

La raison de l'investissement au Cabo Verde était patriotique, aidant le pays dans ses meilleures possibilités en créant une grande entreprise qui pourrait générer des emplois et développer le pays.

Il a réuni ses frères et sœurs et ensemble ils ont planifié l'entreprise. Créer une entreprise au Cabo Verde est un processus simple et direct. Il s'est rendu à la Casa do Cidadão et y a obtenu le soutien et toutes les informations nécessaires pour cela. Ils ont créé une entreprise agricole en 2020. Elle est située à Agostinho Alves, en route pour San Francisco. Nous produisons environ 40 palettes d'œufs par jour.

Son investissement initial était d'environ 70000 euros (78000 dollars). Il a également ressenti le poids des facteurs critiques de succès, ainsi que les difficultés externes typiques des pays encore moins développés, comme le cas du Cabo Verde. L'investissement a été financé par autofinancement, ils n'ont pas bénéficié du financement en raison des obstacles procéduraux et du manque d'informations.

Les autres difficultés étaient l'accès à l'eau et à l'énergie, ce qui impliquait des démarches personnelles et un jeu de rôle. Ces problèmes persistent encore. Pour le moment, les résultats sont positifs, mais pas ceux souhaités en raison du peu de temps que l'entreprise est en opération. Ce scénario était prévisible et les efforts pour améliorer la performance se poursuivent. Ils veulent investir davantage dans l'entreprise et étendre l'activité à d'autres secteurs.

Ils encouragent tous les gens à investir dans le pays en raison du potentiel existant et de la large gamme d'opportunités. Nous les encourageons à faire le travail de terrain, à parler aux gens et à identifier les opportunités.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE





ANNEXES

A



INTRODUCTION

Le Cabo Verde a mis en œuvre des mesures proactives pour continuer à attirer davantage d'investissements, notamment dans les secteurs stratégiques et innovants. Ces mesures peuvent conduire à des résultats de meilleure qualité et favoriser un développement plus durable, ce qui peut apporter des avantages à long terme tant pour le pays que pour les investisseurs.

Ainsi, dans cette partie du guide est présenté l'écosystème de services d'appui et de diligence, à commencer par les deux points focaux à la disposition des investisseurs intéressés, Le Cabo Verde TradeInvest et Pro Empresa, créés pour faciliter le processus d'investissement et les interactions entre l'investisseur, qu'il soit étranger ou national, résident ou non résident au Cabo Verde, et l'administration publique. Ainsi, vous trouverez ci-dessous :

- Présentation et contacts des autorités compétentes en matière d'investissement; les
- Règlements et lois qui concernent spécifiquement l'investissement; les
- Programmes de renforcement des capacités des entrepreneurs; et
- Le glossaire des termes techniques utilisés dans ce guide.



PRÓ EMPRESA

Pro Empresa a été créée afin de donner une impulsion accrue à la croissance et au développement du secteur privé. Au moyen d'initiatives nationales visant à renforcer l'investissement et la capacité d'exportation, tout en favorisant un environnement de marché plus favorable aux MPME. Pour ce faire, il agit sur quatre axes structurants.

AXE I – ENTREPRENEURIAT ET INNOVATION

- Créer et promouvoir des programmes d'entrepreneuriat, afin de contribuer à l'augmentation de l'emploi national;
- Promouvoir une culture de l'innovation.

AXE II – DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET NETWORKING

- Contribuer au renforcement et à la croissance du secteur privé national;
- Faciliter l'accès des MPME à de nouveaux marchés;
- Établir des partenariats pour la coopération internationale.

AXE III – ACCÈS AU FINANCEMENT

- Assurer l'intermédiation bancaire, accélérer le processus décisionnel et promouvoir la diversification des sources de financement;
- Financer l'assistance technique à fournir aux partenaires pour la mise en œuvre des programmes de promotion de l'entreprise.

AXE IV – AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

- Mettre en œuvre le guichet de l'entrepreneur (virtuel et physique);
- Contribuer efficacement à l'augmentation de la compétitivité du Cabo Verde.

Le gouvernement du Cabo Verde dispose, par l'intermédiaire de Pro Empresa, d'un ensemble de programmes de soutien, énumérés ci-dessous.

PROEMPRESA
INSTITUTO DE APOIO E PROMOÇÃO EMPRESARIAL



PROMEB-PROGRAMME DE PROMOTION DE L'ÉCONOMIE BLEUE

CONTEXTE

Il vise essentiellement à promouvoir les initiatives entrepreneuriales, à identifier et à attirer les idées novatrices et à encourager le développement d'entreprises susceptibles de contribuer au développement et à l'expansion de l'économie bleue.

Il comprend:

- La formation dans des domaines pertinents pour le développement de l'économie bleue (pêche, transformation des produits dérivés de la pêche, contrôle de la qualité, artisanat et joaillerie, activités de tourisme maritime, etc.);
- L'incubation, y compris l'assistance technique;
- Concours d'idées (promotion de l'esprit d'entreprise, identification et attraction d'idées innovantes pouvant contribuer à une meilleure utilisation du potentiel de chaque île).

PUBLIC CIBLE

Le programme s'adresse à tous les entrepreneurs ayant des idées et des projets d'entreprise dans le domaine de l'économie bleue, ainsi qu'aux entreprises déjà actives dans ce secteur d'activité, l'entreprise ne pouvant avoir plus de deux ans d'existence.

ACCÈS AUX RESSOURCES

Le promoteur doit remplir certaines conditions, à savoir:

- Être promoteur d'un projet d'entreprise dans la zone de l'économie bleue;
- Être capverdien et résider dans le pays;
- Le projet doit être mis en œuvre au Cap-Vert.

Dans le cas des entreprises déjà créées, elles doivent avoir une existence maximale de 2 ans, avoir leur siège social dans le pays et remplir toutes les conditions légales nécessaires à l'exercice de l'activité, ainsi qu'être en situation régularisée auprès de l'administration fiscale (Finanças) et de la sécurité sociale (INPS).



EXPRESS+

CONTEXTE

Programme de développement des entreprises créé et géré par Pró Empresa en vue de répondre, par la fourniture de services d'assistance technique, aux besoins spécifiques exprimés par les micros, petites et moyennes entreprises (MPME).

PUBLIC CIBLE

Micro, petites et moyennes entreprises

ACCÈS AUX RESSOURCES

- Être une MPME cap-verdienne dûment agréée, l'activité économique développée doit contenir et présenter un potentiel de croissance;
- Régulariser la situation fiscale et contributive auprès de l'administration fiscale et de la sécurité sociale;
- Ou le promoteur doit démontrer une prédisposition à s'engager dans la mobilisation des moyens pour permettre le respect de ces obligations légales;
- Des start-ups innovantes et à fort potentiel de croissance.





PRÓ CRÉDITO

CONTEXTE

Programme d'assistance technique pour le financement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME), dont l'objectif principal est d'améliorer les conditions d'accès au nouveau programme de crédit, d'encourager la transition des unités de production informelles vers l'économie formelle, de mettre en place une comptabilité organisée, l'utilisation d'énergies propres, l'adoption d'instruments numériques, et de stimuler le développement de la Fintech (technologie financière).

PUBLIC CIBLE

Micro, petites et moyennes entreprises

ACCÈS AUX RESSOURCES

Axe I

Soutien direct à toutes les MPME en fournissant un cofinancement pour les dépenses suivantes:

- Services de comptabilité et d'audit - amélioration des informations financières;
- Services d'organisation du dossier de financement;
- Services pour la mise en place ou l'amélioration des systèmes d'information, transition énergétique ou numérique et de mise à jour des processus.

Axe II

Il correspond à l'implication des partenaires et à l'amélioration de l'environnement d'affaires. Les partenaires du programme sont:

- L'OPACC - Ordre Professionnel des Auditeurs et Comptables du Cap-Vert, pour son soutien aux professionnels de l'audit et de la comptabilité;
- Les institutions de microfinance, pour soutenir la formalisation des entreprises et pour aider à l'accès au financement par le microcrédit;
- En tant qu'incubateurs, pour soutenir la formalisation des entreprises et pour soutenir l'accès au financement.

Axe III

Soutien à l'innovation des entreprises Fintech : Fintechs cofinancés relatifs aux dépenses d'événements technologiques ou à leur participation dans des investissements ou d'investisseurs qui souhaitent fournir des services financiers à devenir des Micro Entreprises..



STARTUP JOVEM

CONTEXTE

PUBLIC CIBLE

Vise à promouvoir l'esprit d'entreprise à travers les startups, entendues comme une nouvelle entreprise, même embryonnaire ou encore en phase de constitution, qui promeut un projet prometteur, lié au développement d'une idée d'entreprise innovante basée sur la technologie ou non.

Jeunes entrepreneurs

ACCÈS AUX RESSOURCES

Être âgé de 18 à 35 ans
Avoir la nationalité capverdienne ;
Avoir suivi des études supérieures ou une formation professionnelle (niveaux 4 et 5);
Être promoteur d'une nouvelle entreprise, même embryonnaire ou en cours de création, promouvant un projet prometteur lié au développement d'une idée d'entreprise innovante, qu'elle soit technologique ou non;
Avoir un projet d'investissement dans l'innovation et l'expansion d'activités existantes et créer des emplois supplémentaires;
Avoir une situation régularisée en termes d'autorisation d'activité, de fiscalité et de sécurité sociale;
Avoir une micro ou petite entreprise ou coopérative formellement constituée selon les termes de la loi, dont au moins 60% du capital social est détenu par des jeunes âgés de 18 à 35 ans, titulaires d'un diplôme ou d'une certification d'un cours de formation professionnelle (niveaux 4 et 5) et en situation régulière en termes d'autorisation d'activité, de fiscalité et de sécurité sociale.

Conditions de Financement

Montant minimum de 500 mille ECV (correspondant à 4,5 mille euros et 5000 dollars) et maximum de 5 millions ECV (correspondant à 45,3 mille euros et 50,5 mille dollars)
Fonds propres: 5% à 15% (cinq et quinze pour cent) sur le montant de l'investissement;
Garantie: de 50 à 80% (cinquante à quatre-vingt pour cent) du montant dû à chaque moment, par le biais de la Pro-Garante;
Remboursement: maximum 120 (cent vingt) mois pour le montant maximal de financement;
Le taux d'intérêt est subventionné à 50% par l'État..



PROGRAMME D'INCUBATION

CONTEXTE

Il vise à soutenir les entrepreneurs dans le développement d'idées d'affaires, à définir les objectifs de l'entreprise et rassembler un ensemble de ressources et de services spécifiques susceptibles de soutenir son développement et sa réussite dans la phase de démarrage..

PUBLIC CIBLE

Start-ups résidant dans un incubateur

ACCÈS AUX RESSOURCES

Les universités sont chargées d'identifier les bénéficiaires (étudiants de dernière année et nouveaux diplômés); l'aide à la structuration des idées; le soutien à la formation, en mettant à disposition l'espace et les enseignants de l'Université; et participer à la promotion du programme et à la diffusion des résultats obtenus.

Pro Empresa est chargée d'évaluer et de décider de la candidature soumise par l'entité partenaire ; de fournir un soutien pendant le programme ; de suivre les bénéficiaires après la fin du programme ; de participer à la promotion du programme et à la diffusion des résultats obtenus ; et de recueillir des suggestions d'amélioration et de participer à la promotion des résultats.

INSTITUTIONS CONCERNÉES

Un réseau d'institutions qui soutiennent l'écosystème des affaires est répertorié.

1. CABO VERDE TRADEINVEST (CVTI)	
Objet Organisme public compétent pour la promotion, la publicité, la coordination, la facilitation et le suivi des opportunités d'investissement dans le pays et des exportations de biens et services produits au Cap-Vert..	Services Formalités administratives pour les projets d'investissement..
Mission Coordonner le processus d'investissement, recevoir, analyser, négocier et contractualisation des projets.	Contacts info@cvtradeinvest.cv www.cvtradeinvest.cv Praia Rotunda da Cruz do Papa, N°5 C.P. 89 C – ASA, Praia (+238) 260 41 10 / 41 11 S. Vicente Rua Machado, Prédio da Electra Sede R/C, Mindelo (+238) 231 07 75 Sal Avenida dos Hotéis, Hotel Ouril Pontão, Santa Maria (+238) 354 28 78 Europe du Nord José Martins; jose.martins@cvtradeinvest.cv; Tel: (+46) 728310046 Service De 08:00 to 16:00, du lundi au vendredi
2. PRÓ EMPRESA	
Objet Pró Empresa est un institut public à régime spécial ayant la nature d'un service personnalisé de l'État, doté d'une personnalité juridique publique et d'une autonomie administrative, financière et patrimoniale inhérente. L'institut opère dans l'écosystème des entreprises, promouvant la compétitivité, l'esprit d'entreprise et les sociétés en fournissant une assistance technique et financière, ainsi qu'en identifiant et en proposant des solutions politiques pour améliorer l'environnement des entreprises et en agissant toujours en partenariat étroit avec d'autres acteurs économiques.	Services Promotion des entreprises et de l'esprit d'entreprise Programmes : StartUp Jovem, Promeb, Express+, Pro Crédito, Ecosystem et Empreender Universitário.
Mission Promouvoir le développement des micros, petites et moyennes entreprises du Cap-Vert à travers des mécanismes qui facilitent l'accès à l'assistance technique, au financement et à l'innovation, en garantissant la compétitivité de l'économie nationale.	Contacts Edifício BAI-Center, Av. Cidade de Lisboa, Praia (+238) 260 19 80 proempresa@proempresa.cv Service De 08:00 to 17:00, du lundi au vendredi

3. CASA DO CIDADÃO / MAISON DU CITOYEN

Objet

Faciliter les relations entre l'État et les citoyens. Elle agit comme un guichet unique pour les PME en matière de constitution et d'enregistrement commercial.

Mission

Fournir des services publics tiers aux citoyens et aux agents économiques, au Cap-Vert et dans la diaspora, par le biais de canaux d'interaction en face à face et à distance, avec qualité et à un prix équitable. Diffuser son modèle de service dans l'ensemble de l'administration publique du Cap-Vert et contribuer à l'amélioration des performances des canaux d'interaction directe d'autres organisations, tant au niveau national qu'international.

Services

END - Création d'entreprise le jour même
Contributions et impôts; sécurité sociale
Licences de commerce de gros
Reconnaissance de la signature
Nationalité
Famille, éducation et formation

Contacts

(+238) 260 55 00
casadocidadao@casadocidadao.gov.cv
Service
Online: <https://portondinosilhas.gov.cv>
Ligne téléphonique gratuite: 800 20 08
De 07:30 to 19:30, du lundi au vendredi
Le samedi, de 09:00 to 13:00
En personne:
De 08:00 to 17:00, du lundi au vendredi
Le samedi, de 9:00 to 13:00 (Casa do Cidadão - Praia and Mindelo)
Liste d'attente en ligne: www.nhabex.com

4. INSTITUT DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (IEFP)

Objet

Organisme public national chargé de la mise en œuvre de politiques et de mesures visant à promouvoir l'emploi, l'esprit d'entreprise et la formation professionnelle, travaillant de préférence avec le secteur privé, les municipalités et les ONG, et, en étroite coordination avec les départements gouvernementaux concernés, un service central de conception et d'intégration technique et réglementaire dans les domaines de la formation professionnelle, de l'emploi et des stages, les organisations de la société civile et les entités représentant le secteur privé.

Mission

Promouvoir l'emploi et l'employabilité des citoyens par la mise en œuvre de politiques et de mesures actives et passives en faveur de l'emploi, de l'entrepreneuriat, de l'auto-emploi, de la formation professionnelle et des stages, de préférence par l'intermédiaire du secteur privé, des municipalités et des ONG.

Services

Formation initiale et continue
Stages professionnels
Intermédiation du travail
Orientation professionnelle
Entrepreneuriat et travail indépendant
Allocations de chômage et chômeurs de longue durée

Contacts

Rampe Praia Negra, Milcar Bâtiment, 3rd e 4th Floors
(+238) 261 64 46 | (+238) 261 64 32
iefp@iefp.gov.cv
Service
De 08:00 to 16:00, du lundi au vendredi

5. ÉCOLE D'HÔTELLERIE ET DE TOURISME DU CAP-VERT (EHTCV)

Objet

Centre public de formation professionnelle qui, en combinant des éléments théoriques, pratiques et de service, prépare des stagiaires hautement qualifiés à des activités professionnelles dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme, ainsi qu'au développement de compétences entrepreneuriales et à la capacité de gérer des entreprises et des infrastructures dans les mêmes domaines.

Mission

Qualifier les ressources humaines pour le tourisme et d'autres activités connexes, telles que l'hôtellerie et la restauration. Dispenser des cours et d'autres formations non professionnelles, notamment en vue d'améliorer, de recycler, de recruter, de spécialiser et de former le personnel.

Services

Offre de formation:
Cuisine;
Pâtisserie et boulangerie;
Restaurant/Bar;
Gestion hôtelière;
Entretien ménager; et
Guide touristique.

Contacts

Palmarejo Grande 375-A, Praia
(+238) 260 22 30
info@ehtcv.edu.cv

Sal

Santa Maria Market
(+238) 244 11 74 | (+238) 582 53 90
nes.ehtcv@gmail.com

Service

De 08:00 to 16:00, du lundi au vendredi

6. CHAMBRE DE COMMERCE DE SOTAVENTO (CCS)

Objet

Institution destinée à promouvoir et à réguler l'activité économique, notamment dans les domaines de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et des services.

Mission

Aider à renforcer les associations d'entreprises, créer un environnement favorable aux activités économiques et commerciales et mettre en place un secteur privé productif et compétitif capable de créer de la richesse et des emplois et de promouvoir la croissance économique.

Services

Formation professionnelle
Location d'espace
Licences commerciales
Bureau du citoyen
Comptoir des services de la mairie
Soutien à l'internationalisation

Contacts

Av. OUA N.º 39, Achada Santo António, Praia
(+238) 261 53 52
geral.ccs@ccs.cv

Service

De 08:00 to 16:00, du lundi au vendredi

7. CHAMBRE DE COMMERCE DE BARLAVENTO (CCB)

Objet

Intégrer un réseau pertinent de contacts nationaux et internationaux, promouvoir la mise en réseau entre différentes organisations et mettre les entreprises en contact direct avec des partenaires potentiels, ce qui leur permet d'étendre leur activité et de stimuler le commerce interentreprises.

Mission

Transformer les conditions dans lesquelles les entrepreneurs de la région développent leur activité, en éliminant ou en atténuant les contraintes qui limitent ou entravent ce développement ; Créer les conditions pour que l'entrepreneuriat qualitatif s'installe et porte ses fruits dans la région, dans le but de densifier le tissu d'entreprises privées et, ainsi, de créer suffisamment d'emplois pour lutter contre le chômage ; Promouvoir et exploiter tout le potentiel économique de la région, avec le développement de nouvelles zones d'activité qui génèrent des revenus élevés et induisent une croissance économique.

Services

Licences commerciales; Formation professionnelle
Missions commerciales; Organisation d'événements
Financement; Incubateur IMSV
Arbitrage et conciliation
Propriété intellectuelle

Contacts

Avenida 5 de Julho, Mindelo, São Vicente
(+238) 232 84 95
sede@becv.org
Porto Novo: (+238) 222 80 13; Email: s.antao@becv.org
Ribeira Brava; (+238) 232 84 95; Email: s.nicolau@becv.org
Espargos Tel: (+238) 241 37 11; Email: sal.becv@becv.org
Sal-Rei: (+238) 225 12 79; Email: boa.vista@becv.org
Service
De 08:00 to 16:00, du lundi au vendredi

8. INSTITUT DU TOURISME DU CAP-VERT (ITCV)

Objet

Service public personnalisé visant à renforcer la coordination institutionnelle avec toutes les structures de l'État, le secteur privé et les autres acteurs de l'industrie du tourisme, conformément aux meilleures pratiques internationales dans ce secteur. Veille à la mise en œuvre de la politique nationale du tourisme.

Mission

L'ITCV a pour mission de réglementer et de superviser le secteur du tourisme, de mettre en œuvre la politique dans le secteur du tourisme, d'étudier et d'analyser les tendances nationales et internationales dans le secteur du tourisme, de promouvoir les infrastructures d'appui au tourisme, y compris les points d'information touristique et la signalisation, d'octroyer des licences pour les activités touristiques, de promouvoir et de superviser le Cap-Vert en tant que destination touristique à l'intérieur et à l'extérieur, et de soutenir les investissements dans le secteur du tourisme.

Services

Licencierement d'activités touristiques

Contacts

CTT Building, Amizade Street, Santa Maria, Sal
itcv@mtt.gov.cv
(+238) 351 04 10
www.visit-caboverde.com
Northern Region Delegation
Avenida Marginal, Prédio RTC, 1.ere étage, Mindelo
(+238) 333 30 50
Southern Region Delegation
Rue Cidade Funchal, n.º 2, Rez-de-chaussée, ASA, Praia
(+238) 333 60 89
Service
De 08:00 to 16:00, du lundi au vendredi

9. CHAMBRE DE TOURISME DU CAP-VERT (CTCV)

Objet

Organisme de la société civile composé d'entrepreneurs et d'agents du secteur touristique, il est chargé de défendre les intérêts du secteur touristique dans le pays. Basée à Santa Maria, sur l'île de Sal, l'organisation joue un rôle actif et pertinent dans le cadre de sa mission dans le contexte du tourisme national et international.

Mission

L'approfondissement des relations avec les agents économiques du secteur; Le développement des relations institutionnelles; Le soutien à la promotion du tourisme; La coopération avec les institutions, nationales et internationales; Le développement d'une vision stratégique avec des propositions dans le cadre du développement de l'économie et du tourisme, la solution du problème du financement de l'économie, et le dépassement des contraintes actuelles du secteur du tourisme résidentiel ; La défense des intérêts des associés, Le but est d'harmoniser des solutions convergentes, dans le cadre du concept et de l'idée de développement social.

Services

Statut d'Utilité Touristique

Contacts

Porto Antigo 2 Residence, Santa Maria, Sal
(+238) 242 13 61 | (+238) 242 17 71 | (+238) 988 84 93
sonia.leite@camaturismo.cv
Service
De 08:00 to 16:00, du lundi au vendredi

10. ORDRE PROFESSIONNEL DES AUDITEURS ET COMPTABLES CERTIFIÉS (OPACC)

Objet

L'Ordre est chargé, à titre exclusif pour l'ensemble du territoire national, de certifier tous les professionnels de l'audit et de la comptabilité, ainsi que les sociétés d'audit et de comptabilité, qui ne pourront exercer leur activité au Cap-Vert sans cette certification.

Mission

Superviser tous les aspects liés à l'accès aux professions d'auditeur et de comptable agréés ; certifier les membres conformément aux catégories professionnelles correspondantes, en délivrant les licences professionnelles respectives.

Services

Formation professionnelle continue en comptabilité et audit
Vente des manuels de normes d'audit de l'International Federation of Accounts (IFAC).

Contacts

Bâtiment Tecnici Indústrias, 3eme étage à gauche; ASA; CP 417-A
(+238) 262 21 38
opacc-praia@cvtelecom.cv
Mindelo
Bâtiment Farmácia Mindelo, 1ere étage; Av. Baltazar Lopes da Silva
(+238) 231 85 07
opacc-mindelo@cvtelecom.cv
Service
De 08:00 to 16:00, du lundi au vendredi

11. ASSOCIATION DES INGÉNIEURS DE CAP-VERT (OECV)

Objet

Association publique représentant les diplômés en ingénierie exerçant la profession d'ingénieur.

Mission

Contribuer au progrès de l'ingénierie, en stimulant les efforts de ses membres dans les domaines scientifique, professionnel et social, ainsi que le respect des règles de déontologie.

Services

Attribution du titre professionnel d'ingénieur
Production de textes techniques, scientifiques et professionnels
Suivi de la situation générale de la formation des ingénieurs
Formation, mise à jour et spécialisation de ses membres

Contacts

Avenue Santiago, Palmarejo, Cidade da Praia
Sal
Morro Curral (à côté de BCA), Espargos
(+238) 241 29 91
oecvsalboavista@sapo.cv
São Vicente
Fonte Meio, Madeiralzinho
(+238) 231 00 98
oecv.sv@cvtelecom.cv
Santo Antão
Rue Horta, Ribeira Grande; E-mail:
oecvsantoantao@outlook.com
Service
De 08:00 to 16:00, du lundi au vendredi

12. ORDRE DES AVOCATS DU CAP-VERT (OACV)

Objet

Association publique représentant les diplômés en droit qui exercent leur profession au Cap-Vert.

Mission

D'une part, un lien intrinsèque avec la défense de l'État de droit et des droits, libertés et garanties des citoyens, d'autre part, le devoir de collaborer à l'administration de la justice, ainsi que le devoir constitutionnel d'assurer l'accès des citoyens au droit et aux tribunaux.

Services

Attribution du titre professionnel d'avocat
Enregistrement des authentications et certifications
Publications de l'Ordre des avocats

Contacts

Rue Serpa Pinto, Plateau, Praia
(+238) 261 97 55
ordemadvogados@cvtelecom.cv / bastonariooacv@gmail.com
Service
De 08:00 to 16:00, du lundi au vendredi

13. BUSINESS INCUBATION CENTER (BIC)

Objet

Incubateur d'entreprises visant à créer un environnement favorable à l'émergence d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance.

Mission

Soutenir l'affirmation des micros, petites et moyennes entreprises en créant un environnement qui stimule, dans une logique de marché, le développement d'initiatives entrepreneuriales visant à l'innovation et à la génération d'entreprises économiquement durables au Cap-Vert.

Services

Activités de promotion de l'esprit d'entreprise
Programme d'accélération des idées
Programme d'incubation d'entreprises

Contacts

Av. Santiago n°28, Palmarejo, Praia, Santiago
(+238) 260 37 20 | 974 35 00 | 915 90 06
geral@bic.cv
Service
De 08:00 to 16:00, du lundi au vendredi

SERVICES PUBLICS CONCERNÉS

On énumère un ensemble de services publics responsables de l'activité administrative ou de la fourniture directe et indirecte de services aux entrepreneurs, exercée par un organisme ou une entité de l'administration publique ou par l'initiative entrepreneuriale.

1. PORTAIL CONSULAIRE

Profil

Un point de contact unique qui met à la disposition des Capverdiens de la diaspora un large éventail de services en ligne, contribuant ainsi à une réforme substantielle du système de service à la clientèle.

Services

Passeports électroniques, certification du statut d'émigrant investisseur, délivrance de certificats, transcription d'actes sans nécessité de déclaration (registre civil avec mention de la naissance, du mariage, du divorce, de l'accouchement, du décès), renouvellement et validation des permis de conduire et autres documents essentiels pour la communauté cap-verdienne à l'étranger, en étroite coordination avec les services centraux compétents.

Site web: <https://portalconsular.mnec.gov.cv>

Contacts

Avenue Restelo, 33, 1449-025 - Lisbonne
(+351) 213 041 440
portalconsular@mnec.gov.cv

2. CONSEILS MUNICIPAUX

Profil

Promouvoir et soutenir le développement d'activités et l'organisation d'événements liés à l'activité économique d'intérêt municipal.

Services

Action sociale et santé; environnement; soutien aux activités économiques et aux investisseurs; culture ; sport; éducation; jeunesse; police municipale; protection civile; tourisme.

Contacts

Association nationale des municipalités du Cap-Vert (ANMCV)
www.anmcv.cv | (+238) 262 36 34
anmcv35@sapo.cv

3. DIRECTION NATIONALE DES RECETTES DE L'ÉTAT (DNRE)

Profil

Il a pour mission de proposer la politique, la planification et la réglementation en matière de recettes de l'État et d'assurer la coordination, le contrôle central et l'évaluation des systèmes respectifs.

Services

Direction générale des contributions et impôts (DGCI)
Direction générale des douanes (DGA)

Contacts

DGA: (+238) 261 77 58
DGCI: (+238) 261 77 59
helpdesk@dnre.gov.cv

4. DIRECTION NATIONALE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ÉNERGIE (DNICE)

Profil

Service chargé de la conception, de l'exécution et de l'évaluation des politiques énergétique, industrielle et commerciale ainsi que de la présentation de propositions visant à la croissance, l'amélioration et l'augmentation de la productivité et de la compétitivité du secteur. Fournit des informations sur les normes juridiques régissant l'exercice des activités du secteur.

Services

Service de l'industrie (SI); Service du commerce (SC); et Service de l'énergie (SE).
Le SE est responsable de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique énergétique et de dessalement.

Contacts

Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie
Av. Amílcar Cabral, n° 27, 1ème étage, CP 7937-034
Plateau, Praia

5. DIRECTION NATIONALE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE (DNPA)

Profil

Service responsable de la mise en œuvre des activités d'appui au développement des pêches et de l'aquaculture, ainsi que de l'articulation des processus de recherche, valorisation et exploitation durable des ressources marines nationales.

Services

Licenciement de centres de production aquacole et marine; Permis de pêche pour les navires nationaux et internationaux.

Contacts

Ancien bâtiment de Commandement Naval, CP 34, Mindelo
(+238) 230 01 51
albertino.martins@mem.gov.cv

6. INSTITUT MARITIME PORTUAIRE (IMP)

Profil

Assure le respect des normes nationales et internationales relatives au secteur maritime et portuaire, notamment en ce qui concerne la sécurité de la navigation, des navires et des installations portuaires à la sauvegarde de la vie humaine en mer et à la protection de l'environnement marin, ainsi qu'aux conditions d'hygiène, le bien-être, le travail, la formation et la certification du personnel maritime.

Services

Il autorise l'exercice des activités maritimes et de trafic local; inspecter les navires et autres équipements flottants et procéder à leur certification.

Contacts

Rue Patrice Lumumba, Ancien bâtiment ACIAB, C.P. 7, Mindelo
(+238) 232 43 42 | (+238) 232 43 43
info@imp.cv

7. AGENCE DE RÉGULATION MULTISECTORIELLE DE L'ÉCONOMIE (ARME)

Profil

Autorité administrative et indépendante, qui exerce l'activité administrative de régulation technique et économique des secteurs des communications, l'énergie, l'eau et les transports collectifs urbains et interurbains de passagers.

Services

La fixation des prix et des tarifs; Assurer la protection des droits et intérêts légitimes des consommateurs.

Contacts

Avenue China, Bâtiment ARME, 5ème étage, Chã d'Areia, Praia
(+238) 260 44 00/01/02/03
info@arme.cv

8. BANQUE DU CAP-VERT (BCV)

Profil

La Banque centrale, qui détient le droit exclusif d'émettre de la monnaie, collabore à la définition des politiques monétaires et de taux de change du Gouvernement et les exécute de manière autonome, en exerçant ses fonctions conformément à la loi et aux normes et engagements internationaux auxquels l'État du Cap-Vert est lié.

Services

Autorité monétaire et stabilité macroéconomique; Stabilité financière; Système de paiement; Communication, prestation de services et partenariats

Contacts

Avenue OUA, n° 02, BP n° 7954 - 094, Praia
(+238) 260 70 00
amarques@bcv.cv

9. ENTITÉ DES RÉGLEMENTATION INDEPENDANTE DE SANTÉ (ERIS)

Profil

Réguler et superviser les activités des établissements de soins, des secteurs des médicaments à usage humain, des médicaments vétérinaires, Dispositifs médicaux et établissements du secteur alimentaire.

Services

Contrôler l'application et le respect des lois, normes et exigences techniques applicables aux secteurs réglementés ainsi que les dispositions des titres d'exercice respectifs, en encourageant notamment la réalisation d'enquêtes, d'enquêtes ou d'audits.

Contacts

Avenue Lisbon City, Várzea - Praia 296 - A, Cap-Vert.
(+238) 262 64 10 | (+238) 262 24 53 | (+238) 262 64 57
eris@eris.cv

10. INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE (INE)

Profil

Organe exécutif central de production et de diffusion des statistiques officielles dans le cadre du système statistique national revêtant la nature d'autorité techniquement indépendante dotée d'une autonomie administrative, financière et patrimoniale.

Services

Statistiques économiques et d'entreprises; Enquête annuelle sur les entreprises; Enquête sur les dépenses et les revenus des ménages; Inventaire annuel des établissements hôteliers; Enquête sur les dépenses et la satisfaction des touristes, etc.

Contacts

Rue Caixa Económica n.º 18, C.P. 116, Fazenda - Praia
(+238) 261 38 27
inecv@ine.gov.cv

11. DIRECTION GÉNÉRALE DES TRANSPORTS ROUTIERS (DGTR)**Profil**

Réguler, contrôler, instruire, appliquer des amendes et des sanctions accessoires et décider des procédures des contraventions routières pour violation du Code de la route et des législations complémentaires.

Services

Licence d'école de conduite, transports publics, centres d'inspection des véhicules.

Contacts

Tira Chapéu, Praia
(+238) 261 57 07
dgtrcv@gmail.com

12. DIRECTION GÉNÉRALE DES REGISTRES, NOTARIAT ET IDENTIFICATION (DGRNI)**Profil**

La Direction générale des registres, notariat et identification est le service du ministère de la justice qui a pour mission d'assurer le support technique dans la conception, Mise en œuvre et évaluation des politiques et mesures relatives aux services d'enregistrement, de notaire, d'identification civile.

Services

Identification civile et registre civil
Registre foncier
Immatriculation de voiture
Registre du commerce
Enregistrement des personnes morales
Nationalité
Notariat

Contacts

Rue Cidade do Funchal, Achada Santo António, Praia
(+238) 333 72 37
www.rni.cv

13. INSTITUT NATIONAL DE GESTION DU TERRITOIRE (INGT)**Profil**

Le INGT a pour mission de poursuivre, au niveau national, les politiques publiques dans les domaines de l'aménagement du territoire et de la planification urbaine; Le cadastre immobilier; la cartographie et la géodésie et les infrastructures de données spatiales du Cap-Vert (IDE-CV).

Services

Aménagement du territoire
Urbanisme
Information géographique
Géodésie
Cartographie de base
Cartographie géologique
Registre foncier

Contacts

Rue Judice Baker n.º 114, Ponta Belém, Praia
(+238) 333 73 72
ingt@ingt.gov.cv | www.ingt.gov.cv

LÉGISLATION PERTINENTE

La législation relative à l'activité de l'entreprise est rendue publique.

1. INVESTISSEMENTS

Réglementation de l'Investissement Direct des Émigrants

Loi No. 73/IX/2020, du 2 mars
<https://kiosk.incv.cv/V/2020/3/2/1.1.24.3139/p555>

Loi de l'Investissement

Loi No. 34/2013, du 24 septembre
<https://kiosk.incv.cv/V/2013/9/24/1.1.50.1746/p1284>

2. TAXATION

Modification et Réédition de Divers Codes Fiscaux

Loi No. 86/IX/2020, du 28 avril
<https://kiosk.incv.cv/V/2020/4/28/1.1.53.3218/p1180>

Code du IRPS

Loi No. 78/VIII/2014, au 31 décembre
<https://kiosk.incv.cv/V/2014/12/31/1.1.81.1952/p2344>

Code d'Avantages Fiscaux

Loi No. 86/IX/2020, du 28 avril
<https://kiosk.incv.cv/V/2020/4/28/1.1.53.3218/p1180>

Code Général des Impôts

Loi No. 47/VIII/2013, du 20 décembre
<https://kiosk.incv.cv/V/2013/12/20/1.1.69.1778/p2235>

Régime Général des Impôts et Contributions

Loi No. 100/VIII/2015, du 10 décembre
<https://kiosk.incv.cv/V/2015/12/10/1.1.79.2112/p2603>

Code du IRPC

Loi No. 82/VIII/2014, du 8 janvier
<https://kiosk.incv.cv/V/2015/1/8/1.1.3.1957/p113>

Code Droit de Timbre

Loi No. 33/VII/2008, du 8 décembre
<https://kiosk.incv.cv/V/2008/12/8/1.1.45.300/p744>

Régime Juridique Spécial pour les Micro et Petites Entreprises

Loi No. 70/VIII/2014, du 26 août
<https://kiosk.incv.cv/V/2014/8/26/1.1.51.1891/p1706>

Régime Général des Infractions Fiscales Non Douanières

Loi No. 3/2014, du 29 octobre
<https://kiosk.incv.cv/V/2014/10/29/1.1.64.1918/p1960>

Code de Taxe sur Valeur Ajouté (CTVA)

Loi No. 21/VI/2003, du 27 décembre
<https://kiosk.incv.cv/V/2003/7/14/1.1.21.1588/p268>

3. L'EMPLOI

Code du Travail

Loi No. 5/2007, du 16 octobre
<https://kiosk.incv.cv/V/2007/10/16/2.1.37.348/p2>

Régime Juridique d'Assurance Obligatoire des Accidents du Travail et des Maladies Professionnelles

Loi No. 88/2020, of December 28
<https://kiosk.incv.cv/V/2021/6/30/2.1.65.3797/p2>

Bases du Système de Sécurité Sociale

Loi No. 131/V/2001, du 22 janvier
<https://kiosk.incv.cv/V/2001/1/22/1.1.2.649/p24>

4. COMPTABILITÉ

Code des Entreprises Commerciales (CEC)

Lois No. 1 and 2/2019, du 23 juillet
<https://kiosk.incv.cv/1.1.80.2861>

Code de Comptes du Système de Normalisation Comptable et d'Information Financière

Loi No. 5/2008, du 4 février
<https://kiosk.incv.cv/V/2008/2/4/1.1.5.257/p62>

Émission de Factures/Factures-reçus Électroniques

Loi No. 50/2022, du 7 décembre
<https://kiosk.incv.cv/V/2022/12/7/1.1.117.4531/p2253>

5. AUTRES

Régime Juridique des Entreprises Touristiques

Loi No. 35/2014, du 17 juillet
<https://kiosk.incv.cv/V/2014/7/17/1.1.43.1874/p1514>

Industrie du Transport Maritime Inter-îles de Passagers, Marchandises et Mixte

Décret-loi No. 41/2019, du 24 septembre
<https://kiosk.incv.cv/V/2019/9/24/1.1.99.2924/p1555>

Code de Redressement et d'Insolvabilité

Loi No. 116/VIII/2016, du 22 mars
<https://kiosk.incv.cv/V/2016/3/22/1.1.19.2163/p561>

Cadre Juridique des Sociétés Holding (SGPS)

Loi No. 58/2009, du 14 décembre
<https://kiosk.incv.cv/V/2009/12/14/1.1.47.240/p1044>

FORMATION ET CONSEIL AUX ENTREPRISES

Les programmes de renforcement des capacités présentés ci-dessous visent à promouvoir l'entrepreneuriat en tant que compétence clé et à renforcer les capacités des entrepreneurs et des investisseurs, en particulier dans les domaines de la gestion, de la gouvernance, de l'inclusion, de l'assurance qualité et de l'innovation, afin qu'ils soient mieux préparés à réussir et à collaborer avec le secteur privé, les entreprises et les associations professionnelles pour exploiter les opportunités commerciales.

BOSTON

- Boston, MA Entrepreneurship Events | Eventbrite - <https://www.eventbrite.com/d/ma--boston/entrepreneurship/>
- Upcoming Entrepreneurship Events in Boston - <https://allevents.in/boston/entrepreneurship>
- SBA - U.S. Small Business Administration - <https://www.sba.gov/>
- SCORE Business Mentoring - <https://www.sba.gov/local-assistance/resource-partners/score-business-mentoring>
- Small Business Development Centers (SBDC) - <https://www.sba.gov/local-assistance/resource-partners/small-business-development-centers-sbdc>

LISBONNE

- Migrant Entrepreneur Support Office: <https://www.acm.gov.pt>
- Entrepreneurship Week | Visit Lisboa - <https://www.visitlisboa.com/pt-pt/eventos/semana-do-empreendedorismo-22>
- Web Summit Lisbon, 13-16/Novembro/2023 - <https://websummit.com/schedule>
- Startup Lisboa - <https://www.startuplisboa.com/>
- Eventbrite - Business Events - <https://www.eventbrite.com.br/b/portugal--lisboa/business/>

PARIS

- Angelina County - <http://elan-pepinieres-entreprises.fr/>
- Eventbrite - Paris, France Startup Events - <https://www.eventbrite.com/d/france--paris/startup-events/>
- Bpifrance Création - <https://bpifrance-creation.fr/>
- Les Scop - <https://www.les-scop.coop/>
- ADIE - <https://www.adie.org/>

GLOSSAIRE

Ce glossaire a été créé pour faciliter la compréhension et clarifier certains des termes les plus couramment utilisés. On a mis l'accent sur la clarté et la brièveté au lieu de tenter de couvrir tous les détails complexes.

B

Bail

Cession, à long terme ou perpétuelle, de l'usufruit d'une propriété moyennant le paiement d'un certain loyer.

Brevet

Un brevet est un droit exclusif obtenu sur des inventions. Une invention est une solution technique pour résoudre un problème technique spécifique. Le brevet est un contrat entre l'État et la personne qui en fait la demande. Il donne au titulaire le droit exclusif de produire et de commercialiser une invention, en contrepartie de sa divulgation publique.

Business Angel (BA)

Investisseur individuel qui investit principalement directement dans des entreprises en phase de démarrage. Les BA, en plus de l'investissement, assurent le suivi et apportent un soutien stratégique aux entrepreneurs. Ils sont également connus comme investisseurs informels en capital-risque.

Business to Business (B2B)

Commerce d'entreprise à entreprise. Lorsqu'une entreprise cible ses produits et services auprès d'une autre entreprise. La technologie B2B est parfois appelée technologie d'entreprise. Il est différent de B2C, qui est le commerce entre l'entreprise et le consommateur final, où les produits ou services sont vendus directement aux consommateurs finaux.

C

Cahier des charges

Demande d'appel d'offres obligatoire dans toutes les procédures de marchés publics. Il s'agit d'un document où sont définies les règles de gestion de la fourniture, que ce soit de biens, services ou contrats, et qui correspondent aux clauses contractuelles à respecter dans ces livraisons.

Capital-risque

Fonds de soutien aux petites et moyennes entreprises, déjà établies et avec un potentiel de croissance. Avec une durée moyenne de cinq à sept ans, les ressources investies financent les premières expansions, conduisant l'entreprise à de nouveaux sommets sur le marché.

Certificat Commercial

Le certificat garantit l'accès en ligne aux registres et documents de toute entité soumise à un registre du commerce - sociétés, sociétés, coopératives, entreprises publiques ou autres. Le certificat permanent d'enregistrement commercial peut être : l'enregistrement, et de mettre à disposition les registres informatisés de l'entité; d'enregistrement et des documents, et mettre à disposition les registres informatisés et les documents électroniques associés à l'entité (sauf les documents de compte rendu); du pacte social/statuts mis à jour, et mettre à disposition le dernier pacte social ou les statuts mis à jour. Il doit être requis dans les services des Registres, Notaire et Identification (RNI).

Certificat d'admissibilité de l'entreprise

Une société commerciale a besoin du certificat d'admissibilité pour : sa constitution ; changer de nom ; déplacer le siège social dans une autre commune ; ou changer l'objet de l'entreprise. Il contient l'identification de l'entité qui souhaite utiliser le nom ou la dénomination sociale, son siège social, sa nature juridique et les activités auxquelles l'entité est dédiée. Il doit être demandé auprès des services des Greffes, Notaires et Identification (RNI).

Certificat d'enregistrement foncier

Ce certificat atteste, par exemple, qui est le/la propriétaire/e d'un bien immobilier. Elle doit être demandée auprès des services de l'Enregistrement, du Notaire et de l'Identification (RNI).

Chiffre d'affaires

Valeur nette des ventes de biens et/ou services fournis par une entreprise. En d'autres termes, il s'agit du revenu total que la société a obtenu sans compter les taxes directes et les remises des clients. Donc, si on les déduit, on peut parler de profit net.

Compte de résultat

Document comptable qui met en évidence les résultats (bénéfices ou pertes) obtenus dans l'activité développée par la société au cours d'une période donnée.

Comptabilité organisée

Régime fiscal plus efficace pour les activités de plus grande complexité et lorsque les dépenses liées à l'activité sont supérieures à 25% des revenus. Ce régime fiscal est obligatoire dans les situations suivantes : Tout type de sociétés telles que les sociétés anonymes ou les sociétés à responsabilité limitée; Tous les professionnels ou entrepreneurs en nom individuel qui ont un revenu annuel net supérieur à 10 millions ECV (correspondant à 91 mille euros et 101 mille dollars).

D

Droits de Douane

Les Droits de Douane découlent des politiques commerciales. Ils sont facturés sur l'importation de produits en provenance des pays tiers, sur la base des taux du tarif douanier.

Droit d'importation

Ce sont les taxes perçues sur les produits importés. Cette taxe dépend principalement du montant d'argent facturé par le produit. Les autorités douanières perçoivent de Droits de Douane.

Droit de Timbre (DT)

Droit de Timbre est l'une des taxes perçues par l'État et a une incidence sur tous les contrats, documents, actes, papiers, titres ou autres situations juridiques énumérées dans le Tableau général de l'impôt sur les timbres et non soumises ou exonérées de TVA.

E

Entrepreneuriat

Développement de nouvelles initiatives génératrices de valeur, résultant de l'identification et de l'exploitation des opportunités telles que les nouveaux produits / services, processus, marchés.

Émoluments

Taxes prélevées par l'État en contrepartie d'un service.

F

Factoring

Un moyen de recouvrer les dettes d'un tiers, disponible pour les entreprises qui souhaitent une liquidité immédiate, en avançant les montants facturés aux clients. Généralement, les problèmes de liquidité et de trésorerie des entreprises sont liés aux retards de paiement des factures des clients, c'est pourquoi le crédit factoring (facturation anticipée) Une façon de régler ces dettes.

Financement

Montant demandé à une institution financière pour financer l'acquisition d'un bien ou d'un service.

FinTech

Le terme FinTech abrège l'expression financial technology, en français, technologie financière. Une FinTech utilise l'innovation technologique pour créer de nouveaux services, produits, modèles d'affaires et processus. Le concept ou modèle, bien que directement lié au secteur financier, peut cibler différents marchés finaux et entreprises de différentes tailles qui souhaitent mettre en œuvre des solutions innovantes dans leur offre de services, notamment dans le domaine des paiements, Activité d'intermédiation de crédit, actifs et monnaies virtuelles, assurances, services d'investissement ou de paiement (par exemple, en créant des références ATM).

G**GW (Gigawatt)**

Unité de puissance électrique égale à 1000 MW (mégawatt).

GWh (Gigawatt-heure)

Égal à 1000 MW utilisés en continu pendant une heure.

I**Immobilisations corporelles**

Ce sont tous les biens et matériaux tangibles et physiques qui peuvent être palpables. Quelques exemples d'actifs tangibles sont : les terrains, les bâtiments, les installations techniques, les meubles, les équipements informatiques (ordinateurs, imprimantes, ...), les moyens de transport qui constituent le patrimoine de l'entreprise, utilisés pour le transport de personnes, marchandises, matériaux ou animaux, etc.

Immobilisations corporelles

Sont les biens et droits qui ne sont pas physiques ou corporels, y compris : marques déposées, brevets, droits d'auteur, licences et autorisations.

Impôt Spécial Unifié (ISU)

L'impôt Spécial Unifié est de 4 % sur le chiffre d'affaires et remplace, à toutes fins utiles : 1. l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPF); 2. l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRPC); 3. la taxe sur la valeur ajoutée (TVA); 4. La taxe sur les incendies; et 5. La contribution à la sécurité sociale due par l'employeur.

Impôt des Sociétés (IS)

Impôt sur le revenu des entreprises ayant une activité de nature commerciale, industrielle ou agricole travaillant au Cabo Verde. Elle s'applique à la totalité de vos revenus, y compris ceux obtenus hors du territoire national.

Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP)

Impôt unique sur le revenu net global du contribuable ou de l'unité familiale.

Impôts sur le patrimoine

Il s'agit d'un impôt qui frappe les transferts, à titre onéreux, du droit de propriété sur des biens immobiliers ou des parts de ce droit (utilisation et logement, droit de surface, usufruit, entre autres).

Incubateur

Des institutions ou initiatives qui offrent aux startups la possibilité de développer leurs idées d'affaires, en les bénéficiant d'un soutien pratique en termes d'infrastructure et de conseil, pour une certaine période de temps. C'est une analogie avec les naissances de bébés : ceux qui naissent fragiles restent dans l'incubateur jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de vivre leur vie en dehors d'eux.

Inflation

Un indicateur de l'augmentation des prix des biens et services au fil du temps.

Innovation

Mise en œuvre d'une nouvelle idée ou amélioration d'une solution par le biais d'un nouveau produit, processus, méthode organisationnelle ou marketing, dans le but d'améliorer les performances, la connaissance et la position concurrentielle.

L

Leasing

Le leasing ou la location-bail est une modalité de financement par laquelle le bailleur (société de leasing) accorde à son client (locataire), selon ses instructions, un bien meuble ou immobilier, moyennant le paiement d'un loyer, pour une durée déterminée, le client ayant une option d'achat à la fin de cette même période, avant le paiement de la valeur résiduelle.

M

Marché cible

Groupe de consommateurs auxquels l'entreprise décide d'adresser ses produits, services et idées avec une stratégie visant à satisfaire les besoins et préférences.

Microentreprise

Unité d'entreprise qui emploie jusqu'à 5 travailleurs et/ou a un chiffre d'affaires annuel brut ne dépassant pas 5.000.000 ECV (correspondant à 45,3 mille euros et 50,5 mille dollars).

Modèle 1B

La déclaration périodique des revenus où l'IRPC est apuré. En règle générale, il doit être remis annuellement, jusqu'au dernier jour du mois de mai de

l'année suivant celle des revenus, par transmission électronique des données.

P

Petite entreprise

Unité commerciale employant entre 6 et 10 travailleurs et/ou ayant un chiffre d'affaires annuel brut entre 5.000.000 ECV (correspondant à 45,3 mille euros et 50,5 mille dollars) et 10.000.000 ECV (correspondant à 90,7 mille euros et 101 mille dollars).

R

Registre du commerce

Le registre du commerce est destiné à faire connaître la situation juridique des particuliers, des sociétés commerciales et des sociétés civiles sous forme commerciale, les établissements individuels à responsabilité limitée, les coopératives, les entreprises publiques, les groupements d'entreprises complémentaires et les groupements d'intérêt économique, les personnes physiques et morales soumises à l'enregistrement par la loi. Par le biais du registre du commerce, plusieurs événements peuvent être enregistrés, de la constitution d'une entité à sa disparition. Cet enregistrement est effectué dans les services des Registres, Notaire et Identification (RNI).

Registre foncier

Le registre foncier est essentiellement destiné à donner de la publicité à la situation juridique des bâtiments, en vue de la sécurité du commerce immobilier légal. Le certificat, délivré sur papier, fait preuve de la situation juridique d'un bien immobilier au moment où il est délivré. Il rassemble et décrit les dossiers en vigueur concernant ce bâtiment. Le certificat d'enregistrement foncier atteste, par exemple, à qui appartient la propriété et s'il y a des charges sur celle-ci. Cet enregistrement est effectué dans les services des Registres, Notaire et Identification (RNI).

Retenue Fiscale

Mécanisme du système fiscal par lequel l'État perçoit directement les salaires de tous les salariés (fonctionnaires et employés du secteur privé), les pensionnés ou les travailleurs indépendants non exonérés, ce qui signifie qu'au lieu de leur transférer la partie de leur salaire soumise à l'impôt à l'État, c'est l'entité employeur qui le fait.

S

Sécurité Sociale

Mécanisme public de protection sociale et de subsistance fourni par une contribution à l'INPS - Institut national de la sécurité sociale. L'objectif est que l'argent accumulé au fil des ans soit utilisé par le travailleur lorsqu'il part à la retraite ou s'il perd sa capacité de travailler.

Statuts

Le code civil présente une définition ou "notion" de contrat d'entreprise dans les termes suivants : "contrat de société, un contrat dans lequel deux personnes ou plus s'engagent à contribuer avec des biens ou des services à l'exercice en commun d'une activité économique déterminée qui n'est pas de simple jouissance, afin de répartir les bénéfices résultant de cette activité."

Standard Audit for Taxes Purposes (SAFT-CV)

Fichier standard contenant des données comptables émises au cours d'une période fiscale donnée. Les assujettis de l'IRPC sont tenus de remettre le fichier SAFT-CV s'ils exercent une activité commerciale, industrielle ou agricole sur le territoire capverdien. Ils doivent communiquer leur facturation mensuelle aux Finances au plus tard le 20 du mois suivant celui auquel elle se rapporte.

Sociétés de garantie mutuelle

Des opérateurs financiers qui fournissent aux banques les garanties leur permettant de mettre à disposition des PME des prêts à des conditions plus

favorables.

Spread

Composante du taux d'intérêt, défini par la banque, contrat par contrat, lors de l'octroi d'un prêt. Dans une définition simple, le spread n'est rien de plus que le profit de la banque lorsqu'elle accorde un prêt.

Startup

Une startup est une entreprise nouvelle, même embryonnaire ou encore en phase de constitution, qui compte des projets prometteurs liés à la recherche, à la recherche et au développement d'idées innovantes. Il y a un risque élevé dans l'affaire. Mais malgré cela, ce sont des projets à faible coût initial et hautement évolutifs, c'est-à-dire qu'ils ont une très grande espérance de croissance lorsqu'ils fonctionnent.

T

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

La taxe sur la consommation s'applique aux produits, services, transactions commerciales et importations. En d'autres termes, chacun paie non seulement la valeur d'un bien, mais aussi la TVA, dont le taux varie. Financé par le consommateur final, cet impôt indirect n'est pas collecté directement par le fisc auprès du contribuable.

Taux d'intérêt

La prime (rémunération) exprimée en pourcentage que l'entité qui accorde un financement particulier reçoit de l'entité qui a contracté ce prêt, Comme un moyen de paiement du service fourni et le coût d'opportunité du capital.

Taxe écologique

Valeur qui concerne les emballages non biodégradables en métal, en verre ou en matière plastique synthétique ou artificielle, dont la recette est reversée en faveur de l'assainissement et de la protection de l'environnement.

Z

Zones économiques spéciales (ZES)

Des zones délimitées fonctionnant avec des régimes administratifs, réglementaires et souvent fiscaux différents (généralement plus libéraux) que ceux de l'économie domestique. Par exemple, pour les importations et la production principalement orientée vers les exportations et l'attraction de capitaux étrangers.

MINISTÉRIO DAS
COMUNIDADES



PROEMPRESA
INSTITUTO DE APOIO E PROMOÇÃO EMPRESARIAL



OIM
ONU MIGRATION

FONDS DE
L'OIM POUR LE
DEVELOPPEMENT